



***RAPPORT FINANCIER
ANNUEL 2018/2019***

RAPPORT DE GESTION SUR LES COMPTES SOCIAUX ET LES COMPTES CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 AOÛT 2019

(intégrant le rapport sur le gouvernement d'entreprise)

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale, conformément à la loi et aux statuts, pour vous présenter un rapport sur la marche des affaires de la Société et du Groupe au cours de l'exercice clos le 31 août 2019, et soumettre à votre approbation les comptes de cet exercice.

1) ACTIVITE ET FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

A) Activité du Groupe

Au terme de l'exercice 2018-2019, OSMOZIS a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 8 467 K€, en croissance de 1% sur un an. Le chiffre d'affaires **ACCÈS INTERNET** s'établit à 7 800 K€ (-0,8%), les **SERVICES CONNECTÉS** ont généré 667 K€ de revenus, en croissance de +19%.

Données auditées – en K€	2017-2018	2018-2019
Chiffre d'affaires	8 419	8 467
Autres Produits d'exploitation	1 668	1 451
Charges d'exploitation <i>hors dotations</i>	8 478	8 128
<i>dont autres achats et charges externes</i>	4 328	4 101
<i>dont charges du personnel</i>	3 818	3 802
EBE¹	1 609	1 790
% du chiffre d'affaires	19%	21%
Dotations nettes aux amortissements, provisions et transferts de charges	-2 155	-1 365
Résultat d'exploitation	-546	425
Résultat financier	-335	-17
Résultat exceptionnel	54	2
Impôts	140	-145
Résultat net du Groupe	-687	265

¹ Excédent Brut d'Exploitation (EBE) : résultat d'exploitation avant dotations nettes aux amortissements, provisions et transferts de charges

Le chiffre d'affaires proforma d'Osmozis, intégrant l'activité d'EWI-Médiawifi sur 12 mois (1 973 K€²), s'élève à 9 668 K€ à l'issue de l'exercice 2018-2019, en croissance de 15% sur l'année.

La baisse des charges d'exploitation d'Osmozis et l'intégration maîtrisée d'EWI-Médiawifi sur les 3 derniers mois de l'exercice ont permis, conformément aux prévisions du Groupe, un retour à la rentabilité. L'excédent brut d'exploitation ressort à 1 790 K€ soit plus de 21% du chiffre d'affaires sur l'exercice 2018-2019, en progression de +2 points sur un an.

Le résultat d'exploitation a progressé de +970 K€, par rapport à l'exercice précédent, s'élevant à +425 K€ au 31 Aout 2019. Le Groupe a réalisé un changement d'estimation de ses règles d'amortissement des équipements installés, passant de 5 à 10 ans, afin de les aligner sur la durée de vie de ces produits et sur les pratiques du secteur.

Après prise en compte du résultat financier (-17 K€) qui intègre une reprise de provision de 141 K€, liée à l'impact de la remontée du cours de l'action Osmozis sur la valorisation des actions auto-détenues, et d'une charge d'impôt de 145 K€, le résultat net du groupe atteint 265 K€ contre une perte de -687 K€ un an plus tôt.

FORTE HAUSSE DE LA MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT

Données auditées – en K€	31/08/2018	31/08/2019
Capitaux propres	7 752	8 016
Endettement financier	9 098	9 781
Disponibilités et valeurs mobilières de placement	4 825	2 823
Endettement financier net	4 273	6 958

Au 31 août 2019, les capitaux propres d'OSMOZIS s'établissaient à 8 016 K€ pour une trésorerie brute de 2 823 K€ et un endettement financier net de 6 958 K€. L'impact de l'acquisition d'EWI-Médiawifi sur les flux de trésorerie s'élève à 1 850 K€ et explique principalement la variation de trésorerie sur l'exercice.

Dans le même temps, la capacité d'autofinancement du Groupe, qui s'est améliorée de 23% sur un an pour atteindre 1 775 K€, et la mise en place de nouveaux financements bancaires ont permis de couvrir les investissements dans le réseau.

Le niveau trésorerie est pénalisé, suite à l'attente des remboursements du Crédit d'impôt recherche (CIR) des exercices 2016 et 2017 pour un montant de 660 K€, à recevoir dans les prochains jours.

B) Activité de la Société

Le chiffre d'affaires s'élève à 7 446 K€ au 31/08/2019 contre 7 979 K€ au 31/08/2018, soit une baisse de 6.68 %. Ce repli provient principalement de la fermeture de sites non rentables et la baisse des nouvelles installations Wifi.

La production immobilisée reflétant les anticipations de production, passent de 1 244 K€ à 1 151 K€ soit une diminution de 7.43%, en cohérence avec la baisse de l'activité.

L'excédent brut d'exploitation d'OSMOZIS SA s'élève à 1 497 K€ contre 1 655 K€ au 31/08/2018, soit une diminution de 158 K€.

Le résultat d'exploitation ressort en bénéfice à 317 K€ contre une perte de -472 K€ au 31/08/2018.

² Non audité

En 2019, nous avons modifié la durée d'amortissement des matériels d'installation, permettant de traduire au mieux le rythme de consommation des avantages économiques attendus de ces installations. Jusqu'au printemps 2018, nous pensions que les bornes wifi 802.11N ne disposaient pas d'une carte mère suffisante pour pouvoir être facilement upgrader vers une technologie 802.11 AC. Cependant des tests nous ont montré que la carte mère utilisée était suffisamment performante (Rapidité du processeur, temps de latence...) pour pouvoir la conserver et ne changer que la carte Wifi pour obtenir une borne dans la nouvelle technologie. Le cout de la carte wifi ne représente qu'une très faible partie du cout de revient de la borne. Par suite, les bornes en technologie 802.11N disposent d'une durée de vie plus longue que prévu moyennant une faible modification du produit, passant ainsi de 5 ans à 10 ans.

Les bornes étaient amorties sur une durée de 5 ans. La durée de 5 ans reposait notamment sur le postulat que les évolutions technologiques nécessiteraient le remplacement de ces bornes.

Cette nouvelle estimation de la durée de vie des installations nous a conduit à revoir de manière prospective le plan d'amortissement de ces biens, afin d'apprécier au mieux les avantages économiques attendus de ces installations.

Cette révision des plans d'amortissement nous a semblé nécessaire pour assurer la régularité et la sincérité des comptes. (décret 83-1020 du 29 novembre 1983, art. 8, et PCG art. 322-4).

Le changement d'estimation des immobilisations se fait en mode prospectif. Pour assurer la révision prospective du plan d'amortissement, le taux d'amortissement est ajusté en fonction de la nouvelle durée ou du nouveau rythme d'utilisation pour l'exercice en cours et les exercices postérieurs, en application des dispositions du PCG relatives au changement d'estimation (PCG art. 314-2). L'impact sur les comptes est de 1047 K€ au 31/08/2019.³

Le résultat financier s'élève à -779 K€ contre - 289 K€, cette baisse est liée à la dépréciation des créances rattachées aux participations et des titres de participations des filiales OSMOZIS BV et OSMOZIS GMBH, suite aux mauvaises performances de ces filiales et le risque de non-recouvrement de ces créances.

Le Résultat courant avant impôt ressort à -462 K€ au 31/08/2019 contre -760 K€ au 31/08/2018.

Le résultat exceptionnel s'élève à 8 K€ au 31/08/2019 contre 54 K€ au 31/08/2018.

Le résultat net se solde par un bénéfice à 24 K€ au 31/08/2019 avec un crédit d'impôt recherche de 478 K€ contre une perte -334 K€ au 31/08/2018 avec un crédit d'impôt recherche 372 K€.

Soit une amélioration de **358 K€**.

³ Ce changement d'estimation n'avait pas été pris en compte sur les comptes semestriels du 1er septembre 2018 au 28 février 2019 non audités. Suite à ce changement d'estimation, le résultat net corrigé ressort au 28 février 2019 à - 641KE au lieu de - 1 196 K€, soit un impact de 545 K€.

C) Activité des filiales

Le tableau ci-dessous synthétise la situation des différentes sociétés du Groupe :

EXERCICE 2019-2020

EN KEUROS	quote part du capital détenu en %	Chiffre d'affaires		Résultat d'Exploitation		Résultat Net	
		31/08/2019	31/08/2018	31/08/2019	31/08/2018	31/08/2019	31/08/2018
OSMOZIS SA		7 446	7 979	317	-471	24	-334
OSMOZIS IBERIA (ESPAGNE)	100%	336	342	4	28	4	27
OSMOZIS ITALIA (ITALIE)	100%	148	388	-98	-59	-100	-62
OSMOZIS GMBH (ALLEMAGNE)	100%	55	53	-39	-110	-45	-112
OSMOZIS B.V. (HOLLANDE)	100%	6	6	-75	-187	-79	-189
EWI TELECOM *	100%	1 536	NA	-5	NA	-143	NA

Les sociétés **LOGMIS** et **MEDIAWFI** ont été dissoutes durant l'exercice, à la suite des Transmissions Universelles de Patrimoine réalisées durant l'exercice. (cf : faits marquants).

*Les comptes sociaux clos le 31/08/2019 d'**EWI TELECOM** ont une durée de 11 mois, la société a changé sa date de clôture afin de se caler sur l'exercice social sur Groupe OSMOZIS. Le résultat d'exploitation ressort à -5 K€ suite aux différentes charges non récurrentes liées à la restructuration du groupe en lien avec la cession (transformation de la société, honoraires juridiques et comptable, TUP MEDIAXIFI). Le résultat net se solde à -143 K€ prenant en compte les effets de la transmission universelle de patrimoine de Mediawifi générant une perte de -143 K€.

Les Filiales OSMOZIS IBERIA, OSMOZIS ITALIA, OSMOZIS GMBH, OSMOZIS B.V et EWI TELECOM font l'objet d'une intégration globale dans les comptes consolidés au cours de l'exercice clos le 31 août 2019.

Il est précisé que le Conseil d'administration, dans sa réunion du 17 décembre 2019, a autorisé la fermeture des filiales OSMOZIS B.V. et OSMOZIS Ltd.

Osmozis Ltd n'est pas consolidée, cette filiale n'ayant pas démarré son activité. Osmozis France va développer directement le chiffre d'affaires sur l'Allemagne et la Hollande.

D) Succursales existantes

La société ne dispose d'aucune succursale.

E) Faits marquants de l'exercice

A) Lancement d'Osmopay, le premier service de paiement dématérialisé dédié aux campings

OSMOZIS a annoncé le 10 septembre 2018 le lancement du service OsmoPay alliant un bracelet cashless tout-en-un issu de l'innovation digitale PayinTech au réseau Wifi/LoRa d'OSMOZIS, afin d'améliorer l'expérience des vacanciers.

L'utilisation de ce nouveau service OsmoPay devrait générer en moyenne 20% de ventes supplémentaires et aidera les dirigeants dans l'organisation et le pilotage de de leur activité au quotidien.

Ce bracelet donne accès aux vacanciers à l'ensemble des activités du camping (restaurants, boutiques, espace aquatique), en se substituant aux moyens de paiement traditionnels. L'utilisation de ce bracelet discret permet également de diminuer le temps d'attente et de rendre l'ensemble du séjour plus agréable. Les vacanciers peuvent laisser leur portefeuille en sécurité dans leur hébergement, ils n'ont besoin que de leur bracelet pour profiter de leur séjour. Ce dispositif est particulièrement utile et pratique pour les familles ayant des enfants car il peut être chargé avec un montant souhaité, sans dépassement possible, soit en avance par internet, soit à l'arrivée du séjour ou encore sur des bornes situées sur place.

Avec l'alliance du système OsmoKey et du service OsmoPay d'OSMOZIS, les vacanciers utilisent désormais leur bracelet de façon mutualisée pour ouvrir la porte de leur logement et régler leurs achats et activités.

B) Lancement d'Osmorelax™, premier service connecté de réservation de transats

OSMOZIS a annoncé le 19 septembre 2018 le lancement d'OsmoRelax™, le premier dispositif de transats connectés.

Le dispositif OsmoRelax™ vient répondre à la demande de disponibilité réelle des transats. Ainsi, le vacancier passe désormais son bracelet devant le boîtier RFID/LoRa attaché au transat et peut occuper celui-ci sur une période préétablie. A l'issue de cette période, s'il souhaite continuer à l'utiliser, il lui suffira de repasser son bracelet devant le boîtier.

Le boîtier OsmoRelax™, fixé au transat sans câblage, dispose d'une lampe indiquant la disponibilité de ce dernier. Elle s'allume au passage du bracelet devant le boîtier pour activer ou réactiver la réservation. OsmoRelax™ fonctionne sur la base d'un réseau LoRaWan entièrement sécurisé, aussi bien pour les sites de vacances ayant un réseau WiFi d'Osmozis que pour les sites optant pour cette solution autonome.

Le service OsmoRelax™ est configurable par le gestionnaire du site de vacances depuis l'Espace Pro et permet :

- d'identifier chaque occupant de transat, en temps réel ;
- de lire les statistiques des taux d'occupation en fonction de la journée ;
- de vérifier l'état technique des boîtiers attachés aux transats.

Les mêmes bracelets peuvent aussi être utilisés pour OsmoKey™, le service de serrure connectée et pour OsmoPay™ le service assurant les paiements dématérialisés. OsmoRelax™ sera commercialisé à partir du 1er octobre 2018 sous la forme d'un abonnement mensuel.

C) Rencontre des investisseurs individuels au salon ACTIONARIA les 22 & 23 novembre 2018

OSMOZIS a annoncé le 21 novembre 2018 sa participation à l'édition 2018 du Salon ACTIONARIA, le rendez-vous annuel des investisseurs individuels, qui a lieu les 22 & 23 novembre 2018 au Palais des Congrès à Paris.

Ces deux journées ont été l'occasion pour les deux dirigeants d'OSMOZIS de dialoguer avec les actionnaires individuels actuels, les futurs actionnaires et les journalistes, de commenter l'activité de l'entreprise et d'évoquer la stratégie ainsi que les perspectives de développement.

D) Acquisition D'EWI-MEDIAWIFI

OSMOZIS a finalisé l'acquisition d'EWI-Médiawifi le 24 mai 2019, fournisseur français d'infrastructures WiFi

destinées à la mise en place de services d'accès Internet Haut Débit, de télévision mobile et de vidéosurveillance.

L'acquisition de l'intégralité du capital d'EWI-Médiawifi a été conclue sur la base d'un prix ferme de 1,4 M€ payés en numéraire et 48 780 actions OSMOZIS auto-détenues soit 1.8 M€.

Ensemble, le Groupe constitué exploite dorénavant un réseau installé de près de 29 000 bornes WiFi sur plus de 1 800 sites, couvrant 288 789 emplacements (Mobil-homes, chalet, logements) et des zones touristiques (collectivités, offices de tourisme, plages).

Cette acquisition est au cœur des ambitions stratégiques d'OSMOZIS, puisqu'elle permet d'accélérer la conquête de parts de marché avec un positionnement plus important sur la partie Atlantique des centres de vacances.

Outre l'apport immédiat de chiffre d'affaires additionnel rentable, de l'ordre de 2 M€ en année pleine, cette stratégie offre d'importantes synergies par l'ajout des services professionnels connectés développés par OSMOZIS auprès des clients d'EWI-Médiawifi, ainsi que la mutualisation des frais de structure et d'achat pour une meilleure rentabilité de l'ensemble constitué.

E) Transmission Universelle de Patrimoine avec la société LOGMIS

Le 11 décembre 2018, OSMOZIS SA a réalisé une Transmission Universelle de Patrimoine avec la société Logmis entraînant sa dissolution.

F) Transmission Universelle de Patrimoine avec la société MEDIAWIFI

Le 30 juin 2019, EWI TELECOM a réalisé une Transmission Universelle de Patrimoine avec la société MEDIAWIFI entraînant sa dissolution.

G) Souscription à de nouveaux emprunts

Au cours de l'exercice OSMOZIS a souscrit 4 nouveaux emprunts bancaires pour un montant total de 3 000 K€ dont le détail est ci-dessous :

- Un prêt auprès de La banque populaire du Sud pour un montant total de 750 K€ sur une durée de 7 ans à taux fixe ;
- Un prêt auprès du CIC pour un montant total de 750 K € sur une durée de 7 ans à taux fixe ;
- Un prêt auprès de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du Languedoc pour un montant total de 750 K€ sur une durée de 5 ans à taux fixe ;
- Un prêt auprès de la BPI pour un montant total de 750 K€ sur une durée de 32 mois à taux fixe.

2) PRESENTATION DES COMPTES CONSOLIDES

Les comptes consolidés comprennent les comptes des sociétés au sein desquelles la Société exerce un contrôle exclusif, au sens de l'article L. 233-16 II, III et IV du Code de commerce.

A) Périmètre du Groupe

Le périmètre se présente comme suit au 31/08/2019 :

Entité	Ville (siège social)	SIREN	31/08/2019			31/08/2018		
			% de contrôle	% d'intégration	Méthode	% de contrôle	% d'intégration	Méthode
OSMOZIS SA	CLAPIERS	494 209 117	Mère	Mère	IG	Mère	Mère	IG
LOGMIS*	LE BOULOU	434 334 991	TUP	TUP	IG	100,00%	100,00%	IG
OSMOZIS IBERIA	BARCELONE	B-66393570	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG
OSMOZIS GMBH	SARREBRUCK	DE304619531	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG
OSMOZIS ITALIA	MILAN	MI-2074091	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG
OSMOZIS B.V	AMSTERDAM	856418675	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG
OSMOZIS LTD**	LONDRES	10983192	100,00%	NC	NC	100,00%	NC	NC
EWI TELECOM***	SAINT JEAN D'ANGELY	507 443 687	100,00%	100,00%	IG	N/A	N/A	NC
MEDIAWIFI***	SAINT JEAN D'ANGELY	803 742 972	TUP	TUP	IG	N/A	N/A	NC

I.G. : Intégration globale

NC : Non consolidée

TUP: Transmission Universelle de Patrimoine

* Le 11 décembre 2018, Osmozis a réalisé une Transmission Universelle de Patrimoine avec la société LOGMIS.

** Osmozis LTD a été créée en septembre 2017 et n'a pas démarré son activité, elle n'a pas été consolidée au 31/08/2019 du fait de son caractère non significatif.

*** Les sociétés EWI TELECOM et MEDIAWIFI ont été acquises le 24 mai 2019. Le 30 juin 2019, EWI TELECOM a réalisé une Transmission Universelle de Patrimoine avec la société MEDIAWIFI. De ce fait, au 31/08/2019, il ne reste que la société EWI TELECOM qui est consolidée.

B) Compte de résultat consolidé

Le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 8 467 k€ contre 8 419 k€ l'exercice précédent, soit une hausse de 1%. Le chiffre d'affaires **ACCÈS INTERNET** s'établit à 7 800 K€ (-0,8%), les **SERVICES CONNECTÉS** ont généré 667 K€ de revenus, en croissance de +19%.

Le résultat d'exploitation consolidé s'élève à 424 k€ au 31.08.2019 contre - 545 k€ au 31.08.18.

Le résultat financier représente une charge nette de 17 k€ au 31.08.2019 contre une perte de -335 K€ au 31.08.2019, soit une amélioration de + 317 K€. Il intègre une reprise de provision liée aux actions auto-détenues.

Le résultat net de l'ensemble consolidé s'élève à 265 k€ contre -687 k€ au 31.08.18.

C) Bilan consolidé

Actif

L'actif comprend les principaux postes suivants (valeurs nettes) :

- Les écarts d'acquisition qui s'élèvent à 2 406 K€ au 31.08.19 contre 660 K€ au 31.08.18. L'acquisition du Groupe EWI TELECOM en mai 2019 a généré un écart d'acquisition pour 1 745 K€.
- Les immobilisations incorporelles nettes qui s'élèvent à 2 748 k€ contre 1844 k€ au 31.08.18, cette hausse est liée principalement à l'entrée de périmètre de EWI TELECOM avec + 126 K€ d'immobilisations nettes et l'augmentation 1 365 K€ des frais de développement ; notamment concernant le « Firmware des bornes wifi », l'évolution de la solution OsmoCam, le produit de clef connectée « OSMOKEY », le Produit d'économie d'eau et d'électricité « OsmoPowerWater. Cette variation est compensée par les dotations de - 640 K€ sur l'exercice.
- Les immobilisations corporelles nettes qui ressortent à 6 161 k€ contre 5 421 k€ au 31.08.18, soit une

variation de 905 K€, dont 586 K€ de variation de périmètre de EWI TELECOM.

- Les immobilisations financières pour 1 820 k€ contre 1 044k€ au 31.08.18, comprenant 900 K€ de trésorerie bloquée.

- Les impôts différés actif pour 1 209 k€ contre 1 150 k€ au 31.08.18.

- Les créances clients qui s'élèvent à 3 076 k€ contre 2 820 k€ au 31.08.18.

- Les autres créances pour 1 953 k€ contre 1 499 k€ au 31.08.18. Cette hausse provient des créances envers l'état notamment les CIR.

- La trésorerie qui ressort à 2 592 k€ contre 4 322 k€ au 31.08.18, cette baisse s'explique par la poursuite des investissements R&D et des équipements, l'acquisition d'EWI TELECOM, une maîtrise du besoin en fonds de roulement et une hausse de marge brute d'autofinancement.

Passif

Le passif comprend les principaux postes suivants :

- Les capitaux propres de l'ensemble consolidé qui s'élèvent à 8 016 k€ et qui se détaillent comme suit :

CAPITAUX PROPRES en k€	AU 31/08/2019	AU 31/08/2018
Capital social (entièrement libéré)	3 163	3 163
Réserves du Groupe	-1 662	-975
Prime d'émission	6 251	6 250
Résultat de l'exercice (Part du Groupe)	265	-687
CAPITAUX PROPRES Part du Groupe		
Part des Minoritaires		-
CAPITAUX PROPRES de l'Ensemble	8 016	7 751

- Les emprunts et dettes financières qui s'élèvent à 9 780 k€ contre 9 097 k€ au 31.08.18, soit une variation de -682 K€.
- Les dettes fournisseurs et comptes rattachés qui s'élèvent à 289 k€ contre 166 k€ au 31.08.18.
- Les dettes fiscales et sociales pour 1 677 k€ contre 1 424 k€ au 31.08.18.
- Les dettes sur immobilisations et comptes rattachés pour 910 K€ au cours de l'exercice contre 10 K€ au 31.08.18.
- Les autres dettes pour 457 K€ au 31.08.2019 contre 149 K€ au 31.08.2018, comprenant des clients créditeurs pour 180 K€.
- Les comptes régularisation qui s'élèvent à 947 K€ au 31.08.2019 contre 623 K€ au 31.08.2018, ils sont composés principalement des produits constatés d'avances concernant les Crédits d'Impôt recherche Innovation (CIRI) qui sont repris en résultat au même rythme que les amortissements des frais de développement inscrits en immobilisation.

3) PRESENTATION DES COMPTES SOCIAUX D'OSMOZIS SA

A) Compte de résultat

Produits d'exploitation

Le total des produits d'exploitation s'élève à 8 720 k€ contre 9 422 k€ au 31.08.18 avec un chiffre d'affaires de 7446 k€ au 31.08.19 contre 7 979 K€ au 31.08.18. Ils comprennent notamment la production immobilisée correspondant à la R&D qui passe de 1 244 K€ à 1 151 K€.

Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation se sont élevées à 8 403 k€ contre 9 893 k€ au 31.08.18. Compte tenu de la structure de nos activités, les charges sont composées principalement :

- des autres achats et charges externes qui ressortent à 3 794 k€ contre 4 174 k€ au 31.08.18.
- des salaires et charges sociales qui s'élèvent à 3 223 k€ contre 3 293 k€ au 31.08.18.
- des impôts et taxes qui ressortent à 70 K€ contre 138 K€ au 31.08.18
- des dotations aux amortissements pour 1 279 K€ contre 2 269 K€, soit une baisse de 990 K€ liée en partie au changement d'estimation de la durée d'amortissement des matériels d'installation, passant de 5 à 10 ans ;
- Le résultat d'exploitation ressort avec un bénéfice de 317 k€ au 31.08.19 contre une perte de -472 k€ au 31.08.18.

Le résultat financier de l'exercice s'élève à -778 k€, dont -790 K€ de dépréciations des créances et titres des filiales OSMOZIS BV et OSMOZIS GMBH, -138 K€ d'intérêts et charges assimilées et une reprise de provision de 141 K€, liée à l'impact de la remontée du cours de l'action Osmozis sur la valorisation des actions auto-détenue.

Le résultat net se solde par un bénéfice à 24 K€ au 31/08/2019 avec un crédit d'impôt recherche de 478 K€ contre une perte -334 K€ au 31/08/2018 avec un crédit d'impôt recherche 372 K€.

B) Bilan

Actif

L'actif comprend les éléments suivants (valeurs nettes) :

- Les immobilisations incorporelles nette pour 3 292 k€ contre 1644 k€ au 31.08.18, avec une hausse de 826 K€ des frais de R&D et la constatation d'un mali de confusion suite à la transmission universelle de patrimoine de Logmis pour 662 K€.
- Les immobilisations corporelles nettes pour 5 644 k€ contre 5 416 k€ au 31.08.18.
- Les immobilisations financières nettes pour 4 945 k€ contre 2 955 k€ au 31.08.18 soit une variation de +1 990 K€ liée principalement à l'acquisition de la filiale EWI TELECOM.
- Les clients pour 2 065 k€ contre 3 114 k€ au 31.08.18, soit une baisse de 1 049 K€ soit -33.69%.
- Les autres créances pour 2 045 k€ contre 1 265 k€ au 31.08.18. Cette hausse provient principalement des créances envers l'état notamment les CIR 2016 et 2017.

- La trésorerie pour 2 632 k€ contre 4 588 k€ au 31.08.18, dont 231 K€ d'actions propres.
- Les charges constatées d'avance pour 42 k€ contre 36 k€ au 31.08.18.
- Les frais d'émission d'emprunt pour 58 K€ au 31.08.19 contre 38 K€ au 31.08.18.

Passif

Le passif comprend les principaux éléments suivants :

- Les capitaux propres qui s'élèvent à 7 951 k€ contre 7 926 k€ au 31.08.18.
- Les emprunts bancaires pour 9 420 k€ contre 8 976 k€ au 31.08.18.
- Les emprunts et dettes financières divers pour 4 k€ contre 93 k€ au 31.08.18.
- Les dettes fournisseurs pour 254 k€ contre 502 k€ au 31.08.18.
- Les dettes fiscales et sociales pour 1 573 k€ contre 1 246 K€ au 31.08.18.
- Les produits constatés d'avance pour 36 k€ contre 37 k€ au 31.08.18.

Informations relatives aux délais de paiement des fournisseurs et des clients

Conformément à l'article L.441-6-1 du Code de Commerce, nous vous communiquons la décomposition du solde des dettes à l'égard des fournisseurs et des clients par date d'échéance :

Article D. 441-II : Factures <u>reçues</u> ayant connu un retard de paiement au cours de l'exercice							Article D. 441-II : Factures <u>émises</u> ayant connu un retard de paiement au cours de l'exercice					
	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranche de retard de paiement												
Nombres cumulé de factures concernées						169						11
Montant cumulé des factures concernées HT	0	61 852	84 249	41 662	30 445	218 207						168 077,61
Pourcentage du montant total HT des factures reçues dans l'année	0	28%	39%	19%	14%	100%						
Pourcentage du montant total HT des factures émises dans l'année												0,31%
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées												
Nombre de factures exclues												11
Montant total des factures exclues												65 893
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L. 441-6 ou article L. 443-1 du Code de commerce)												
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	- Délais contractuels : variant entre paiement à la commande et 90 jours. - Délais légaux : 60 jours maximum.						- Délais contractuels : (précisez) : variant entre paiement à la commande et 90 jours. *Particularités : Au titre de ces contrats Partage., Osmozis facture au client une prestation d'installation lors de la réception par le Site. Cette prestation est payable par un acompte initial et le solde par une compensation avec les commissions que le site percevra au fur et à mesure des ventes d'accès Wifi. La saisonnalité de l'activité étant importante, des installations non encore réglées au 31 août le seront pour l'essentiel lors de la saison suivante, soit sur la période mai à septembre N+1. La société estime qu'en moyenne les frais d'installation sont réglés sur plusieurs saisons complètes sans que cela ne constitue un retard de paiement.					

4) RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Les dépenses de développement se sont élevées à 1 356 k€ sur l'exercice clos le 31 août 2019, contre 1 026 k€ pour l'exercice précédent. Elles ont porté essentiellement sur le « Firmware des bornes wifi », l'évolution de la solution OsmoCam, le produit de clef connectée « OSMOKEY », le Produit d'économie d'eau et d'électricité « OsmoPowerWater »

5) EVENEMENTS IMPORTANTS DEPUIS LE CLOTURE

Le 02/09/2019, OSMOZIS a bénéficié de la Transmission Universelle du Patrimoine de la société EWI TELECOM.

Il est précisé que le Conseil d'administration de la Société, dans sa séance du 25 juillet 2019, avait approuvé la dissolution anticipée de la société E-WI TELECOM, sans liquidation, avec transmission universelle de son patrimoine à la société OSMOZIS.

A) Innovation dans l'hôtellerie de plein air avec d'un nouveau système de serrures connectées OSMOKEY

Osmozis a annoncé le 21 octobre 2019 la mise en place d'un nouveau système serrures sécurisées OsmoKey qui est une installation sans câblage, désormais améliorée grâce à l'ajout d'un code personnalisé et sécurisé qui complète le système avec le bracelet RFID.

OsmoKey est un système autonome qui remplace la clé traditionnelle par un bracelet RFID ou par un code personnalisé, afin de faciliter les entrées et sorties de la clientèle et éviter ainsi la perte ou non-remise des clés. Chaque membre d'une famille peut ouvrir la serrure connectée de son mobil-home grâce à son bracelet ou à un code.

De plus, le système enregistre l'ensemble des entrées/sorties, tout en limitant les accès du personnel du site à certains bâtiments, permettant par conséquent de renforcer la sécurité. Basé sur un système autonome et opérationnel, même en cas de coupure électrique ou de perte de connexion Internet sur le site, OsmoKey continue à fonctionner sans faille.

Autre avantage très important, notamment pour les gérants des établissements hôteliers, la gestion des arrivées tardives. Grâce OsmoKey, le client reçoit un SMS ou un mail à l'avance avec le code d'accès à son hébergement. OsmoKey réduit ainsi la gestion contraignante des clés pour l'exploitant lors des arrivées/départs et apporte un confort aux vacanciers durant leur séjour.

Innovateur dans la transformation digitale des campings, le système des serrures connectées OSMOZIS présente plusieurs avantages :

- Il fonctionne sur la base d'un réseau LoRaWan totalement autonome et indépendant des autres réseaux installés ;
- Spécialement conçu pour s'adapter aux portes de mobil-home en PVC ;
- Simple à installer par le remplacement des poignées/carrés/ cylindres de la porte existante ;
- Dispose d'un système de configuration des codes et des badges RFID sécurisé ;
- Une transmission en temps réel des accès via un réseau LoRaWan privé Osmozis ;
- Protection IP65 et durée de vie de 5 ans avec un jeu de piles (ou 10 000 accès par code ou badge RFID).

Par ailleurs, le bracelet fourni avec les serrures permet d'accueillir d'autres services connectés, comme les services OsmoPay (porte-monnaie électronique) et OsmoRelax (système permettant la gestion des transats).

B) Innovation pour mettre fin au gaspillage et a la surconsommation d'eau et d'électricité dans les campings

Osmozis a annoncé le 4 novembre 2019 avoir développé OsmoPower-Water, système de gestion et d'alerte LoraWan, permettant de surveiller la consommation d'eau et d'électricité, et de détecter les fuites et les surconsommations, afin de répondre aux besoins des propriétaires de campings de limiter les coûts superflus.

Un robinet qui goutte équivaut à 120 litres d'eau par jour gaspillés, et pour une chasse d'eau qui fuit, 600 litres d'eau sont perdus au quotidien. Ce dispositif de contrôle d'optimisation de la gestion énergétique d'un camping ou d'un village de vacances, est la solution idéale pour éviter les mauvaises surprises sur la facture.

Constitué d'un boîtier LoRaWan, qui surveille en permanence les réseaux d'alimentation, OsmoPower-Water est un dispositif de suivi des consommations et d'avertissement en cas de coupure électrique ou de fuite d'eau.

Déployé en quelques jours par les techniciens Osmozis, ce dispositif OsmoPower-Water est rapidement opérationnel. OSMOZIS assure également la supervision, l'entretien et la maintenance pour une garantie optimale.

Entièrement sécurisé et fiable, le système assure une gestion à distance de toutes les installations et permet une intervention sur les alimentations en électricité et en eau des hébergements. Le propriétaire du site peut gérer, par exemple, chaque mobil-home selon les arrivées et les départs.

Grâce à OsmoPower-Water, les professionnels dans l'hôtellerie de plein air peuvent faire des économies d'énergie importantes et profiter d'une véritable maîtrise et anticipation des coûts.

Le service, configurable via un Espace Pro dédié, offre aux responsables de campings un accès à tous les boîtiers en temps réel et permet de :

- vérifier l'état de fonctionnement de l'alimentation en électricité et en eau ;
- suivre les consommations par boîtier ;
- éditer les consommations et les débits sur une période donnée ;
- activer/couper l'alimentation en électricité et en eau d'un hébergement à distance ;
- gérer les alertes (mails ou sms) en cas de fuite ou de surconsommation.

6) EVOLUTION PREVISIBLE ET PERSPECTIVES D'AVENIR

A moyen terme, Osmozis entend poursuivre son développement commercial, tout en maintenant sa trajectoire de rentabilité, en se concentrant sur les deux axes stratégiques suivants :

- **L'augmentation des revenus par emplacement**, par la montée en puissance de la vente de services connectés dont la gamme et le potentiel commercial se sont fortement renforcés durant l'exercice ;
- **La conquête commerciale**, principalement par de la **croissance externe** en Europe. Outre l'apport immédiat de chiffre d'affaires additionnel, cette stratégie offre d'importantes synergies par l'ajout des services connectés et un pilotage centralisé depuis la France.

Au-delà de ces axes de développement, le Groupe souhaite donner la priorité sur l'exercice 2019-2020 à l'augmentation structurelle de sa rentabilité et de sa capacité de génération de trésorerie. Les synergies avec EWI-Médiawifi sur la structure des coûts et sur l'offre commerciale produiront leurs premiers effets visibles, permettant d'anticiper un nouvel exercice profitable en 2019-2020. Le Groupe souhaite également renforcer son bilan afin de disposer de marges de manœuvre financière pour saisir de nouvelles opportunités de croissance externe, tout en maîtrisant son endettement et avec le souhait de préserver les intérêts économiques de ses actionnaires.

7) RESSOURCES HUMAINES

Le Groupe compte 85 personnes au 31 août 2019, dont 23 personnes chez EWI TELECOM et 2 salariés pour la filiale italienne. Les autres filiales n'ont plus de salariés au 31/08/2019.

L'effectif d'OSMOZIS SA est de 60 personnes fin août 2019.

8) ACTIONNARIAT

Conformément aux dispositions de l'article L233-13 du Code de Commerce, à la connaissance de la société, l'identité des actionnaires possédant au 31.08.2019 plus de 5%, 10%, 15%, 20%, 25%, 30%, 33,33%, 50%, 66,66%, 90% ou 95% du capital social ou des droits de vote de la Société OSMOZIS SA est la suivante :

Actionnaires	En capital	En droits de vote
Détenant plus de 20%	SAS ROUGE (Gérard Tremblay) SAS FONDATYS 92 (Yves Boulot)	

Détenant plus de 30%		SAS ROUGE (Gérard Tremblay) SAS FONDATYS 92 (Yves Boulot)
Détenant plus de 33,33%	Concert Fondateurs (SAS ROUGE et SAS FONDATYS)	
Détenant plus de 50%	-	Concert Fondateurs (SAS ROUGE et SAS FONDATYS)
Détenant plus de 66,66%	-	-
Détenant plus de 90%	-	-
Détenant plus de 95%	-	-

A la connaissance de la Société, aucune modification significative du capital n'est intervenue au cours de l'exercice.

A la connaissance de la Société, il n'existe aucun pacte, accord ou convention entre actionnaires au jour de l'établissement du présent rapport.

9) PROGRAMME DE RACHAT D'ACTIONS

L'Assemblée Générale du 12 février 2019 a autorisé le Conseil d'Administration à acheter un nombre d'actions représentant jusqu'à 10% du nombre d'actions composant capital de la Société aux fins notamment d'assurer l'animation du marché secondaire ou la liquidité de l'action par l'intermédiaire d'un prestataire de service d'investissement au travers d'un contrat de liquidité conforme à la pratique admise par la réglementation. L'autorisation en cours consentie par l'Assemblée Générale du 12 février 2019 d'une durée de 18 mois expirera le 11 août 2020.

La Société avait conclu un contrat de liquidité avec CM CIC Market Solutions à compter du 27 février 2017. La Société a annoncé le 13 mars 2019 avoir mis fin à ce contrat de liquidité avec CM CIC Market Solutions à effet du 1^{er} mars 2019.

Dans le cadre de ce programme, la Société a procédé entre la date d'ouverture de l'exercice et de résiliation du contrat de liquidité, aux opérations d'achat et de vente d'actions propres, comme suit :

- Nombre d'actions achetées : 15 162 actions
- Cours moyen des achats : 6.52 €
- Nombre d'actions vendues : 10 327 actions
- Cours moyen des ventes : 5.57 €
- Montant total des frais de négociation : 18 365 €
- Nombre d'actions inscrites à la clôture de l'exercice : 33 203 actions, soit 1.55 % du capital
- Valeur évaluée au cours d'achat : 6.94€
- Valeur nominale : 230 523.18 €
- Les actions détenues par la société n'ont fait l'objet d'aucune réallocation à d'autres finalités.

Au cours de l'exercice, la Société a remis 48 780 actions OSMOZIS détenues dans le cadre du programme de rachat d'actions et affectées à l'objectif de croissance externe, en paiement dans le cadre de l'acquisition de la société EWI-Médiawifi.

Par ailleurs, il est précisé que le Conseil d'administration de la Société, dans sa séance du 14 novembre 2019 a décidé, à l'unanimité, d'autoriser la cession des 21 983 actions auto-détenues qui figurant au compte de liquidité du contrat de liquidité résilié à effet du 1^{er} mars 2019.

10) AUTOCONTROLE - PARTICIPATION CROISEE

A la date du présent document, la Société ne détient aucune action d'autocontrôle, ni de participation croisée. Aucune aliénation de participation croisée n'est intervenue au cours de l'exercice clos le 31 août 2019.

11) PRISES DE PARTICIPATION

La société a acquis la totalité des actions composant le capital de la société EWI-Médiawifi le 24 mai 2019.

12) PARTICIPATION DES SALARIES AU CAPITAL

Au 31 août 2019, la part du capital détenue par les salariés était nulle.

Il a été rappelé toutefois qu'aux termes de l'Assemblée Générale Mixte du 12 février 2019, il a été consenti une délégation de compétence en vue d'augmenter le capital social en faveur des salariés adhérents d'un PEE.

13) RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

A) Modalité d'exercice de la Direction Générale

La Société a opté pour l'organisation de sa gestion pour la forme de société à conseil d'administration.

La direction générale de la Société est assumée par le président du Conseil d'administration, Monsieur Gérard Tremblay.

B) Composition du Conseil d'Administration au 31 août 2019

Ainsi, au 31 août 2019, le Conseil d'Administration est composé de 3 administrateurs et d'un censeur, présentés dans le tableau ci-après.

Prénoms, noms et fonctions	Mandats et fonctions dans la société		
	Nature	Première nomination	Echéance
M. Gérard TREMBLAY	Président Directeur Général	Mandat d'administrateur : Assemblée générale du 14 décembre 2016 Mandat de Président Directeur Général : Conseil d'administration du 14 décembre 2016	Assemblée Générale tenue en 2020 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé
M. Yves BOULOT	Administrateur et Directeur Général Délégué	Mandat d'administrateur : Assemblée générale du 14 décembre 2016 Mandat de Directeur Général Délégué : Conseil d'administration du 14 décembre 2016	Assemblée Générale tenue en 2020 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé
Mme. Anne BINDER*	Administrateur	Assemblée générale du 14 février 2018	Assemblée générale du 12 février 2019
M. Darren SCHULLER	Administrateur	Assemblée générale du 12 février 2019	Assemblée Générale tenue en 2023 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé
M. Rémi SOULAGE	Censeur, Directeur Technique et Directeur d'établissement	Assemblée générale du 14 décembre 2016	Assemblée Générale tenue en 2020 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé

* L'Assemblée générale du 12 février 2019 a nommé Monsieur Darren Schuller en remplacement de Madame Anne Binder

Mandats et autres fonctions exercées par les mandataires sociaux et le censeur au cours de l'exercice clos le 31 août 2019 :

Nom et adresse des mandataires et du censeur	Autres mandats et fonctions en cours	
	Au sein du Groupe	Hors du Groupe
M. Gérard TREMBLAY	<ul style="list-style-type: none"> - SAS ROUGE – Président - Osmozis Iberia (Espagne) – Cogérant - Osmozis Italia (Italie) – Co-gérant - Osmozis Gmbh (Allemagne) – Cogérant - Osmozis B.V. (Hollande) – Cogérant - Logmis – Co-gérant* - Osmozis LTD. (Angleterre) – Co- gérant 	<ul style="list-style-type: none"> - SCI Blanc – Gérant - SCI Coquelicot – Gérant - SCI Coccinelle – Co-gérant
M. Yves BOULOT	<ul style="list-style-type: none"> - SAS FONDATYS 92 – Président - Osmozis Iberia (Espagne) – Cogérant - Osmozis Italia (Italie) – Co-gérant - Osmozis Gmbh (Allemagne) – Cogérant - Osmozis B.V. (Hollande) – Cogérant - Osmozis LTD. (Angleterre) – Cogérant 	<ul style="list-style-type: none"> - SCI Paudel – Gérant - SCI Yvisa69 – Gérant - SCI Coccinelle – Co-gérant
Mme Anne BINDER**		<ul style="list-style-type: none"> - Présidente de Fintouch Sud (2016) - Senior Advisor de la société TIKEHAU IM, société de gestion spécialiste du financement de la dette d'entreprises (depuis 2014) - Administrateur de la société LECTRA (depuis 2011) - Administrateur de la société OCEASOFT (depuis 2014) - Administrateur de la société AXCESS - Administrateur de l'association CNCIF (Conseils en Investissement Financier régulée par l'A.M.F. (depuis 2007) : - Membre du Conseil de Surveillance de l'AGENCE DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DE NÎMES (depuis 2015)
M. Darren SCHULLER		<ul style="list-style-type: none"> - Consultant / Président du cabinet SET CONCEPT
M. Rémi SOULAGE (censeur)		<ul style="list-style-type: none"> - SASU DOCTECHNIE - Président - SCI TAOUTAS – Gérant

* La société Logmis a été dissoute le 11 décembre 2018

** L'Assemblée générale du 12 février 2019 a nommé Monsieur Darren Schuller en remplacement de Madame Anne Binder

C) Opérations sur titres des dirigeants

Les opérations mentionnées à l'article L.621-18-2 du Code monétaire et financier réalisées au cours du dernier exercice sont les suivantes :

Rouge SAS, personne étroitement liée au Président directeur général				
Date	Nature de l'opération	Montant total	Nombre d'actions	Prix moyen pondéré
16/11/2018	Acquisition d'actions	28 140 €	6 000	4,69 €
17/01/2019	Acquisition d'actions	61 648,5 €	8 445	7,30 €
19/03/2019	Acquisition d'actions	91 718,4 €	9 554	9,60 €

Gérard Tremblay, Président directeur général				
Date	Nature de l'opération	Montant total	Nombre d'actions	Prix moyen pondéré
14/11/2018	Acquisition d'actions	26 299,8 €	4 614	5,70 €

D) Conventions entre un mandataire social ou un actionnaire disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10% et une société contrôlée au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce

« Néant ».

E) Tableau récapitulatif des délégations en matière d'augmentation de capital et de leur utilisation au cours de l'exercice

Les délégations et autorisations en matière d'augmentation de capital dont dispose le Conseil d'Administration au 31 août 2019 sont rappelées dans le tableau ci-dessous :

Nature de la délégation ou de l'autorisation	Date de l'Assemblée	Date d'expiration	Plafond	Utilisation au cours de l'exercice 2018-2019	Montant résiduel au 31/08/2019
Délégation en vue d'augmenter le capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes	12 février 2019	11 avril 2021	3 162 000 euros	Néant	3 162 000 euros
Délégation en vue d'émettre des actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières avec maintien du Droit Préférentiel de Souscription (DPS)	12 février 2019	11 avril 2021	Montant nominal maximum de l'augmentation de capital : 3 162 000 euros Montant nominal maximum des titres de créance : 10 000 000 euros	Néant	Montant nominal maximum de l'augmentation de capital : 3 162 000 euros Montant nominal maximum des titres de créance : 10 000 000 euros
Délégation en vue d'émettre des actions ordinaires et des valeurs mobilières avec suppression du DPS par offre au public	12 février 2019	11 avril 2021	Montant nominal maximum de l'augmentation de capital : 1 581 000 euros Montant nominal maximum des titres de créance : 5 000 000 euros (montants s'imputant sur le plafond placement privé)	Néant	Montant nominal maximum de l'augmentation de capital : 1 581 000 euros Montant nominal maximum des titres de créance : 5 000 000 euros (montants s'imputant sur le plafond placement privé)
Délégation en vue d'émettre des actions ordinaires et des valeurs mobilières avec suppression du DPS par placement privé	12 février 2019	11 avril 2021	Montant nominal maximum de l'augmentation de capital : 950 000 euros et limité à 20 % du capital par an Montant nominal maximum des titres de créance : 5 000 000 euros (montants s'imputant sur le plafond offre au public)	Néant	Montant nominal maximum de l'augmentation de capital : 950 000 euros et limité à 20 % du capital par an Montant nominal maximum des titres de créance : 5 000 000 euros (montants s'imputant sur le plafond offre au public)
Autorisation d'augmenter le montant des émissions	12 février 2019	-	Dans la limite du plafond de la délégation utilisée et de 15% du montant de l'émission initiale	Néant	Dans la limite du plafond de la délégation utilisée et de 15% du montant de l'émission initiale
Délégation en vue d'augmenter le	12 février 2019	11 avril 2021	20 000 euros	Néant	20 000 euros

capital avec suppression du droit préférentiel de souscription en faveur des adhérents d'un PEE					
Autorisation à donner au Conseil en vue d'octroyer des options de souscription et/ou d'achat d'actions aux membres du personnel salarié et/ou certains mandataires sociaux	14 décembre 2016	13 février 2020	3% du capital au jour de l'assemblée générale (1)	Néant	3% du capital au jour de l'assemblée générale (1)
Autorisation à donner au Conseil en vue d'attribuer gratuitement des actions aux membres du personnel salarié et/ou certains mandataires sociaux	14 décembre 2016	13 février 2020	5 % du capital au jour de l'assemblée générale (1)	Néant	5 % du capital au jour de l'assemblée générale (1)
Autorisation à donner au Conseil en vue d'attribuer des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise	12 février 2019	11 août 2020	5 % du capital au jour de l'assemblée générale	Attribution de 52 000 BSPCE représentant 2,43% du capital	2,57% du capital au jour de l'assemblée générale
Délégation en vue d'augmenter le capital au profit d'une catégorie de personnes répondant à des caractéristiques déterminées	12 février 2019	11 avril 2021	Montant nominal maximum de l'augmentation de capital : 1 581 000 euros Montant nominal maximum des titres de créance : 5 000 000 euros	Néant	Montant nominal maximum de l'augmentation de capital : 1 581 000 euros Montant nominal maximum des titres de créance : 5 000 000 euros

(1) Plafonds communs.

14) PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES

A. Risques liés à l'activité et au développement :

Le marché sur lequel OSMOZIS intervient peut connaître des évolutions technologiques et voir apparaître de nouveaux matériaux plus performants ou moins chers à l'avenir.

OSMOZIS intervient sur différents marchés se caractérisant par une concurrence active avec des acteurs de tailles diverses, constituée d'acteurs locaux ou nationaux. L'arrivée de nouveaux acteurs susceptibles de commercialiser des nouvelles offres pourrait également affecter la position concurrentielle du Groupe.

OSMOZIS n'est pas responsable de la qualité du débit entrant, le sous-dimensionnement des installations d'accès à internet peut ainsi conduire le Groupe à ne pas pouvoir proposer une qualité de service suffisante conduisant à une baisse de la demande utilisateurs, et à un impact sur le chiffre d'affaires, voire à des litiges avec les utilisateurs ou les clients professionnels.

Dans un contexte économique qui demeure incertain, OSMOZIS pourrait être confronté à une baisse de la demande clients utilisateurs finaux. En outre, l'environnement économique heurté, conjugué à l'essor de solutions alternatives (quand bien même celles-ci seraient moins performantes ou limitées) pourrait également ralentir la pénétration commerciale, ce qui impacterait négativement le chiffre d'affaires, la performance financière et la position concurrentielle du Groupe.

Comme toute entreprise intervenant dans le secteur du tourisme, l'activité d'OSMOZIS dépend de la fréquentation estivale des hébergements collectifs touristiques en France et en Europe.

Le Groupe estime donc ne pas être confronté à une situation de dépendance vis-à-vis d'un client et ce d'autant plus que les deux premiers clients du Groupe sont issus de contrats cadre avec de grands groupes d'hôtellerie de plein air ou de résidences de vacances pour lesquels le chiffre d'affaires comprend plusieurs dizaines de sites. Au-delà de ces principaux clients, la structure de la clientèle du Groupe est très diluée. Le Groupe estime par ailleurs le risque lié à

la solvabilité de ses clients comme faible

Le Groupe conçoit et fabrique en effet ses propres routeurs wifi. Fabriqués à partir de composants électroniques disponibles sur le marché, OSMOZIS n'est pas dépendant d'un élément particulier ou d'un fournisseur stratégique. Le Groupe achète les différents composants des bornes qu'il fabrique (antennes, carte mère, carte wifi, boîtiers,...) auprès de plusieurs fournisseurs en Israël, en Lettonie, aux Etats-Unis ainsi qu'à Taïwan. Ces éléments standards sur le marché ne constituent pas selon le Groupe un facteur de dépendance significatif.

La montée en puissance du réseau de ventes international dans la contribution des revenus du groupe pourrait s'avérer plus longue que prévue et requérir des efforts commerciaux supplémentaires, ce qui pourrait avoir un impact significatif sur les activités, les résultats, la situation financière et les perspectives d'OSMOZIS.

B. Risques liés à la production et la qualité des produits

Dans le cas de pannes doubles (c'est-à-dire deux pannes indépendantes sur le même réseau), une intervention devient urgente afin de maintenir la qualité de service pour les vacanciers. De ce point de vue, même si le risque n'est pas inexistant, OSMOZIS n'estime pas ainsi être exposé à un risque majeur pouvant avoir un impact défavorable significatif sur les résultats, la réputation, l'activité, la situation financière et les perspectives du Groupe.

C. Risques liés à l'évolution de la société :

L'incapacité de la Société à attirer et à retenir les collaborateurs clés pourrait remettre en cause ses objectifs et avoir un impact négatif sur son activité, ses résultats, son développement et ses perspectives. Pour information, la Société n'a pas souscrit d'assurance dite « homme clé ».

Si à l'avenir OSMOZIS n'était pas capable de se structurer afin de faire face à la croissance attendue de son activité tant du point de vue humain que matériel, son développement, ses résultats, sa situation financière et ses perspectives pourraient en être affectés.

OSMOZIS pourrait faire l'objet d'attaques ciblées de ses réseaux informatiques. Un nombre croissant de sociétés ont en effet récemment fait l'objet d'intrusions ou de tentatives d'intrusion de leurs systèmes de sécurité informatique. Les techniques mises en œuvre pour pirater, interrompre, dégrader la qualité ou saboter les systèmes informatiques sont en constante évolution, et il est souvent impossible de les identifier avant le lancement d'une attaque.

Les bénéfices attendus des acquisitions futures ou réalisées pourraient ne pas se concrétiser dans les délais et aux niveaux attendus et affecter la situation financière, les résultats d'OSMOZIS et ses perspectives.

D. Risques juridiques et assurances :

La croissance future d'OSMOZIS dépend notamment de sa capacité à obtenir, à conserver et à protéger ses brevets ainsi que de sa capacité à conserver en interne son savoir-faire en termes d'innovation, d'ingénierie et de conception de ses équipements.

OSMOZIS ne peut pas garantir que ses technologies, qui sont étroitement liées à son savoir-faire et ses secrets commerciaux, sont adéquatement protégées contre les concurrents et ne pourront être usurpées, ou contournées, par ces derniers.

Concernant les salariés d'OSMOZIS impliqués dans la recherche et le développement, OSMOZIS s'assure de façon contractuelle que les résultats obtenus dans le cadre de l'exécution de leur travail lui reviennent. Toutefois, il ne peut être exclu qu'OSMOZIS fasse l'objet d'action en revendication de titularité ou en demande de paiement de rémunération supplémentaire au sens de la réglementation applicable.

E. Respect des lois relatives à l'activité de diffusion du wifi

Les activités d'OSMOZIS en tant qu'opérateur wifi sont et seront soumises aux lois et réglementations internationales, régionales, locales en vigueur, notamment en termes de puissances d'émissions, de conservation des données techniques de connexion et de respect des libertés individuelles des utilisateurs. OSMOZIS pourrait être confronté à

l'apparition ou la modification de lois ou règlements de plus en plus contraignants entraînant des difficultés d'exploitation ou des coûts supplémentaires.

F. PRESENTATION DES RESOLUTIONS PROPOSEES A L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 27 FEVRIER 2020 :

1. Approbation des comptes sociaux et consolidés de l'exercice clos le 31 août 2019 - Approbation des dépenses et charges non déductibles fiscalement (première et deuxième résolutions)

Nous vous demandons de bien vouloir approuver les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 août 2019, se soldant par un bénéfice de 24 528 euros ainsi que les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 août 2019 tels qu'ils ont été présentés, se soldant par un bénéfice (part du groupe) de 264 956 euros.

Nous vous demanderons d'approuver le montant global des dépenses et charges visées au 4 de l'article 39 du Code Général des Impôts, soit la somme de 0 euros et l'impôt correspondant, soit 0 euros

2. Affectation du résultat de l'exercice (troisième résolution)

L'affectation du résultat de notre société que nous vous proposons est conforme à la loi et à nos statuts.

Nous vous proposons d'affecter l'intégralité du bénéfice de l'exercice clos le 31 août 2019, soit 24 528 euros, au compte Report à nouveau, portant ce dernier d'un montant débiteur de 2 227 412 euros à un montant débiteur de 2 202 883 euros.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, nous vous signalons qu'il n'est intervenu aucune distribution de dividende ni revenu au titre des trois derniers exercices.

3. Approbation des conventions réglementées (quatrième résolution)

Nous vous demandons de bien vouloir prendre acte de l'absence de convention nouvelle de la nature de celles visées aux articles L. 225-38 du Code de commerce.

4. Mandats d'administrateurs et de censeur (cinquième à septième résolutions)

Nous vous rappelons que les mandats de membres du conseil d'administration de Messieurs Gérard TREMBLAY et Yves BOULOT, et de censeur de Monsieur Rémi SOULAGE, arrivent à échéance à l'issue de la prochaine Assemblée Générale.

Nous vous proposons de bien vouloir :

- renouveler les mandats d'administrateur de Messieurs Gérard TREMBLAY et Yves BOULOT pour une durée de 4 années, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée tenue dans l'année 2024 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé ;
- renouveler, en application des dispositions de l'article 14 des statuts, le mandat de censeur de Monsieur Rémi SOULAGE pour une durée de 4 années, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée tenue dans l'année 2024 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

Expertise, expérience, compétence

Les informations concernant l'expertise et l'expérience des candidats seront détaillées dans la brochure de convocation.

5. Proposition de renouveler l'autorisation concernant la mise en œuvre du programme de rachat d'actions (*huitième résolution*) et concernant la réduction de capital par annulation d'actions auto-détenues (*neuvième résolution*)

Nous vous proposons, aux termes de la huitième résolution, de conférer au Conseil d'Administration, pour une période de dix-huit mois, les pouvoirs nécessaires pour procéder à l'achat, en une ou plusieurs fois aux époques qu'il déterminera, d'actions de la société dans la limite de 10% du nombre d'actions composant le capital social, le cas échéant ajusté afin de tenir compte des éventuelles opérations d'augmentation ou de réduction de capital pouvant intervenir pendant la durée du programme.

Cette autorisation mettrait fin à l'autorisation donnée au Conseil d'Administration par l'Assemblée Générale du 12 février 2019 dans sa sixième résolution à caractère ordinaire.

Les acquisitions pourraient être effectuées en vue :

- d'assurer l'animation du marché secondaire ou la liquidité de l'action OSMOZIS par l'intermédiaire d'un prestataire de service d'investissement au travers d'un contrat de liquidité conforme à la pratique admise par la réglementation, étant précisé que dans ce cadre, le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de la limite susvisée correspond au nombre d'actions achetées, déduction faite du nombre d'actions revendues,
- de conserver les actions achetées et les remettre ultérieurement à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe,
- d'assurer la couverture de plans d'options d'achat d'actions et/ou de plans d'actions attribuées gratuitement (ou plans assimilés) au bénéfice des salariés et/ou des mandataires sociaux du groupe ainsi que toutes allocations d'actions au titre d'un plan d'épargne d'entreprise ou de groupe (ou plan assimilé), au titre de la participation aux résultats de l'entreprise et/ou toutes autres formes d'allocation d'actions à des salariés et/ou des mandataires sociaux du groupe,
- d'assurer la couverture de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions de la société dans le cadre de la réglementation en vigueur,
- de procéder à l'annulation éventuelle des actions acquises, sous réserve de l'autorisation à conférer par la présente Assemblée Générale des actionnaires dans sa neuvième résolution à caractère extraordinaire.

Ces achats d'actions pourraient être opérés par tous moyens, y compris par voie d'acquisition de blocs de titres, et aux époques que le Conseil d'Administration apprécierait.

La société se réserverait le droit d'utiliser des mécanismes optionnels ou instruments dérivés dans le cadre de la réglementation applicable.

Nous vous proposons de fixer le prix maximum d'achat à 18 euros par action et en conséquence le montant maximal de l'opération à 3 846 600 euros.

En conséquence de l'objectif d'annulation, nous vous demandons de bien vouloir autoriser le conseil d'administration, pour une durée de 24 mois, à annuler, sur ses seules décisions, en une ou plusieurs fois, dans la limite de 10 % du capital, calculé au jour de la décision d'annulation, déduction faite des éventuelles actions annulées au cours des 24 derniers mois précédant, les actions que la société détient ou pourra détenir par suite des rachats réalisés dans le cadre de son programme de rachat et à réduire le capital social à due concurrence conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Le conseil d'administration disposerait donc des pouvoirs nécessaires pour faire le nécessaire en pareille matière.

6. Délégations financières et actionnariat salarié

Le Conseil d'administration souhaite pouvoir disposer des délégations nécessaires pour procéder, s'il le juge utile, à toutes émissions qui pourraient s'avérer nécessaires dans le cadre du développement des activités

de la société, ainsi que toutes les autorisations nécessaires pour disposer des outils permettant d'avoir une politique d'actionnariat salarié incitative et de nature à conforter le développement de l'entreprise.

C'est la raison pour laquelle il vous est demandé de renouveler par anticipation la délégation au profit d'une catégorie de personnes, afin de disposer de la souplesse nécessaire pour saisir toute opportunité de financement. Sur l'état des délégations en cours, vous trouverez le tableau des délégations et autorisations consenties par l'Assemblée Générale au Conseil d'administration dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise ci-avant.

Par ailleurs, compte tenu des délégations susceptibles de générer à terme une augmentation de capital en numéraire, il vous est demandé de statuer sur une délégation de compétence à l'effet d'augmenter le capital au profit des adhérents à un plan d'épargne entreprise, conformément à la réglementation en vigueur.

6.1 Délégation de compétence en vue d'émettre des actions ordinaires donnant, le cas échéant, accès à des actions ordinaires ou à l'attribution de titres de créance, et/ou des valeurs mobilières donnant accès à actions ordinaires, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de catégories de personnes répondant à des caractéristiques déterminées (dixième résolution)

La délégation de compétence de cette nature arrive à échéance cette année et n'a pas été utilisée.

Au titre de cette délégation, les émissions seraient réalisées au profit d'une catégorie de personnes, conformément notamment aux dispositions des articles L. 225-129-2, L. 225-138 et L. 228-92 du Code de commerce.

Cette délégation a pour objet de conférer au conseil d'administration toute latitude pour procéder aux époques de son choix, pendant une période de 26 mois, à l'émission :

- d'actions ordinaires,
- et/ou d'actions ordinaires donnant droit à l'attribution d'autres actions ordinaires ou de titres de créance,
- et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires à émettre.

Conformément à l'article L. 228-93 du Code de commerce, les valeurs mobilières à émettre pourraient donner accès à des actions ordinaires à émettre par toute société qui possède directement ou indirectement plus de la moitié de son capital ou dont elle possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital.

La durée de validité de cette délégation serait fixée à 18 mois, décomptés à compter du jour de la présente assemblée.

Le montant nominal global maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation ne pourra être supérieur à 2 000 000 euros du capital social existant au jour de la présente Assemblée.

A ce plafond s'ajouterait, le cas échéant, le montant nominal de l'augmentation de capital nécessaire pour préserver, conformément à la loi et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres modalités de préservation, les droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société.

Le montant nominal des titres de créances sur la société pouvant être ainsi émis ne pourrait être supérieur à 8 000 000 euros.

Le montant des émissions réalisées sur le fondement de la présente résolution serait indépendant de l'ensemble des plafonds prévus par la présente assemblée.

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-138 du Code de commerce, le prix d'émission des titres de capital assimilables à émettre de manière immédiate ou différée dans le cadre de la présente délégation de compétence serait fixé par le conseil d'administration, et serait au moins égal à la moyenne pondérée des trois dernières séances avec une décote maximale de 25%, après prise en compte, en cas d'émission de bons autonomes de souscriptions d'actions, du prix d'émission desdits bons.

Le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions ordinaires et autres valeurs mobilières

donnant accès au capital à émettre en vertu de l'article L. 228-91 du Code de commerce serait supprimé, au profit des catégories de personnes suivante :

- les personnes physiques ou morales (en ce compris des sociétés), sociétés d'investissement, trusts, fonds d'investissement ou autres véhicules de placement quelle que soit leur forme, de droit français ou étranger, investissant à titre habituel dans le secteur des outils de communication, du tourisme et/ou du loisir ; et/ou
- les sociétés, institutions ou entités quelle que soit leur forme, françaises ou étrangères, exerçant une part significative de leur activité dans ces domaines.

Si les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité de l'émission, le Conseil d'Administration pourrait utiliser les facultés suivantes :

- limiter le montant de l'émission au montant des souscriptions, le cas échéant dans les limites prévues par la réglementation,
- répartir librement tout ou partie des titres non souscrits parmi la catégorie de personnes retenue.

Le Conseil d'administration aurait ainsi toute compétence pour mettre en œuvre la présente délégation et rendrait compte à la plus prochaine Assemblée Générale Ordinaire, conformément à la loi et à la réglementation, de l'utilisation de la présente délégation accordée au titre de la présente résolution.

6.2 Autorisations et délégations en matière d'actionnariat salarié

Pour permettre de poursuivre une politique d'actionnariat salarié incitative et de nature à conforter le développement de l'entreprise, nous vous proposons de renouveler les autorisations et délégations en la matière.

6.2.1 Autorisation en vue d'octroyer des options de souscription et/ou d'achat d'actions aux membres du personnel salarié (et/ou certains mandataires sociaux) (onzième résolution)

Nous vous proposons d'autoriser le conseil d'administration pour une durée de 38 mois, à consentir des options de souscription et/ou d'achat d'actions au profit des salariés, de certains d'entre eux, ou de certaines catégories du personnel, et/ ou des mandataires sociaux définis par la loi, tant de la société que des sociétés ou groupements d'intérêt économique qui lui sont liés dans les conditions de l'article L. 225-180 du Code de Commerce ;

Le nombre total des options pouvant être octroyées par le Conseil d'Administration au titre de la présente autorisation ne pourrait donner droit à souscrire ou à acheter un nombre d'actions supérieur à 3 % du capital social existant au jour de la présente Assemblée, A ce plafond s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal de l'augmentation de capital nécessaire pour préserver les droits des bénéficiaires d'options en cas d'opérations sur le capital de la Société.

Le prix de souscription et/ou d'achat des actions par les bénéficiaires serait fixé le jour où les options seront consenties par le conseil d'administration conformément aux dispositions de l'article L. 225-177 alinéa 4 du Code de commerce.

La durée des options fixée par le conseil ne pourrait excéder une période de 4 ans, à compter de leur date d'attribution.

Ainsi, le conseil disposerait, dans les limites fixées ci-dessus, de tous pouvoirs pour fixer les autres conditions et modalités de l'attribution des options et de leur levée et notamment pour fixer les conditions dans lesquelles seront consenties les options et arrêter la liste ou les catégories de bénéficiaires tels que prévus ci-dessus, fixer la ou les périodes d'exercice des options ainsi consenties, accomplir ou faire accomplir tous actes et formalités à l'effet de rendre définitive la ou les augmentations de capital qui pourront, le cas échéant, être réalisées, modifier les statuts en conséquence et généralement faire tout ce qui sera nécessaire.

6.2.2 Autorisation à donner au Conseil d'administration en vue d'attribuer des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (douzième résolution)

Nous vous proposons d'autoriser le Conseil d'administration à procéder à l'émission, en une ou plusieurs fois, de bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (les « BSPCE »), donnant droit à la souscription d'actions ordinaires nouvelles de la Société à émettre à titre d'augmentation de capital, au profit des membres du personnel salarié et/ou des mandataires sociaux soumis au régime fiscal des salariés de la Société et des sociétés dont elle détient au moins 75 % du capital ou des droits de vote, conformément à l'article 163 bis G du Code des impôts dans le respect des conditions qui y sont prévues.

Le nombre total maximum d'actions pouvant être souscrites sur exercice des BSPCE consentis en vertu de la présente autorisation serait fixé à 5% du capital au jour de l'Assemblée. A ce plafond s'ajouterait, le cas échéant, le montant nominal de l'augmentation de capital nécessaire pour préserver, conformément à la loi et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres modalités de préservation, les droits des titulaires de droits ou valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société.

Le droit préférentiel de souscription des actionnaires à la souscription des bons serait supprimé au profit de la catégorie suivante : membres du personnel salarié et/ou des mandataires sociaux soumis au régime fiscal des salariés de la Société et, sous réserve que la législation l'autorise, des sociétés dans lesquelles la Société détient la quotité de capital ou de droit de vote requise par l'article 163 bis G du Code des impôts dans le respect des conditions qui y sont prévues, à la date de l'attribution.

Les BSPCE seraient attribués gratuitement aux bénéficiaires désignés par le Conseil au sein de la catégorie et seraient incessibles.

Le prix à payer lors de l'exercice des BSPCE serait fixé par le Conseil d'administration le jour où ces BSPCE seraient attribués, étant précisé que ce prix devrait être au moins égal au plus élevé des montants suivants :

- soit le prix d'émission des titres lors de toute augmentation de capital réalisée par la Société dans les six mois précédant l'attribution des BSPCE ;
- soit la moyenne des cours de clôture des vingt dernières séances de bourse précédant la date d'attribution des BSPCE ;

La présente autorisation emporterait, au profit des bénéficiaires des BSPCE, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions qui seraient émises au fur et à mesure de l'exercice desdits BSPCE.

La présente autorisation serait donnée pour une durée de dix-huit mois à compter de l'Assemblée, les actions ordinaires auxquelles donneraient droit les BSPCE devant être émises dans un délai de quatre ans à compter de l'émission desdits BSPCE. Elles perdraient toute validité après cette date.

Le Conseil d'administration aurait tous pouvoirs pour mettre en œuvre la présente autorisation dans les conditions et limites fixées ci-dessus.

6.2.3 Délégation de compétence à l'effet d'augmenter le capital au profit des adhérents d'un PEE (treizième résolution)

Nous soumettons à votre vote la présente résolution, afin d'être en conformité avec les dispositions de l'article L. 225-129-6 du Code de commerce, aux termes duquel l'Assemblée Générale Extraordinaire doit également statuer sur une résolution tendant à la réalisation d'une augmentation de capital dans les conditions prévues par les articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail, lorsqu'elle délègue sa compétence pour réaliser une augmentation de capital en numéraire. L'Assemblée étant appelée sur des délégations susceptibles de générer des augmentations de capital en numéraire, elle doit donc également statuer sur une délégation au profit des adhérents d'un plan d'épargne entreprise.

Dans le cadre de cette délégation, il vous est proposé d'autoriser le Conseil d'Administration à augmenter le capital social en une ou plusieurs fois par l'émission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société au profit des adhérents à un ou plusieurs plans d'épargne entreprise ou de groupe établis par la Société et/ou les entreprises françaises ou étrangères qui lui sont liées dans les conditions de l'article L.225-180 du Code de commerce et de l'article L.3344-1 du Code du travail.

En application des dispositions de l'article L.3332-21 du Code du travail, le Conseil d'Administration pourrait prévoir l'attribution aux bénéficiaires, à titre gratuit, d'actions à émettre ou déjà émises ou d'autres titres donnant accès au capital de la Société à émettre ou déjà émis, au titre (i) de l'abondement qui pourrait être versé en application des règlements de plans d'épargne d'entreprise ou de groupe, et/ou (ii), le cas échéant, de la décote.

Conformément à la loi, l'Assemblée Générale supprimerait le droit préférentiel de souscription des actionnaires.

Le montant nominal maximum des augmentations de capital qui pourraient être réalisées par utilisation de la délégation serait de 40 000 euros, ce montant étant indépendant de tout autre plafond prévu en matière de délégation d'augmentation de capital. A ce montant s'ajouterait, le cas échéant, le montant nominal de l'augmentation de capital nécessaire pour préserver, conformément à la loi et aux éventuelles stipulations contractuelles applicables prévoyant d'autres modalités de préservation, les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant droit à des titres de capital de la Société.

Cette délégation aurait une durée de 26 mois.

Il est précisé que le prix des actions à souscrire serait déterminé conformément aux méthodes indiquées à l'article L. 3332-20 du Code du travail. Le Conseil aurait tous pouvoirs pour procéder aux évaluations à faire afin d'arrêter, à chaque exercice sous le contrôle des commissaires aux comptes, le prix de souscription. Il aurait également tous pouvoirs pour, dans la limite de l'avantage fixé par la loi, attribuer gratuitement des actions de la société ou d'autres titres donnant accès au capital et déterminer le nombre et la valeur des titres qui seraient ainsi attribués.

Le conseil d'administration disposerait, dans les limites fixées ci-dessus, des pouvoirs nécessaires notamment pour fixer les conditions de la ou des émissions, constater la réalisation des augmentations de capital qui en résultent, procéder à la modification corrélative des statuts, imputer, à sa seule initiative, les frais des augmentations de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation, et plus généralement faire le nécessaire en pareille matière.

Cette délégation priverait d'effet, à hauteur, le cas échéant, de la partie non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet.

7. Modifications de l'article 13-3 des statuts en vue de prévoir la consultation écrite des administrateurs (quatorzième résolution)

Nous vous proposons de modifier l'article 13-3 des statuts, conformément à l'article L. 225-37 du Code de commerce tel que modifié par la loi n°2019-744 du 19 juillet 2019 afin de prévoir la possibilité pour les membres du conseil d'administration de prendre les décisions relevant de ses attributions propres limitativement énumérées par la réglementation par voie de consultation écrite.

Cette faculté pourrait être mise en œuvre pour les décisions suivantes :

- Cooptation de membres ;
- Autorisations des cautions, avals et garanties;
- Sur délégation de l'AGE, mise en conformité des statuts avec les dispositions législatives et réglementaires;
- Convocation de l'assemblée générale des actionnaires ;
- Transfert du siège social dans le même département.

Ainsi, l'article 13-3 des statuts serait modifié comme suit :

Il serait inséré après l'alinéa 3 le paragraphe suivant, le reste de l'article demeurant inchangé :

« Par exception, les décisions relevant des attributions propres du Conseil d'Administration limitativement énumérées par la réglementation peuvent être prises par consultation écrite des administrateurs ».

8. Mise en harmonie de l'article 9-2 des statuts concernant l'identification des détenteurs de titres (quinzième résolution)

Nous vous proposons de mettre en harmonie l'article 9-2 des statuts avec les dispositions de l'article L. 228-2 du Code de commerce telles que modifiées par la loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 ayant amendé la procédure d'identification des actionnaires au porteur. En conséquence, il vous est demandé de bien vouloir modifier comme suit le premier alinéa de l'article 9-2 des statuts, le reste de l'article demeurant inchangé :

« 9-2 La société est autorisée à demander à tout moment, **soit** au dépositaire central d'instruments financiers, **soit directement à un ou plusieurs intermédiaires mentionnés à l'article L. 211-3 du code monétaire et financier** les renseignements prévus par la **règlementation** relatifs à l'identification des détenteurs de titres au porteur conférant immédiatement ou à terme le droit de vote aux assemblées d'actionnaires. La société est en outre en droit de demander dans les conditions fixées par la loi l'identité des propriétaires de titres lorsqu'elle estime que certains détenteurs dont l'identité lui a été révélée sont propriétaires de titres pour le compte de tiers. »

Le Conseil d'administration vous invite à approuver par votre vote le texte des résolutions qu'il vous propose.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

-

ANNEXE

RESULTATS DES 5 DERNIERS EXERCICES

Nature des Indications / Périodes	31/08/2019	31/08/2018	31/08/2017	31/08/2016	31/08/2015
Durée de l'exercice	12 mois	12 mois	12 mois	12 mois	8 mois
I – Situation financière en fin d'exercice					
a) Capital social	3 163	3 163	3 163	2 005	511
b) Nombre d'actions émises	2 137 000	2 137 000	2 137 000	1 355	1 355
c) Nombre d'obligations convertibles en actions	-	-	231 000	231 000	231 000
II – Résultat global des opérations effectives					
a) Chiffre d'affaires hors taxes	7 446	7 979	7 649	8 138	4 102
b) Bénéfice avant impôt, amortissements & provisions	1 458	1 678	1 399	2 019	1 900
c) Impôt sur les bénéfices	- 478	372	- 69	279	53
d) Bénéfice après impôt, mais avant amortissements & provisions	1 937	2 050	1 330	2 298	1 953
e) Bénéfice après impôt, amortissements & provisions	24	- 334	- 837	204	591
f) Montants des bénéfices distribués	-	-	-	-	80
g) Participation des salariés	-	-	-	-	-
III – Résultat des opérations réduit à une seule action					
a) Bénéfice après impôt, mais avant amortissements	0,00	0,00	0,00	1,70	1,44
b) Bénéfice après impôt, amortissements provisions	0,00	- 0,00	- 0,00	0,15	0,44
c) Dividende versé à chaque action	-	-	-	-	0,08
IV – Personnel :					
a) Nombre de salariés	60	61	61	51	51
b) Montant de la masse salariale	3 223,00	3 267,00	3 293,00	2 901,00	1 614,00
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux	-	-	-	-	-



**GROUPE
OSMOZIS SA**

COMPTES CONSOLIDES AU 31 AOUT 2019

Référentiel CRC 99-02

SOMMAIRE DES COMPTES CONSOLIDES

1. ETATS FINANCIERS AU 31 AOUT 2019	36
Bilans Consolides.....	36
Comptes de résultats Consolidés.....	37
Tableau de flux de trésorerie consolidé	38
Tableau de variation des capitaux propres	39
2. NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS	40
Note 1 - Présentation du Groupe et faits marquants	40
1-1 Base d'établissement des comptes	40
1-2 Faits marquants.....	41
Note 2 - Principe comptables et règles de consolidation	42
2.1 Base d'établissement des comptes	42
2.2 Référentiel comptable.....	42
2.3 Date de clôture.....	42
2.4 Méthodes de consolidation.....	43
2.5 Règles et méthodes comptables	43
Les conséquences de la révision du plan d'amortissement.....	44
Methodologie – Révision prospective.....	44
Les conséquences sur les comptes semestriels au 28/02/2019 publiés.....	45
2.6 Retraitements de consolidation	51
Note 3 - Périmètre de consolidation	53
3.1 Organigramme	53
Notes annexes aux postes de l'Actif.....	54
Note 4 - Immobilisations incorporelles	54
4.1 Ecart d'acquisition	54
4.2 Immobilisations incorporelles	54
Note 5 - Immobilisations corporelles.....	57
Note 6 – Immobilisations financières.....	60
Note 7 – Créances	62
Note 8 – Disponibilités	64
Notes annexes aux postes de Passif	66
Note 9 – Capitaux propres	66
Note 10 – Provisions	67
Note 11 – Emprunts et dettes financières.....	69

Note 12 – Dettes d’exploitation et comptes de régularisation	72
Notes annexes aux postes du Compte de Résultat	74
Note 13 – Chiffre d’affaires et information sectorielle	74
Note 14 – Subventions	74
Note 15 – Autres produits d’exploitation.....	75
Note 16 – Autres provisions et charges d’exploitation	75
Note 17 – Autres Achats et Charges Externes	76
Note 18 – Dépenses de Personnel.....	76
Note 19 – Amortissements, provisions et transferts de charges	77
Note 20 – Résultat financier.....	77
Note 21 – Résultat exceptionnel.....	78
Note 22 – Impôts	78
Note 23 – Résultat par action	80
Note 24 – Parties liées	80
Note 25 – Rémunération des dirigeants.....	81
Note 26 – Engagements hors bilan	82
Note 27 – Honoraires des commissaires aux comptes	83
Note 28 – Evènements postérieurs à la clôture.....	83

1. ETATS FINANCIERS AU 31 AOUT 2019

Osmozis S.A a été admis le 8 Février 2017 sur le Marché non-règlementé Euronext Growth. Compte tenu des règles applicables à Euronext Growth, Osmozis S.A doit publier un rapport annuel arrêté au 31 Août 2019 couvrant la période du 1 Septembre 2018 au 31 Août 2019.

Bilans Consolides

Actif en EUR	Notes	31/08/2019	31/08/2018
Ecart d'acquisition	note 4	2 405 214	659 823
Capital souscrit non appelé			
Immobilisations incorporelles	note 4	2 748 987	1 843 924
Immobilisations corporelles	note 5	6 160 653	5 420 593
Immobilisations financières	note 6	1 820 144	1 043 553
Participations par mise en équivalence			
Actif immobilisé		10 729 784	8 308 070
Stocks et en-cours		83 655	
Créances clients et comptes rattachés	note 7	3 076 574	2 819 748
Actifs d'impôts différés	note 7	1 209 818	1 150 625
Autres créances	note 7	1 953 337	1 498 517
Valeurs mobilières de placement	note 8	230 523	503 005
Disponibilités	note 8	2 592 482	4 321 770
Actif circulant		9 146 389	10 293 665
Comptes de regularisation	note 12	115 194	76 194
Total Actif		22 396 581	19 337 752

Passif	Notes	31/08/2019	31/08/2018
Capital social ou individuel		3 162 760	3 162 760
Primes d'émission, de fusion, d'apport		6 250 588	6 250 588
Ecart de réévaluation			
Réserves		-1 661 806	-974 740
Résultat Groupe		264 956	-687 066
Provisions réglementées			
Titres en auto-contrôle			
Capitaux propres - Part du groupe	note 9	8 016 498	7 751 542
Intérêts minoritaires			
Autres fonds propres			
Provisions pour risques et charges	note 10	319 097	115 000
Emprunts et dettes financières	note 11	9 780 608	9 097 638
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	note 12	288 564	166 042
Dettes fiscales et sociales	note 12	1 676 871	1 424 375
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	note 12	910 383	10 379
Autres dettes	note 12	457 507	149 379
Dettes		13 113 933	10 847 813
Comptes de régularisation	note 12	947 053	623 397
Total Passif		22 396 581	19 337 752

Comptes de résultats Consolidés

En EUR	Notes	31/08/2019	31/08/2018
Chiffre d'affaires	note 13	8 466 858	8 419 109
Production stockée	note 13	1 211 068	1 360 901
Subventions d'exploitation	note 14	197 598	193 865
Reprises sur provisions et transferts de charges		33 858	104 509
Autres produits	note 15	8 055	8 435
Autres Produits d'exploitation		1 450 579	1 667 710
Achats et variations de stocks		127 491	31 386
Autres achats et charges externes	note 17	4 101 233	4 327 662
Impôts et taxes		76 676	143 449
Charges de personnel	note 18	3 802 293	3 818 057
Dotations aux amortissements des immobilisations	note 19	1 350 281	2 254 529
Dotations aux provisions pour risques et charges		15 000	
Autres provisions et charges d'exploitation	note 16	19 855	57 586
Charges d'exploitation		9 492 829	10 632 669
Résultat d'exploitation		424 608	-545 850
Bénéfice attribué ou perte transférée			
Perte supportée ou bénéfice transféré			
Produits financiers		230 827	103 758
Charges financières		247 966	438 732
Résultat financier	note 20	-17 139	-334 974
Résultat courant avant impôt		407 469	-880 824
Produits exceptionnels		13 682	55 169
Charges exceptionnelles		11 291	1 508
Résultat exceptionnel	note 21	2 391	53 661
Impôt sur le résultat	note 22	144 904	-140 097
Résultat des sociétés intégrées		264 956	-687 066
Résultat des sociétés mises en équivalence			
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisitions			
Résultat d'ensemble consolidé		264 956	-687 066
Résultat groupe		264 956	-687 066
Résultat hors-groupe			
Résultat par action	note 23	0,12	-0,32
Résultat dilué par action	note 23	0,12	-0,31

Tableau de flux de trésorerie consolidé

En EUR	Notes	31/08/2019	31/08/2018
Résultat net consolidé		264 956	-687 066
Résultat des sociétés mise en équivalence			
Amortissements et provisions		1 365 282	2 271 988
Variation des impôts différés		144 904	-140 097
Plus-values de cession, nettes d'impôt			-42
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées		1 775 142	1 444 783
Variation de stock		67 388	
Variation des créances clients et autres créances		164 270	238 178
Variations des dettes fournisseurs et autres dettes		310 681	-30 537
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		-79 023	268 715
Flux net de trésorerie généré par l'activité		1 854 165	1 176 068
Acquisition d'immobilisations		-2 392 860	-3 533 457
Cession d'immobilisations, nettes d'impôt		237 037	16 442
Incidence des variations de périmètres*		-1 849 994	-602 230
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		-4 005 817	-4 119 245
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère			
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées			
Dividendes en intragroupe			
Augmentations ou diminutions de capital en numéraire			
Emissions d'emprunts		3 011 895	3 845 843
Remboursements d'emprunts		-2 857 540	-4 194 587
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		154 355	-348 744
Incidence des variations de cours des devises			
Variations de trésorerie		-1 997 297	-3 291 921
Trésorerie d'ouverture		4 820 304	8 112 225
Trésorerie de clôture		2 823 005	4 820 304
Incidence des variations de périmètres	31/08/2019		
Trésorerie acquise	22 173		
Prix acquisition des Titres	1 827 821		
TOTAL	1 849 994		

Tableau de variation des capitaux propres

En EUR	Capital	Réserves	Résultats	Autres	Total part groupe	Intérêts minoritaires
Capitaux propres N-2	3 162 760	6 461 918	-1 190 925		8 433 752	
Correction des A nouveaux						
Affectation en réserves		-1 190 925	1 190 925			
Distributions de dividendes						
Variation de capital						
Résultat N-1			-687 066		-687 066	
Variations des écarts de conversion						
Incidence des réévaluations						
Entrée de périmètre						
Sortie de périmètre						
Changement de méthode						
Restructuration fusion						
Changement d'intérêts						
Variation de périmètre						
Autres variations		4 857			4 857	
Capitaux propres N-1	3 162 760	5 275 850	-687 066		7 751 543	
Correction des A nouveaux						
Affectation en réserves		-687 066	687 066			
Distributions de dividendes						
Variation de capital						
Résultat N			264 956		264 956	
Variations des écarts de conversion						
Incidence des réévaluations						
Entrée de périmètre						
Sortie de périmètre						
Changement de méthode						
Restructuration fusion						
Changement d'intérêts						
Variation de périmètre						
Autres variations						
Capitaux propres N	3 162 760	4 588 782	264 956		8 016 498	

2. NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Les comptes consolidés du groupe OSMOZIS correspondent à un jeu de comptes consolidés couvrant deux exercices, les exercices clos au 31 août 2019 et au 31 août 2018.

Tous les montants sont exprimés en euros, sauf mention contraire.

Note 1 - Présentation du Groupe et faits marquants

1-1 Base d'établissement des comptes

Les présents états financiers consolidés comprennent Osmozis et ses filiales Osmozis Iberia, Osmozis Italia, Osmozis gmbh, Osmozis B.V, Logmis SARL (jusqu'au 11 décembre 2018) et EWI-TELECOM (l'ensemble constituant le « Groupe »).

Osmozis est une société par actions à Conseil d'Administration, de droit français, mère du groupe. Elle est enregistrée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Montpellier sous le numéro 485 156 418. Le siège social de la société est situé à l'adresse suivante :

7, avenue de l'Europe — 34 830 Clapiers.

OSMOZIS a été introduit en Bourse sur le marché Euronext Growth à Paris en février 2017 (ISIN : FR0013231180 - Mnémon : ALOSM).

Osmozis Iberia est une société de droit Espagnol, créée le 9 octobre 2014, au capital social de 10 000€, dont le siège social est basé à Barcelone.

Osmozis Italia est une société de droit Italien, créée le 7 Août 2015, au capital social de 10 000 €, dont le siège social est basé à Milan.

Osmozis Gmbh est une société de droit Allemand, créée le 7 Mars 2016, au capital de 25 000 €, dont le siège social est basé à Sarrbrücken.

Osmozis B.V est une société de droit Néerlandais, créée le 31 Mai 2016, au capital de 10 000 €, dont le siège social est basé à Amsterdam.

Logmis est une société de droit Français, acquise le 1er décembre 2017, au capital de 47 622.45 €, dont le siège social est basé dans la commune de Le Boulou dans les Pyrénées Orientales. Le 11 décembre 2018, Osmozis a réalisé une Transmission Universelle de Patrimoine avec la société LOGMIS.

Ewi Telecom est une société de droit Français, acquise le 24 mai 2019, au capital de 21 406 € dont le siège social est basé dans la commune de SAINT JEAN D ANGELY.

Osmozis a pour activité « la conception, la réalisation et la commercialisation de tous biens et services dans le domaine des télécommunications systèmes et services d'accès haut débit ».

1-2 Faits marquants

1.2.1 Evènements marquants de l'exercice clos le 31 août 2019

H) Acquisition D'EWI-MEDIAWIFI

OSMOZIS a acquis le 24 mai 2019, 100% des titres de la société E-WI TELECOM détenant elle-même 100% des titres de la société MEDIAWIFI, fournisseur français d'infrastructures WiFi destinées à la mise en place de services d'accès Internet Haut Débit, de télévision mobile et de vidéosurveillance.

L'acquisition de l'intégralité du capital d'EWI-Médiawifi a été conclue sur la base d'un prix ferme de 1,4 M€ payés en numéraire et 48 780 actions OSMOZIS auto-détenues soit 1.8 M€ ;

Ensemble, le Groupe constitué exploite dorénavant un réseau installé de près de 29 000 bornes WiFi sur plus de 1 800 sites, couvrant 288 789 emplacements (Mobil-homes, chalet, logements) et des zones touristiques (collectivités, offices de tourisme, plages).

Cette acquisition est au cœur des ambitions stratégiques d'OSMOZIS, puisqu'elle permet d'accélérer la conquête de parts de marché avec un positionnement plus important sur la partie Atlantique des centres de vacances.

Outre l'apport immédiat de chiffre d'affaires additionnel rentable, de l'ordre de 2 M€ en année pleine, cette stratégie offre d'importantes synergies par l'ajout des services professionnels connectés développés par OSMOZIS auprès des clients d'EWI-Médiawifi, ainsi que la mutualisation des frais de structure et d'achat pour une meilleure rentabilité de l'ensemble constitué.

I) Transmission Universelle de Patrimoine avec la société LOGMIS

Le 11 décembre 2018, OSMOZIS SA a réalisé une Transmission Universelle de Patrimoine avec la société Logmis entraînant sa dissolution.

J) Transmission Universelle de Patrimoine avec la société MEDIAWIFI

Le 30 juin 2018, EWI TELECOM a réalisé une Transmission Universelle de Patrimoine avec la société MEDIAWIFI entraînant sa dissolution.

K) Souscription à de nouveaux emprunts

Au cours de l'exercice OSMOZIS a souscrit 4 nouveaux emprunts bancaires pour un montant total de 3 000 K€ dont le détail est ci-dessous :

- Un prêt auprès de La banque populaire du Sud pour un montant total de 750 K€ sur une durée de 7 ans à taux fixe ;
- Un prêt auprès du CIC pour un montant total de 750 K € sur une durée de 7 ans à taux fixe ;
- Un prêt auprès de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du Languedoc pour un montant total de 750 K€ sur une durée de 5 ans à taux fixe ;
- Un prêt auprès de la BPI pour un montant total de 750 K€ sur une durée de 32 mois à taux fixe.

Note 2 - Principe comptables et règles de consolidation

2.1 Base d'établissement des comptes

Les présents comptes consolidés couvrant les exercices clos au 31 août 2019 et au 31 août 2018 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en date du 17 décembre 2019.

2.2 Référentiel comptable

Les comptes consolidés sont établis conformément aux principes applicables en France.

Les règles et méthodes comptables appliqués sont conformes au règlement 99-02 du Comité de Réglementation Comptable (CRC) du 29 avril 1999 actualisé par le règlement 2016-08 du 02/12/2016 règlement 2016-08 du 02/12/2016 actualisé par le règlement du 01/01/2017. Les états financiers des sociétés étrangères consolidées, établis selon les règles en vigueur dans leurs pays respectifs, sont retraités pour se conformer aux principes comptables du Groupe.

Les comptes consolidés sont présentés en euros.

Les comptes consolidés ont été arrêtés dans le respect du principe de continuité d'exploitation.

2.3 Date de clôture

Les exercices clos au 31 août 2019 et au 31 Août 2018 ont une durée de 12 mois.

Toutes les sociétés du Groupe clôturent à la même date sauf pour Osmozis B.V qui clôturera au 31 Décembre 2019. Une situation a été établie au 31 août 2019 pour les besoins de l'établissement des comptes consolidés.

2.4 Méthodes de consolidation

Les méthodes de consolidation sont les suivantes :

- ✓ Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale. Cette méthode consiste à inclure dans les comptes du Groupe les éléments du bilan et du compte de résultat de chacune des sociétés concernées, après élimination des opérations et des résultats internes, en distinguant la part du Groupe de celle des intérêts minoritaires.
- ✓ Les sociétés contrôlées conjointement avec d'autres actionnaires sont consolidées par intégration proportionnelle. Cette méthode consiste à intégrer dans les comptes du Groupe la fraction représentative de ses intérêts dans les comptes de l'entreprise consolidée, aucun intérêt minoritaire n'est constaté.
- ✓ Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sont consolidées par mise en équivalence. Cette méthode consiste à substituer à la valeur comptable des titres possédés le montant de la part qu'ils représentent dans les capitaux propres de la société, incluant le résultat de l'exercice.

Le Groupe exerce un contrôle exclusif sur toutes les sociétés consolidées, ces dernières sont donc consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

2.5 Règles et méthodes comptables

Les comptes consolidés respectent les principes suivants :

- Coûts historiques ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices.

2.5.1 Changements de méthodes comptables

Néant

2.5.1 Changements d'estimation comptables

En 2019, nous avons modifié la durée d'amortissement des matériels d'installation, permettant de traduire au mieux le rythme de consommation des avantages économiques attendus de ces installations.

Jusqu'au printemps 2018, nous pensions que les bornes wifi 802.11N ne disposaient pas d'une carte

mère suffisante pour pouvoir être facilement upgrader vers une technologie 802.11 AC. Cependant des tests nous ont montré que la carte mère utilisée était suffisamment performante (Rapidité du processeur, temps de latence...) pour pouvoir la conserver et ne changer que la carte Wifi pour obtenir une borne dans la nouvelle technologie. Le cout de la carte wifi ne représente qu'une très faible partie du cout de revient de la borne. Par suite, les bornes en technologie 802.11N disposent d'une durée de vie plus longue que prévu moyennant une faible modification du produit, passant ainsi de 5 ans à 10 ans.

Les bornes étaient amorties sur une durée de 5 ans. La durée de 5 ans reposait notamment sur le postulat que les évolutions technologiques nécessiteraient le remplacement de ces bornes. Cette nouvelle estimation de la durée de vie des bornes et des installations nous a conduit à revoir de manière prospective le plan d'amortissement de ces biens, afin d'apprécier au mieux les avantages économiques attendus de ces installations.

Cette révision des plans d'amortissement nous a semblé nécessaire pour assurer la régularité et la sincérité des comptes. (décret 83-1020 du 29 novembre 1983, art. 8, et PCG art. 322-4).

Les conséquences de la révision du plan d'amortissement

La révision du plan d'amortissement ne s'analyse pas comme un changement de méthode comptable, mais comme un changement d'estimation qui n'a d'effet sur l'exercice en cours et les exercices ultérieurs (PCG art. 314-2 et 322-4-6).

Méthodologie – Révision prospective

Le changement d'estimation des immobilisations se fait en mode prospectif. Pour assurer la révision prospective du plan d'amortissement, le taux d'amortissement est ajusté en fonction de la nouvelle durée ou du nouveau rythme d'utilisation pour l'exercice en cours et les exercices postérieurs, en application des dispositions du PCG relatives au changement d'estimation (PCG art. 314-2).

En conséquence de ce changement d'estimation, les annuités d'amortissement révisées sont dotées, pour l'exercice de la révision et les exercices ultérieurs, en utilisant le même compte 6811« Dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles ».

Récapitulatif des Impacts au 31 Aout 2019

en k€	Intitulé	Taux	Montant	Amor.Antérieur	Amort.Exo.HT	Total Amort.	Valeur nette comptable
Avant changement estimation	BORNES OSMOSPOT et MATERIEL INSTALLATIONS	20%	11 208	6 422	1 594	8 015	3 193
Après changement d'estimation	BORNES OSMOSPOT et MATERIEL INSTALLATIONS	10%	11 208	6 422	546	6 968	4 240
Impact du changement de Méthode			0	0	1 047	1 047	-1 047

Catégorie	Mode	Ancienne durée	Nouvelle durée
BORNES OSMOSPOT	Linéaire	5 ans	10 ans
CAMERA	Linéaire	5 ans	10 ans
MATERIEL D'INSTALLATION	Linéaire	5 ans	10 ans
ACHATS OSMOALERT	Linéaire	5 ans	10 ans

Les conséquences sur les comptes semestriels au 28/02/2019 publiés.

Ce changement d'estimation a été calculé à partir du premier jour de l'exercice social soit le 1er septembre 2018.

La conclusion de l'analyse réalisée sur le remplacement des Bornes a été faite après la date de publication des comptes semestriels arrêtés par notre conseil d'administration du 21 mai 2019. De ce fait, les conséquences de ce changement d'estimation n'ont pas été prises en compte sur les comptes semestriels du 1er septembre 2018 au 28 février 2019.

Récapitulatif des Impacts au 28 Février 2019

en k€	Intitulé	Taux	Montant	Amor.Antérieur	Amort.Exo.HT	Total Amort.	Valeur nette comptable
Avant changement estimation	BORNES OSMOSPOT et MATERIEL INSTALLATIONS	20%	10 719	6 422	801	7 223	3 496
Après changement d'estimation	BORNES OSMOSPOT et MATERIEL INSTALLATIONS	10%	10 719	6 422	257	6 679	4 040
Impact du changement de Méthode			0	0	545	545	-545

Suite à ce changement d'estimation, le résultat net corrigé ressort au 28 février 2019 à - 641KE au lieu de -1 196 K€, soit un impact de 545 K€.

L'impact de ce changement d'estimation sur les comptes semestriels 2018-2019 sera présenté lors de la publication des comptes semestriels 2019-2020. Etant précisé qu'aucun examen limité n'est réalisé par notre commissaire aux comptes lors de l'établissement des comptes semestriels.

2.5.2 Reconnaissance du chiffre d'affaires

Un produit est comptabilisé dans le résultat de l'exercice s'il est :

- réalisé c'est-à-dire qu'il est certain dans son principe et son montant ;
- et acquis à l'exercice.

Le chiffre d'affaires du Groupe est comptabilisé de la manière suivante :

- Dans le cadre des contrats dits « Partage », le Groupe commercialise des accès WIFI auprès des vacanciers sur les Campings et les Résidences de Vacances (les Sites). Les utilisateurs achètent soit une carte d'accès sur les sites soit un forfait sur le portail internet d'Osmozis. Les accès Wifi sont facturés aux vacanciers soit sous forme de forfaits en nombre de jours de connexion illimitée, soit sous forme de forfaits pour un nombre d'heures de connexion. Le chiffre d'affaires est comptabilisé lors de la consommation des heures et des jours de connexion par les utilisateurs. Par ailleurs, dans le cadre de ces contrats, Osmozis facture aux Sites une prestation d'installation des équipements. Le chiffre d'affaires relatif à ces prestations est reconnu à la réception des installations.
- Lorsque les centres de vacances optent pour l'autre formule dite « Premium », le Groupe facture aux Sites un loyer de mise à disposition des installations Wifi. Le centre de vacances facture alors lui-même l'accès Wifi à l'utilisateur final sur la base d'un tarif qu'il définit librement. Le chiffre d'affaires correspondant au loyer de mise à disposition des installations aux Sites est reconnu lorsque le service est rendu.
- Le Groupe commercialise par ailleurs des services connectés dits SMART tels que la vidéo-surveillance sans fil, des outils de gestion technique hôtelière, des solutions d'alerte sonore. Le Groupe reste propriétaire des installations réalisées sur les Sites et les loue à ces derniers. Ces prestations sont reconnues en chiffre d'affaires lorsque le service a été rendu.

2.5.3 Information sectorielle

Pour les besoins de l'information sectorielle, un secteur d'activité ou une zone géographique est défini comme un ensemble homogène de produits, services, métiers ou pays qui est individualisé au sein de l'entreprise, de ses filiales ou de ses divisions opérationnelles.

La segmentation sectorielle se fait entre :

- Les ventes d'accès internet WIFI, à travers les formules « Partage » et « Premium ». Ces deux formules sont regroupées dans le même secteur car, quelle que soit la formule retenue par le

Site, la prestation rendue par Osmozis est identique et réalisée avec le même matériel. Contractuellement, les Sites peuvent par ailleurs passer de la formule Partage à la formule Premium à des conditions qui permettent à Osmozis de générer des revenus comparables pendant la durée du contrat.

- Les prestations de services connectés (location de matériels connectés tels que les caméras de vidéo- surveillance,.....).

Par ailleurs, le groupe distingue 2 secteurs géographiques:

- La France, implantation d'origine du groupe ;
- Hors France, sur lequel Groupe se développe progressivement. Au 31 août 2019, ce secteur correspond à l'Espagne, l'Italie, l'Allemagne et les Pays-Bas.

2.5.4 Ecart de première consolidation

La différence entre le coût d'acquisition des titres et l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition des titres constitue l'écart d'acquisition. Les frais d'acquisition de titres sont incorporés nets d'impôt au coût d'acquisition des titres.

L'écart d'acquisition positif est inscrit à l'actif immobilisé.

Le Groupe OSMOZIS a fait l'acquisition de 100% des parts du GROUPE EWI TELECOM le 24 mai 2019.

Il a été constaté pour cette opération un écart d'acquisition de 1 743 655 € à la clôture. L'écart de première consolidation a été affecté en totalité en écart d'acquisition. Il a été considéré qu'il n'y avait pas de limite prévisible à la durée pendant laquelle l'écart d'acquisition procurera des avantages économiques au groupe. Il ne fait pas l'objet d'un d'amortissement.

Dépréciation

Lorsque la valeur recouvrable actuelle de l'écart d'acquisition est inférieure à sa valeur nette comptable, une dépréciation est constatée. La dépréciation constatée est définitive : elle ne peut pas être reprise, même en cas de retour à une situation favorable.

Pour les besoins des tests de dépréciation, chaque écart d'acquisition est affecté au groupe d'actifs au niveau duquel il est géré et ses performances suivies.

La méthode d'évaluation retenue pour les tests de dépréciation peut être basée sur des multiples de Chiffre d'affaires lors de transactions récentes tenant compte des niveaux d'activité, de la rentabilité passée ou prévisible et des facteurs économiques, financiers ou sectoriels.

Les tests de dépréciation réalisés ne font pas ressortir de perte de valeur au 31/08/2019.

2.5.5 Frais de recherche et de développement

Les frais de recherche, relatifs aux phases d'analyse préalables, sont comptabilisés directement en charges de l'exercice.

Les frais de développement sont portés à l'actif lorsque les projets ont une durée de réalisation supérieure à un an et que le montant de dépenses prévisibles est significatif. Ils sont composés de coûts liés spécifiquement au développement d'un produit et sont évalués à leur coût de production.

En application de la méthode préférentielle, les dépenses de développement sont immobilisées dès lors que le Groupe peut démontrer que les critères suivants sont atteints :

- Le Groupe a l'intention, la capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme ;
- Il est probable que les avantages économiques futurs attribuables aux dépenses de développement iront au Groupe ;
- Le coût de l'actif incorporel créé à ce titre peut être évalué de façon fiable.

Les coûts de développement engagés par le Groupe et portés à l'actif concernent essentiellement des projets d'innovation stratégique industrielle faisant l'objet d'un suivi annuel individualisé par projet et ayant de sérieuses chances de réussite commerciale.

Les frais de développement ne remplissant pas les critères d'activation sont comptabilisés en charges.

Les frais de développement sont amortis selon le mode linéaire sur la durée estimée de consommation des avantages économiques futurs. Ils sont amortis sur 5 ans.

Les frais de développement sont soumis à des tests de perte de valeur dès lors qu'il existe un indice de perte de valeur. Pour apprécier la présence d'un indice de perte de valeur, le Groupe considère des indices externes et internes tels que des changements importants, ayant un effet négatif sur l'entité, intervenus au cours de l'exercice ou dans un proche avenir, dans l'environnement technique, économique ou juridique ou sur le marché dans lequel le Groupe opère, ou une baisse sensible du niveau des flux futurs de trésorerie générés par la société.

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est alors effectué : la valeur nette comptable de l'actif immobilisé est comparée à sa valeur actuelle. La valeur nette comptable d'une immobilisation correspond à sa valeur brute diminuée, pour les immobilisations amortissables, des amortissements cumulés et des dépréciations.

La valeur actuelle est une valeur d'estimation qui s'apprécie en fonction du marché et de l'utilité de l'actif

pour le Groupe.

Aucune perte de valeur n'a été constatée sur l'exercice.

2.5.6 Immobilisations corporelles et incorporelles

Conformément au règlement CRC n°2004-06, les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement et de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les frais accessoires, droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes, ne sont pas incorporés à ce coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire sur la durée d'utilisation :

Catégorie	Mode	Durée
Prototypes	Linéaire	3 ans
Frais de développement	Linéaire	2/5 ans
Autres immobilisations incorporelles	Linéaire	3 ans
Matériels et outillages*	Linéaire	10 ans
Agencements et aménagements divers	Linéaire	10 ans
Matériel informatique	Linéaire	3 ans
Mobilier	Linéaire	3 à 5 ans

*Changement d'estimation cf : paragraphe 2.5.1

2.5.7 Titres de participation et autres immobilisations financières

Les titres de participation et les autres titres immobilisés sont valorisés au coût d'achat historique. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

2.5.8 Créances et dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale (coût historique). Les créances sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte du risque de non-recouvrement sur la base d'une analyse au cas par cas.

2.5.9 Provisions et passifs éventuels

Une provision est constituée dès lors qu'il existe une obligation (juridique ou implicite) à l'égard d'un tiers, dans la mesure où elle peut être estimée de façon fiable et qu'il est probable qu'elle se traduira

par une sortie de ressources pour le Groupe.

Si le montant ou l'échéance ne peuvent être estimés avec suffisamment de fiabilité, il s'agit alors d'un passif éventuel qui constitue un engagement hors bilan.

2.5.10 Engagements de retraite

Le Groupe n'a pas opté pour la méthode préférentielle : les engagements des sociétés du Groupe ne figurent pas au passif du bilan en provisions pour charges.

L'engagement de retraite supporté par le Groupe est constitué par les indemnités de fin de carrière (IFC) du personnel de l'entité française, la législation prévoyant que des indemnités soient versées aux salariés au moment de leur départ en retraite, en fonction de leur ancienneté et de leur salaire à l'âge de la retraite.

Les hypothèses de calcul retenues en matière d'évaluation des indemnités de départ à la retraite sont les suivantes :

- Application de la convention collective de la Télécommunications ;
- Revalorisation des salaires : 2% ;
- Taux d'actualisation : 1.25 % ;
- Taux de rotation du personnel : 15 % ;
- Départ à la retraite à l'âge de 67 ans.

Les hypothèses de calcul retenues sont identiques pour les deux exercices.

2.5.11 Comptabilisation des impôts différés

Conformément aux prescriptions du CRC n°99-02, le groupe comptabilise des impôts différés en cas de différences temporaires entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs au bilan consolidé. En application de la méthode du report variable, l'effet des éventuelles variations du taux d'imposition sur les impôts différés constatés antérieurement, est enregistré en compte de résultat au cours de l'exercice où ces changements deviennent certains.

Les retraitements d'impôt sur les sociétés étrangères sont effectués au taux d'imposition du pays concerné, 25% pour la filiale espagnole, 27.9 % pour la filiale italienne, 30% pour la filiale Allemande et 25% pour la filiale Néerlandaise.

Les impôts différés actifs résultant de différences temporelles et des déficits fiscaux sont limités au montant estimé de l'impôt dont la récupération est probable. Cette probabilité est appréciée à la clôture de chaque exercice.

2.5.12 Résultat net par action

Le résultat net par action se calcule en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat net dilué par action s'obtient en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions ajusté de l'incidence de la conversion maximale des instruments dilutifs en actions ordinaires. Les instruments dilutifs sont les obligations convertibles en actions et les BSPCE accordées au management (Voir Note 9).

2.5.13 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel comprend les éléments de natures exceptionnelles tels que définis par le plan comptable général.

2.5.2 Méthodes de référence

L'application des méthodes de référence du règlement CRC 99-02 est la suivante :

Application des méthodes préférentielles	OUI / NON / NA
Comptabilisation des contrats de location-financement	N
Provisionnement des prestations de retraites et assimilés	A N
Etalement des frais d'émission des emprunts	O N
Comptabilisation en résultat des écarts de conversion actif / passif	O
Comptabilisation à l'avancement des opérations partiellement	

2.5.3 Dérogations

Néant

2.6 Retraitements de consolidation

Les retraitements suivants ont été effectués dans les comptes sociaux des entités du groupe :

2.6.1 Transactions intra-groupe

Les opérations réalisées entre les sociétés du Groupe et figurant dans les comptes individuels au bilan

et au compte de résultat sont neutralisées dans les comptes consolidés.

2.6.2 Frais d'établissement

En application du règlement CRC 2004-06 relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs, le Groupe comptabilise en charges les frais de constitution, de transformation et de premier établissement.

2.6.3 Crédits d'impôt recherche

En application du principe général de prédominance du fond sur la forme aux comptes consolidés et, en particulier, de retraitement des écritures de nature fiscale prévus au Règlement 99-02, les crédits d'impôt recherche (CIR) sont requalifiés en tant que subvention d'investissement et repris en résultat au même rythme que les amortissements des frais de développement inscrits en immobilisations.

Ce retraitement se justifie par la volonté du groupe de porter une approche économique, puisque le CIR n'est pas un crédit d'impôt assis sur les bénéfices, et se trouve ainsi classé en bas du compte de résultat des comptes individuels uniquement par contrainte fiscale.

Par conséquent, pour les frais de développement immobilisés (voir Note 2-5-4 – Frais de recherche et développement), le crédit impôt recherche figurant dans le poste « Impôts sur les sociétés » dans les comptes sociaux est reclassé en « subvention d'investissement » et ramené au résultat (rubrique Subventions) au même rythme que les dotations aux amortissements de frais de développement comptabilisées sur l'exercice.

La partie du CIR qui correspond aux frais de développement non amortis a été comptabilisée en « Produits constatés d'avance ».

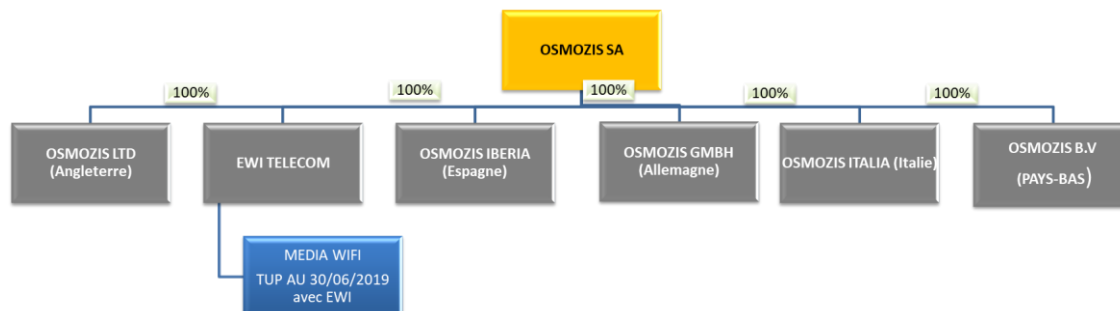
2.6.4 Frais d'émission d'emprunt

Conformément au paragraphe 300 du règlement 99.02, les frais d'émission d'emprunt sont étalés sur la durée de l'emprunt.

Note 3 - Périmètre de consolidation

3.1 Organigramme

Au 31 Août 2019



Osmozis IBERIA a été créée en 2014,

Osmozis Italia a été ouverte en 2015.

Les filiales Osmozis GMBH en Allemagne et OSMOZIS BV en Hollande ont été créées en 2016.

La société EWI TELECOM a été acquise le 24 mai 2019.

La société Osmozis LTD a été créée en septembre 2017.

Les comptes consolidés du Groupe regroupent les comptes de la société mère et des filiales dans lesquelles la société mère exerce directement un contrôle exclusif. Les sociétés intégrées dans le périmètre de consolidation sont les suivantes :

Entité	Ville (siège social)	SIREN	31/08/2019			31/08/2018		
			% de contrôle	% d'intégration	Méthode	% de contrôle	% d'intégration	Méthode
OSMOZIS SA	CLAPIERS	494 209 117	Mère	Mère	IG	Mère	Mère	IG
LOGMIS*	LE BOULOU	434 334 991	TUP	TUP	IG	100,00%	100,00%	IG
OSMOZIS IBERIA	BARCELONE	B-66393570	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG
OSMOZIS GMBH	SARREBRUCK	DE304619531	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG
OSMOZIS ITALIA	MILAN	MI-2074091	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG
OSMOZIS B.V	AMSTERDAM	856418675	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG
OSMOZIS LTD**	LONDRES	10983192	100,00%	NC	NC	100,00%	NC	NC
EWI TELECOM***	SAINT JEAN D'ANGELY	507 443 687	100,00%	100,00%	IG	N/A	N/A	NC
MEDIAWIFI***	SAINT JEAN D'ANGELY	803 742 972	TUP	TUP	IG	N/A	N/A	NC

I.G. : Intégration globale

NC : Non consolidée

TUP: Transmission Universelle de Patrimoine

* Le 11 décembre 2018, Osmozis a réalisé une Transmission Universelle de Patrimoine avec la société LOGMIS.

** Osmozis LTD a été créée en septembre 2017 et n'a pas démarré son activité, elle n'a pas été consolidée au 31/08/2019 du fait de son caractère non significatif.

*** Les sociétés EWI TELECOM et MEDIAWIFI ont été acquises le 24 mai 2019. Le 30 juin 2019, EWI TELECOM a réalisé une Transmission Universelle de Patrimoine avec la société MEDIAWIFI. De ce fait, au 31/08/2019, il reste que la société EWI TELECOM qui est consolidée.

Notes annexes aux postes de l'Actif

Note 4 - Immobilisations incorporelles

4.1 Ecart d'acquisition

Les écarts d'acquisition sont composés de :

	31/08/2018	Variation de périmètre	Augment.	Diminut.	Affectation Déf	Autres mouvements	31/08/2019
Valeurs brutes							
LOGMIS	659 823						659 823
EWI TELECOM		1 745 391					1 745 391
Total	659 823	1 745 391	0	0	0	0	2 405 214

L'acquisition du Groupe EWI TELECOM en mai 2019 a généré un écart d'acquisition pour 1 745 K€. L'écart de première consolidation a été affecté en totalité en écart d'acquisition. Il a été considéré qu'il n'y avait pas de limite prévisible à la durée pendant laquelle l'écart d'acquisition procurera des avantages économiques au groupe.

Les tests de dépréciation réalisés ne font pas ressortir de perte de valeur au 31/08/2019.

4.2 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations de « frais de développement » sont constituées principalement par des frais de développement qui sont liés à des projets qui sont internes pour le Groupe sur le réseau WIFI maillé et les services connectés « Smart » qui sont adaptés sur ce même réseau WIFI maillé.

Au cours de l'année 2018/2019, nous avons engagé des frais de développement sur les projets suivants : FIRMWARE des bornes WiFi, l'évolution de la solution OsmoCam, le produit de clef connectée « OSMOKEY », le produit d'économie d'eau et d'électricité « OsmoPowerWater »

Les frais de développement sont amortis selon le mode linéaire sur la durée estimée de consommation des avantages économiques futurs. Ils sont amortis sur 5 ans.

Les mouvements au **31 Août 2019** concernant les immobilisations incorporelles se présentent comme suit :

Immobilisations incorporelles

En EUR

Valeurs brutes	31/08/2018	Variations de périmètre	Augmentations	Diminutions	Autres mouvements	31/08/2019
Ecarts d'acquisition	659 823	1 745 391				2 405 214
Frais de recherche et développement	5 852 854	233 524	1 365 478			7 451 856
Concessions, brevets et droits similaires	359 393	26 456	53 793			439 642
Fonds commercial	40 000					40 000
Autres immobilisations incorporelles	84 136	16 667	169			100 972
Immobilisations incorporelles en cours						
Avances, acomptes sur immo. incorporelles						
Immobilisations Incorporelles brutes	6 336 383	276 647	1 419 440			8 032 470

Amortissements et provisions	31/08/2018	Variations de périmètre	Augmentations	Diminutions	Autres mouvements	31/08/2019
Ecarts d'acquisition						
Frais de recherche et développement	4 273 914	126 469	542 588			4 942 971
Concessions, brevets et droits similaires	174 737	12 593	73 906			261 236
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles	43 808	11 610	23 858			79 276
Immobilisations incorporelles en cours						
Avances, acomptes sur immo. incorporelles						
Amortissements et provisions	4 492 459	150 672	640 352			5 283 483

Valeurs nettes	31/08/2018	Variations de périmètre	Augmentations	Diminutions	Autres mouvements	31/08/2019
Ecarts d'acquisition	659 823	1 745 391				2 405 214
Frais d'établissement						
Frais de recherche et développement	1 578 940	107 055	822 890			2 508 885
Concessions, brevets et droits similaires	184 656	13 863	-20 113			178 406
Fonds commercial	40 000					40 000
Autres immobilisations incorporelles	40 328	5 057	-23 689			21 696
Immobilisations incorporelles en cours						
Avances, acomptes sur immo. incorporelles						
Valeurs nettes	1 843 924	125 975	779 088			2 748 987

Les mouvements de l'exercice clos au **31 août 2018** concernant les immobilisations incorporelles se présentent comme suit :

Immobilisations incorporelles

En EUR

Valeurs brutes	31/08/2017	Variations de périmètre	Augmentations	Diminutions	Autres mouvements	31/08/2018
Ecarts d'acquisition		659 823				659 823
Frais d'établissement						
Frais de recherche et développement	4 825 330		1 027 524			5 852 854
Concessions, brevets et droits similaires	36 883	184 986	137 524			359 393
Fonds commercial		40 000				40 000
Autres immobilisations incorporelles	39 430		44 706			84 136
Immobilisations incorporelles en cours						
Avances, acomptes sur immo. incorporelles						
Immobilisations Incorporelles brutes	4 901 643	224 986	1 209 754			6 336 383

Amortissements et provisions	31/08/2017	Variations de périmètre	Augmentations	Diminutions	Autres mouvements	31/08/2018
Ecarts d'acquisition						
Frais d'établissement						
Frais de recherche et développement	3 810 950		462 964			4 273 914
Concessions, brevets et droits similaires	14 383	120 879	39 475			174 737
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles	22 790		21 018			43 808
Immobilisations incorporelles en cours						
Avances, acomptes sur immo. incorporelles						
Amortissements et provisions	3 848 123	120 879	523 457			4 492 459

Valeurs nettes	31/08/2017	Variations de périmètre	Augmentations	Diminutions	Autres mouvements	31/08/2018
Ecarts d'acquisition		659 823				659 823
Frais d'établissement						
Frais de recherche et développement	1 014 380		564 560			1 578 940
Concessions, brevets et droits similaires	22 500	64 107	98 049			120 549
Fonds commercial		40 000				40 000
Autres immobilisations incorporelles	16 640		23 688			40 328
Immobilisations incorporelles en cours						
Avances, acomptes sur immo. incorporelles						
Valeurs nettes	1 053 520	104 107	686 297			1 843 924

Note 5 - Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont constituées essentiellement par le matériel d'installation WIFI sur les campings et les résidences de vacances mais aussi par le matériel des produits « SMART ». Conformément aux contrats commerciaux, l'installation et la mise à disposition des équipements n'entraînent aucun transfert de propriété et restent la propriété exclusive et insaisissable d'Osmozis. Les acquisitions faites entre le 1 septembre 2019 et le 31 Août 2019 sont essentiellement les composants qui rentrent dans la production des bornes et des produits « SMART ». Au 31 Août 2019, la société possède un actif immobilisé de 29 241 bornes sur la France principalement mais aussi sur l'Espagne et l'Italie, contre 23 826 bornes au 31 août 2018.

Le calcul de la production en-cours= Stock initial des produits (SI) + Production des produits (ES) – Installation des produit (SS). Ce calcul est vérifié par rapport à l'inventaire physique réalisé au 31/08/2019. Ensuite nous avons calculé le coût de production par type de bornes. Cette production en cours ne fera pas l'objet d'amortissement sur l'exercice 2018-2019 étant donné qu'elles n'ont pas été installées et mises en service.

Les mouvements au **31 Août 2019** concernant les immobilisations corporelles se présentent comme suit :

Immobilisations corporelles

En EUR

Valeurs brutes	31/08/2018	Variations de périmètre	Augmentations	Diminutions	Autres mouvements	31/08/2019
Terrains						
Constructions	6 431	1 857				8 288
Installations techniques, matériel, outillage	10 838 973	1 186 410	931 196			12 956 579
Autres immobilisations corporelles	205 827	68 031	36 356			310 214
Immobilisations en cours	1 292 568			103 702		1 188 866
Avances et acomptes						
Valeurs brutes	12 343 799	1 256 298	967 552	103 702		14 463 947

Amortissements et provisions	31/08/2018	Variations de périmètre	Augmentations	Diminutions	Autres mouvements	31/08/2019
Terrains						
Constructions	593	502	744			1 839
Installations techniques, matériel, outillage	6 765 806	622 981	677 891			8 066 678
Autres immobilisations corporelles	156 807	46 676	31 294			234 777
Immobilisations en cours						
Avances et acomptes						
Amortissements et provisions	6 923 206	670 159	709 929			8 303 294

Valeurs nettes	31/08/2018	Variations de périmètre	Augmentations	Diminutions	Autres mouvements	31/08/2019
Terrains						
Constructions	5 838	1 355	-744			6 449
Installations techniques, matériel, outillage	4 073 167	563 429	253 305			4 889 901
Autres immobilisations corporelles	49 020	21 355	5 062			75 437
Immobilisations en cours	1 292 568			103 702		1 188 866
Avances et acomptes						
Valeurs nettes	5 420 593	586 139	257 623	103 702		6 160 653

Les mouvements de l'exercice clos au **31 août 2018** concernant les immobilisations corporelles se présentent comme suit :

Immobilisations corporelles

En EUR

Valeurs brutes	31/08/2017	Variations de périmètre	Augmentations	Diminutions	Autres mouvements	31/08/2018
Terrains						
Constructions			6 431			6 431
Installations techniques, matériel, outillage	10 127 279		711 694			10 838 973
Autres immobilisations corporelles	151 940	13 232	40 655			205 827
Immobilisations en cours	510 584		781 984			1 292 568
Avances et acomptes						
Valeurs brutes	10 789 803	13 232	1 540 764			12 343 799

Amortissements et provisions	31/08/2017	Variations de périmètre	Augmentations	Diminutions	Autres mouvements	31/08/2018
Terrains						
Constructions			593			593
Installations techniques, matériel, outillage	5 064 765		1 701 041			6 765 806
Autres immobilisations corporelles	117 257	10 111	29 439			156 807
Immobilisations en cours						
Avances et acomptes						
Amortissements et provisions	5 182 022	10 111	1 731 073			6 923 206

Valeurs nettes	31/08/2017	Variations de périmètre	Augmentations	Diminutions	Autres mouvements	31/08/2018
Terrains						
Constructions			5 838			5 838
Installations techniques, matériel, outillage	5 062 514		-989 347			4 073 167
Autres immobilisations corporelles	34 683	3 121	11 216			49 020
Immobilisations en cours	510 584		781 984			1 292 568
Avances et acomptes						
Valeurs nettes	5 607 781	3 121	-190 309			5 420 593

Note 6 – Immobilisations financières

Les mouvements au **31 Août 2019** concernant les immobilisations financières se présentent comme suit :

Immobilisations financières

En EUR

Valeurs brutes	31/08/2018	Variations de périmètre	Augmentations	Diminutions	Autres mouvements	31/08/2019
Titres de participations	10 379					10 379
Actifs nets en cours de cession						
Participations par mises en équivalence						
Autres titres immobilisés	1 334	15				1 349
Prêts						
Autres immobilisations financières	1 023 825	4 039	903 031	133 335		1 797 560
Créances rattachées à des participations	8 015		2 841			10 856
Valeurs brutes	1 043 553	4 054	905 872	133 335		1 820 144

Provisions	31/08/2018	Variations de périmètre	Augmentations	Diminutions	Autres mouvements	31/08/2019
Titres de participations						
Actifs nets en cours de cession						
Participations par mises en équivalence						
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières						
Créances rattachées à des participations						
Provisions						

Valeurs nettes	31/08/2018	Variations de périmètre	Augmentations	Diminutions	Autres mouvements	31/08/2019
Titres de participations	10 379					10 379
Actifs nets en cours de cession						
Participations par mises en équivalence						
Autres titres immobilisés	1 334	15				1 349
Prêts						
Autres immobilisations financières	1 023 825	4 039	903 031	133 335		1 797 560
Créances rattachées à des participations	8 015		2 841			10 856
Valeurs nettes	1 043 553	4 054	905 872	133 335		1 820 144

Les hausses des autres immobilisations financières concernent pour 900 K€ de trésorerie bloquée pour le règlement du solde des titres EWI TELECOM, prévu en octobre 2019 pour 500 K€ et pour 400 K€ en avril 2020.

Les mouvements au **31 Août 2018** concernant les immobilisations financières se présentent comme suit :

Immobilisations financières

En EUR

Valeurs brutes	31/08/2017	Variations de périmètre	Augmentations	Diminutions	Autres mouvements	31/08/2018
Titres de participations			10 379			10 379
Actifs nets en cours de cession						
Participations par mises en équivalence						
Autres titres immobilisés	1 251	78	5			1 334
Prêts						
Autres immobilisations financières	263 550	30	776 645	16 400		1 023 825
Créances rattachées à des participations	1 726		6 289			8 015
Valeurs brutes	266 527	108	793 318	16 400		1 043 553

Provisions	31/08/2017	Variations de périmètre	Augmentations	Diminutions	Autres mouvements	31/08/2018
Titres de participations						
Actifs nets en cours de cession						
Participations par mises en équivalence						
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières						
Créances rattachées à des participations						
Provisions						

Valeurs nettes	31/08/2017	Variations de périmètre	Augmentations	Diminutions	Autres mouvements	31/08/2018
Titres de participations			10 379			10 379
Actifs nets en cours de cession						
Participations par mises en équivalence						
Autres titres immobilisés	1 251	78	5			1 334
Prêts						
Autres immobilisations financières	263 550	30	776 645	16 400		1 023 825
Créances rattachées à des participations	1 726		6 289			8 015
Valeurs nettes	266 527	108	793 318	16 400		1 043 553

Note 7 – Créances

Au **31 Août 2019**, les créances d'exploitation s'analysent comme suit :

en EUR

Valeurs brutes	31/08/2019		
	Brut	Provisions	Net
Créances clients et comptes rattachés	3 143 167	66 593	3 076 574
Actifs d'impôts différés	1 209 818		1 209 818
Autres créances *	1 953 337		1 953 337
Capital souscrit, appelé et non versé			
Valeurs brutes	6 306 322	66 593	6 239 729

* Les autres créances comprennent notamment les produits à recevoir correspondant à l'estimation des crédits d'impôts (Crédit d'impôt Compétitivité Emploi et Crédit d'Impôt Recherche et Innovation) pour les 8 premiers mois de l'année civile 2019 pour 318 112 €.

Elles comprennent également les créances de CIR et CICE définitives des années 2016, 2017 et 2018 pour 1 164 561 €.

La provision pour créances clients s'élève à 67 K€ et concerne 12 clients dont 1 client pour 55 K€

Outre les quelques créances donnant lieu à dépréciation, les créances à plus d'un an s'inscrivent dans le cadre des contrats Partage. Au titre de ces contrats, Osmozis facture au client une prestation d'installation lors de la réception par le Site. Cette prestation est payable par un acompte initial et le solde par une compensation avec les commissions que le site percevra au fur et à mesure des ventes d'accès Wifi. La saisonnalité de l'activité étant importante, des installations non encore réglées au 31 août le seront pour l'essentiel lors de la saison suivante, soit sur la période mai à septembre N+1. La société estime qu'en moyenne les frais d'installation sont réglés sur un peu plus de 2 saisons complètes.

Antériorité des créances clients en K€

Créances ayant une antériorité inférieure à 2 mois :	1 285 K€
Créances ayant une antériorité entre 2 mois et un an :	399 K€
Créances ayant une antériorité entre un an et deux ans :	576 K€
Créances ayant une antériorité à plus de 2 ans :	815 K€
Total :	3 076 K€

Au **31 Août 2018**, les créances d'exploitation s'analysent comme suit :

Créances

en EUR

Valeurs brutes	31/08/2018		
	Brut	Provisions	Net
Créances clients et comptes rattachés	2 888 113	68 365	2 819 748
Actifs d'impôts différés	1 150 625		1 150 625
Autres créances *	1 498 517		1 498 517
Capital souscrit, appelé et non versé			
Valeurs brutes	5 537 255	68 365	5 468 890

* Les autres créances comprennent notamment les produits à recevoir correspondant à l'estimation des crédits d'impôts (Crédit d'impôt Compétitivité Emploi et Crédit d'Impôt Recherche et Innovation) pour les 8 premiers mois de l'année civile 2019 pour 305 834 €.

Elles comprennent également les créances de CIR et CICE définitives des années 2016 et 2017 pour 858 913 €.

La provision pour créances clients s'élève à 69 K€ et concerne 9 clients dont 1 client pour 55 K€

Outre les quelques créances donnant lieu à dépréciation, les créances à plus d'un an s'inscrivent dans le cadre des contrats Partage. Au titre de ces contrats, Osmozis facture au client une prestation d'installation lors de la réception par le Site. Cette prestation est payable par un acompte initial et le solde par une compensation avec les commissions que le site percevra au fur et à mesure des ventes d'accès Wifi. La saisonnalité de l'activité étant importante, des installations non encore réglées au 31 août le seront pour l'essentiel lors de la saison suivante, soit sur la période mai à septembre N+1. La société estime qu'en moyenne les frais d'installation sont réglés sur un peu plus de 2 saisons complètes.

Antériorité des créances clients en K€

Créances ayant une antériorité inférieure à 2 mois :	628 K€
Créances ayant une antériorité entre 2 mois et un an :	509 K€
Créances ayant une antériorité entre un an et deux ans :	621 K€
Créances ayant une antériorité à plus de 2 ans :	1 128 K€
Total :	2 888 K€

Note 8 – Disponibilités

Au **31 Août 2019**, la trésorerie du groupe s'élève à 2 823 K€ contre 4 820 K€ au 31 Aout 2018

Disponibilités

En EUR

Disponibilités	31/08/2019	31/08/2018
Valeurs mobilières de placement nettes*	230 523	503 005
Disponibilités	2 592 482	4 321 770
Trésorerie active	2 823 005	4 824 775
Concours bancaires (trésorerie passive)		4 471
Intérêts courus non échus - passif		
Trésorerie passive	0	4 471
Trésorerie nette	2 823 005	4 820 304

* Les valeurs mobilières de placement correspondent aux actions propres détenues par OSMOZIS France.

Actions propres détenues

Dans le cadre du contrat de liquidité conclu par la Société suite à son introduction en bourse, OSMOZIS SA détient 21 983 actions propres au 31/08/2019.

Dans le cadre de l'acquisition de E-WI Telecom, OSMOZIS a payé une partie du prix sous forme d'actions à hauteur de 48 780 actions représentant 399 996 euros.

Au 31/08/2019, le nombre d'actions propres hors contrat de liquidité s'élèvent ainsi à 11 220.

Soit un total de 33 203 actions propres détenues au 31/08/2019.

Eléments	Evaluation au bilan	Prix du marché
Actions propres	230 523	338 671

Au **31 août 2018** et au **31 août 2017**, la trésorerie nette se présente comme suit :

Disponibilités

En EUR

Disponibilités	31/08/2018	31/08/2017
Valeurs mobilières de placement nettes*	503 005	78 940
Disponibilités	4 322 816	8 033 285
Trésorerie active	4 825 821	8 112 225
Concours bancaires (trésorerie passive)	4 471	
Intérêts courus non échus - passif		
Trésorerie passive	4 471	0
Trésorerie nette	4 821 350	8 112 225

* Les valeurs mobilières de placement correspondent aux actions propres détenues par OSMOZIS France dans le cadre du contrat de liquidité.

OSMOZIS détient 77 148 actions propres en date du 31/08/2018. Compte tenu du cours en vigueur au 31/08/2018, les actions propres ont fait l'objet d'une dépréciation à hauteur de 140 979 euros.

Notes annexes aux postes de Passif

Note 9 – Capitaux propres

Le capital de la société OSMOZIS se répartit au 31/08/2019 comme suit :

En Eur	Valeurs unitaires	Nombre d'actions	Total
ACTIONS ORDINAIRES	1,48	1 355 000	2 005 400
ACTIONS ORDINAIRES (BOURSE)	1,48	782 000	1 157 360
TOTAL CAPITAL		2 137 000	3 162 760

PRIME EMISSION BRUTE	9,02	782 000	7 053 640	6 250 589
FRAIS EMISSION IPO NETS*			803 052	

TOTAL CAPITAL ET PRIME D'EMISSION	9 413 349
--	------------------

Il existe également des titres donnant accès au capital :

Autres titres ouvrant droit au capital

Bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (BSPCE)

- **21** bons ont été émis et souscrits gratuitement en totalité le 31 août 2016, dont 7 ne sont plus exerçables au 31.08.2019 suite au départ du salarié concerné soit **14** bons encore exerçables au 31.08.2019. Chaque bon confère à son bénéficiaire le droit de souscrire à une action nouvelle de type ordinaire. Les bons souscrits devront être exercés dans un délai maximum légal de 5 ans à compter de leur attribution à titre gratuit. Le prix de souscription de l'action souscrite est fixé à 12.915 €, soit 1,48 € de valeur nominale et 11.435 € de prime d'émission. Suite à la baisse de la valeur nominale des actions ordinaires et au départ du Directeur Commercial, les BSPCE émis en 2016 pouvant être exercés sont à présent de 14 000.
- **25 650** bons ont été émis le 04/12/2017. Chaque bon, exerçable à compter du 1^{er} septembre 2018, confère à son bénéficiaire le droit de souscrire à une action nouvelle de type ordinaire. Les bons souscrits devront être exercés dans un délai maximum légal de 4 ans à compter de leur attribution à titre gratuit. Le prix de souscription de l'action souscrite est fixé à 8,92 €, soit 1,48 € de valeur nominale et 7,44 € de prime d'émission.
- **5 000** bons ont été émis le 14/02/2018. Chaque bon confère à son bénéficiaire le droit de souscrire à une action nouvelle de type ordinaire. Les bons souscrits devront être exercés dans un délai maximum légal de 4 ans à compter de leur attribution à titre gratuit. Le prix de souscription de l'action souscrite est fixé à 8,92 €, soit 1,48 € de valeur nominale et 7,44 € de prime d'émission.
- **20 000** bons ont été émis le 19/10/2018. Chaque bon confère à son bénéficiaire le droit de souscrire à une action nouvelle de type ordinaire. Les bons souscrits devront être exercés dans un délai maximum légal de 4 ans à compter de leur attribution à titre gratuit. Le prix de souscription de l'action souscrite est fixé à 4,44 €, soit 1,48 € de valeur nominale et 2,96 € de prime d'émission.
- **40 000** bons ont été émis le 17/12/2018. Chaque bon confère à son bénéficiaire le droit de souscrire à une action nouvelle de type ordinaire. Les bons souscrits devront être exercés dans un délai maximum légal de 4 ans à compter de leur attribution à titre gratuit. Le prix de souscription

de l'action souscrite est fixé à 4,59€, soit 1,48 € de valeur nominale et 2,96 € de prime d'émission.

- **30 000** bons ont été émis le 01/03/2019. Parmi ces 30 000 bons, 3 000 ne sont plus exerçables au 31.08.2019 suite au départ du salarié concerné soit **27 000 bons encore exerçables au 31.08.2019**.

Chaque bon confère à son bénéficiaire le droit de souscrire à une action nouvelle de type ordinaire. Les bons souscrits devront être exercés dans un délai maximum légal de 4 ans à compter de leur attribution à titre gratuit. Le prix de souscription de l'action souscrite est fixé à 8.02 €, soit 1,48 € de valeur nominale et 6,54 € de prime d'émission.

- **22 000** bons ont été émis le 21/05/2019. Parmi ces 22 000 bons, 10 000 ne sont plus exerçables au 31.08.2019 suite au départ du salarié concerné soit **12 000 bons encore exerçables au 31.08.2019**.

Chaque bon confère à son bénéficiaire le droit de souscrire à une action nouvelle de type ordinaire. Les bons souscrits devront être exercés dans un délai maximum légal de 4 ans à compter de leur attribution à titre gratuit. Le prix de souscription de l'action souscrite est fixé à 10.04 €, soit 1,48 € de valeur nominale et 8.56 € de prime d'émission.

Soit un total de **129 664** Bons de souscription de parts de créateur d'entreprise.

Répartition du Capital si Exercice des BSPCE

	nombre d'actions	%	nombre d'actions	%
Actions Ordinaires	2 137 000	94%	2 137 000	98%
Bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (BSPCE)	129 664	6%	44 650	2%
Total	2 266 664	100%	2 181 650	100%

Note 10 – Provisions

Au cours de l'exercice clos au **31 août 2019**, le montant et les mouvements des différents comptes de provisions se présentent comme suit :

Provisions

Rubriques	Ouverture	Correction à nouveaux	Dotations	Reprises	Autres mouvements	Clôture
Provisions pour acquisition de titres						
Provisions pour risques	115 000		15 000	15 000		115 000
Provisions pour impôts différés			204 097			204 097
Provisions pour charges						
PROV. POUR RISQUES ET CHARGES	115 000		219 097	15 000		319 097
PROV SUR IMMO FINANCIERES						
Provisions sur actions propres	140 979			140 979		
Provisions sur comptes clients	68 365			2 471	699	66 593
PROV. POUR RISQUES ET CHARGES	209 344			143 450	699	66 593
TOTAL GENERAL	324 344		975 011	914 364	699	385 690

Suite à la hausse du cours de bourse de actions Osmozis, une reprise des provisions sur actions propres a été constatée sur l'exercice 2018-2019.

Au cours de l'exercice clos au **31 août 2018**, le montant et les mouvements des différents comptes de provisions sont les suivants

La reprise figurant en provision pour risques est une réévaluation du risque prud'homal sur l'entité Osmozis à hauteur de 67 k€ à la suite de réception d'éléments nouveaux sur les dossiers.

Provisions

En EUR

Rubriques	31/08/2017	Correction à nouveaux	Dotations	Reprises	Autres mouvements	31/08/2018
Provisions pour acquisition de titres						
Provisions pour risques	181 863			66 863		115 000
Provisions pour charges						
PROV. POUR RISQUES ET CHARGES	181 863	0	0	66 863	0	115 000
PROV. SUR IMMO FINANCIERES	0	0	0	0	0	0
Provision sur actions propres			140 979			140 979
Provisions sur comptes clients	68 906		4 826	5 367		68 365
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	68 906	0	145 805	5 367	0	209 344
TOTAL GENERAL	250 769	0	145 805	72 230	0	324 344

Note 11 – Emprunts et dettes financières

Les dettes Financières au **31 Août 2019** sont composées de

EMPRUNTS	31/08/2018	Variation de Périmètre	Augmentations	Diminutions	31/08/2019
Emprunts obligataires convertibles	0				
Autres emprunts obligataires					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	8 992 325	529 646	3 000 000	2 755 232	9 766 739
Dettes financières de crédit-bail					
Concours bancaires courants	4 471			4 471	
Emprunt en crédit-bail					
Intérêts courus sur Emprunts	10 842	3 438	11 895	12 306	13 869
Emprunts et dettes financières divers	90 000			90 000	
TOTAL GENERAL	9 097 638	533 084	3 011 895	2 862 009	9 780 608

Au cours de l'exercice OSMOZIS a souscrit 4 nouveaux emprunts bancaires pour un montant total de 3 000 K€ dont le détail est ci-dessous

- Un prêt auprès de La banque populaire du Sud pour un montant total de 750 K€ sur une durée de 7 ans à taux fixe ;
- Un prêt auprès du CIC pour un montant total de 750 K € sur une durée de 7 ans à taux fixe ;
-
- Un prêt auprès de la CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDITAGRICOLE MUTUEL DU LANGUEDOC pour un montant total de 750 K€ sur une durée de 5 ans à taux fixe ;
- Un prêt auprès de la BPI pour un montant total de 750 K€ sur une durée de 32 mois à taux fixe.

Les emprunts et dettes financières du Groupe EWI TELECOM s'élèvent à la clôture à 358 K€.

Echéancier des dettes financières :

ETAT DES EMPRUNTS	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
		Montant	Montant	Montant
Emprunts obligataires convertibles	0			
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	9 766 739	2 829 313	6 136 278	801 147
Dettes financières de crédit-bail				
Concours bancaires courants	0	0	0	0
Emprunt en crédit-bail	0	0	0	0
Intérêts courus sur Emprunts	13 869	13 869	0	0
Emprunts et dettes financières divers	0	0		0
TOTAL GENERAL	9 780 608	2 843 182	6 136 278	801 147

Les dettes financières s'analysent comme suit au **31 août 2018** :

Emprunts et dettes financières

En EUR

EMPRUNTS	31/08/2017	Variation de Périmètre	Augmentations	Diminutions	31/08/2018
Emprunts obligataires convertibles	2 188 926			2 188 926	
Autres emprunts obligataires					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	7 375 404	38 142	3 835 000	2 256 221	8 992 325
Dettes financières de crédit-bail					
Concours bancaires courants		3 236	1 235		4 471
Emprunt en crédit-bail					
Interêts courus sur Emprunts	18 149		10 842	18 149	10 842
Emprunts et dettes financières divers	260 000			170 000	90 000
	9 842 479	41 378	3 847 077	4 633 296	9 097 638

La société OSMOZIS a remboursé en 2019 par anticipation les 231 obligations convertibles en 231 000 actions pour un montant de 1 315 776 € et la prime de non-conversion pour un montant de 434 378 sur les 873 150 € provisionnés.

Au cours de la période 2017-2018, OSMOZIS a souscrits 3 nouveaux emprunts bancaires pour un montant total de 3 835 K€ dont le détail est ci-dessous :

- ✓ un prêt Innovation+ Banque Populaire du Sud de 2 000 K€ sur une durée de 5 ans à taux fixe,
- ✓ un prêt Société Marseillaise de Crédit de 1 000 K€ sur une durée de 5 ans à taux fixe,
- ✓ un prêt Banque Dupuy de Parseval de 835 K€ sur une durée de 5 ans à taux fixe.

Les emprunts bancaires mis en place jusqu'au **31 Août 2019** sont décrits dans le tableau ci-dessous :

Date Souscription	Organisme prêteur	Durée	A l'origine	Taux d'intérêt
12/12/2014	Crédit Agricole	60 mois	400 000	Fixe - 1,70% l'an
31/10/2014	BPI	84 mois	1 100 000	Fixe - 2,79% l'an
30/09/2015	BPI	84 mois	1 300 000	Fixe - 2,75% l'an
26/05/2015	Banque Dupuy de Parseval	60 mois	400 000	Fixe - 2,15% l'an
31/03/2018	BPI	20 trimestres	250 000	Fixe - 0% l'an
21/09/2015	Banque populaire	60 mois	400 000	Fixe - 1,41% l'an
20/10/2015	Crédit Mutuel	60 mois	400 000	Fixe - 1,59% l'an
30/11/2016	Banque populaire	60 mois	800 000	Fixe - 0,85% l'an
21/12/2016	BPI	84 mois	300 000	Fixe - 1,54% l'an
26/12/2016	Société Marseillaise de Crédit	60 mois	800 000	Fixe - 1,44% l'an
27/12/2016	BPI	84 mois	500 000	Fixe - 0,51% l'an
30/01/2017	Crédit Mutuel	60 mois	500 000	Fixe - 0,70% l'an
11/01/2017	Bnp Paribas	60 mois	800 000	Fixe - 0,6% l'an
17/11/2017	Banque Dupuy de Parseval	60 mois	835 000	Fixe - 0,80% l'an
15/12/2017	Banque populaire	60 mois	2 000 000	Fixe - 0,6% l'an
30/08/2017	SMC	60 mois	1 000 000	Fixe - 0,91% l'an
10/01/2019	Banque populaire du Sud	84 mois	750 000	Fixe - 1,37 % l'an
15/05/2019	CIC Montpellier Entreprises	84 mois	750 000	Fixe - 1,38% l'an
01/07/2019	Credit agricole du Languedoc	60 mois	750 000	Fixe - 1,19% l'an
30/06/2019	BPI	32 Trimestres	750 000	Fixe - 1,12% l'an
23/05/2015	Credit agricole Charante maritime	60 mois	125 000	Fixe - 2,32% l'an
30/06/2019	BPI	86 mois	100 000	Fixe - 3,1% l'an
01/07/2019	BPI	27 mois	50 000	Fixe - 1,15% l'an
31/12/2014	BPI	80 mois	100 000	Fixe - 3,5% l'an
01/01/2018	Société générale	48 mois	50 000	Fixe - 1,22% l'an
01/06/2018	Société générale	48 mois	70 000	Fixe - 1,22% l'an
29/03/2019	Société générale	60 mois	75 000	Fixe - 1,29% l'an

Note 12 – Dettes d'exploitation et comptes de régularisation

Les dettes d'exploitation au **31 Août 2019** s'analysent comme suit :

Dettes d'exploitation

En EUR

Valeurs brutes	31/08/2019	31/08/2018
Fournisseurs	288 564	166 042
Dettes fournisseurs	288 564	166 042
Dettes sociales	644 428	471 849
Dettes fiscales	1 032 443	952 526
Dettes sur immobilisation	910 383	10 379
Comptes courants passif		
Autres dettes	457 507	149 379
Autres dettes d'exploitation	3 044 761	1 584 133
Total des dettes d'exploitation	3 333 325	1 750 175
dont :		
A moins d'un an	3 333 325	1 750 175
A plus d'un an et moins de cinq ans		
A plus de cinq ans		

Les dettes sur Immobilisations concerne la dette envers les actionnaires d'EWI TELECOM.

Les comptes de régularisation s'analysent comme suit :

Comptes de régularisation

Actif

Valeurs en EUR	31/08/2019	31/08/2018
Charges constatées d'avance	56 930	38 151
Prime de remboursement des obligations sur emprunt obligataire	0	0
Frais d'émission des emprunts	58 264	38 043
Total compte de régularisation	115 194	76 194
dont:		
A moins d'un an	115 194	76 194
A plus d'un an et moins de cinq ans		
A plus de cinq ans		




Passif

Valeurs en EUR	31/08/2019	31/08/2018
Chiffre d'affaires facturé d'avance	70 847	37 583
Produits constatés d'avance sur CIRI (Crédit d'Impôt Recherche et Innovation) comptabilisé en subvention	876 206	585 814
Total compte de régularisation	947 053	623 397
dont:		
A moins d'un an	947 053	623 397
A plus d'un an et moins de cinq ans		

Notes annexes aux postes du Compte de Résultat

Note 13 – Chiffre d'affaires et information sectorielle

Chiffre d'affaires et information sectorielle

Données non auditées – en k€	31/08/2019	31/08/2018	Variation nette	
			en k€	%
 ACCÈS INTERNET	7 800	7 859	-59	-0,8%
dont France	7 268	7 255,0	13,0	0,2%
dont hors France	532	604,0	- 72,0	-11,9%
 SERVICES CONNECTÉS	667	560	107	19,1%
dont France	654	560,0	94,0	16,8%
Dont hors France	13		13,0	
 TOTAL GROUPE	8 467	8 419	48	0,6%

Au terme de l'exercice 2018-2019, OSMOZIS a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 8 467 K€, en croissance de 1% sur un an. Le chiffre d'affaires **ACCÈS INTERNET** s'établit à 7 800 K€ (-0,8%) alors que les **SERVICES CONNECTÉS** ont généré 667 K€ de revenus, en croissance de +19%.

Production immobilisée

La production immobilisée s'élève à 1211 K€ au 31/08/2019 contre 1361 K€ au 31/08/2018. Ces dépenses de recherche et développement sont portés à l'actif pour celles répondant aux conditions d'activation en lien avec les projets de R&D.

Note 14 – Subventions

Le crédit d'impôt recherche est comptabilisé en subvention d'exploitation à hauteur de 188 039 € au 31 août 2019 et de 171 993 € au 31 août 2018.

Ce montant représente la partie du Crédit impôt Recherche pris au rythme des amortissements, Le CIR sur l'exercice s'élève à

subventions	31/08/2018	31/08/2017
Subventions d'exploitation	9 559	21 872
Crédit Impôt Recherche Innovation	188 039	171 993
Total	197 598	193 865

Note 15 – Autres produits d'exploitation

AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION	31/08/2019	31/08/2018
Produits divers de gestion courante	8 055	8 435
Total	8 055	8 435

Note 16 – Autres provisions et charges d'exploitation

AUTRES PROVISIONS ET CHARGES D'EXPLOITATION	31/08/2019	31/08/2018
Dotations aux provisions actifs circulants	-	4 826
Charges divers de gestion courante	- 19 855	- 52 760
Total	- 19 855	- 57 586

Note 17 – Autres Achats et Charges Externes

Au 31 Août 2019, les dépenses enregistrées dans cette rubrique s'élèvent à 4 101 K€ contre 4 328 K€ au 31 Août 2018 et sont constituées principalement par les postes suivants :

- ✓ Les commissions sur ventes pour 1 977K€ dans le cadre des contrats WIFI partage et premium.
- ✓ Les frais de déplacements des collaborateurs du Groupe pour 316 K€ y compris ceux des installateurs pour les nouveaux contrats WIFI partage et Premium.
- ✓ Les dépenses de Sous-traitance pour 263 K€. Ce poste comprend en grande partie les dépenses liées au Support basé au Maroc.
- ✓ Des Locations pour 529 K€ dont la location des locaux du siège social pour 287 K€.

Note 18 – Dépenses de Personnel

Charges de personnel	31/08/2019	31/08/2018
Salaires et traitements	2 800 400	2 771 682
Charges sociales	1 001 893	1 046 375
Total	3 802 293	3 818 057

La masse salariale baisse malgré l'entrée dans le Groupe d'EWI en mai 2019.

L'effectif moyen du Groupe passe de 61 personnes à 85 personnes au 31 Aout 2019 suite à l'acquisition de Groupe EWI avec 23 personnes au 31 Aout 2019.

Fonction	31/08/2019
Président	1
Directeur Général	1
Ingénieurs R et D et système	10
Technicien R et D	6
Installation	14
Ingénierie	2
Commercial	10
Production et stock	4
Support	22
Achats	2
RH - Administratif	9
Directeur technique	2
Marketing	2
Total	85

Note 19 – Amortissements, provisions et transferts de charges

Au 31 Août 2019, Les principaux postes d'amortissements et de provisions sont les suivants :

Amortissements, provisions et transferts de charges

En EUR

AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS ET TRANSFERTS DE CHARGES	31/08/2019	31/08/2018
Dotations amortissements immobilisations incorporelles	640 352	523 546
Dotations amortissements immobilisations corporelles	709 929	1 731 073
<i>Dotations aux amortissements des immobilisations</i>	<i>1 350 281</i>	<i>2 254 619</i>
<i>Dotations aux provisions pour risques et charges</i>	<i>15 000</i>	
<i>Dotations aux provisions actifs circulants*</i>		<i>4 826</i>
Total dotations d'exploitation	1 365 281	2 259 445
Reprises aux provisions sur actif circulant	2 471	5 367
Reprises aux provisions pour risques et charges	15 000	65 000
<i>Reprises d'exploitation</i>	<i>17 471</i>	<i>70 367</i>
<i>Transferts de charges d'exploitation</i>	<i>16 387</i>	<i>34 142</i>
Total reprises et transferts de charges d'exploitation **	33 858	104 509
Total Net	-1 331 423	-2 154 936

* "Autres provisions et charges d'exploitation" figurant au niveau du compte de résultat consolidé

** "Reprises sur provisions" figurant au niveau du compte de résultat consolidé

Note 20 – Résultat financier

Les principaux postes du résultat financier sont :

Résultat financier

En EUR

RESULTAT FINANCIER	31/08/2019	31/08/2018
Charges d'intérêts sur comptes courants		-985
Charges d'intérêts sur emprunts	-140 753	-166 387
Frais d'émission d'emprunt	-36 958	-20 363
Résultat net des écarts de change	12 262	55 520
Autres produits et charges financières	-12 890	2 177
Transfert de charges	36 958	20 363
Dotations aux amortissements dont prime de non conversion sur emprunt obligataire	-16 737	-84 320
Reprise pour dépréciations des actions propres détenues par Osmozis	140 979	
Dotations pour dépréciations des actions propres détenues par Osmozis		-140 979
Total résultat financier	-17 139	-334 974

Note 21 – Résultat exceptionnel

Résultat exceptionnel

En EUR	31/08/2019	31/08/2018
Produits sur cession d'éléments d'actif		42
Quote part de subvention virée au résultat	1 796	
Produits sur créances antérieurement passées en perte		
Produits divers	11 886	55 127
Total des produits	13 682	55 169
Valeur nette comptable des éléments d'actif sortis		
Charges diverses	-11 291	-1 508
Total des charges	-11 291	-1 508
Résultat exceptionnel	2 391	53 661

Le produit divers au 31/08/2018 correspond à l'abandon de C/C de l'ancienne gérante de LOGMIS consenti à Osmozis dans le cadre du rachat.

Note 22 – Impôts

Le taux d'impôt retenu est de 27 % au 31 Août 2019, et correspond au taux moyen de la consommation des déficits reportables sur les prochains exercices.

La preuve d'impôt consiste à effectuer le rapprochement entre la charge d'impôt totale comptabilisée dans le compte de résultat consolidé et la charge d'impôt théorique calculée en appliquant au résultat consolidé avant impôt le taux d'impôt. Tous les impôts différés ont été comptabilisés dès lors que leur récupération est probable.

Preuve d'impôt consolidée

En EUR

PREUVE DE L'IMPOT	TOTAL
Résultat consolidé après impôt	264 956
Résultat des sociétés mises en équivalence	
Résultat net consolidé après impôt des sociétés intégrées	264 956
Impôt réel	71 521
Impôt différé changement de taux au résultat (CRC-99-02)	73 383
Résultat reconstitué avant impôt des sociétés intégrées	409 860
IMPOT THEORIQUE ENTITE	106 589
ECART ENTRE IMPOT THEORIQUE ET IMPOT REEL	-35 068
ECART IMPOT THEORIQUE GROUPE IMPOT THEORIQUE ENTITE	-4 103
IMPOT THEORIQUE GROUPE	110 692
ECART ENTRE IMPOT THEORIQUE GROUPE ET IMPOT REEL	-39 171

JUSTIFICATION DE L'ECART

Ecart sur base imposées à taux différenciés	
Produits (minoration) d'impôts des autres éléments que l'impôts société	
Charges (Majoration) d'impôts des autres éléments que l'impôts société	
Justification de l'écart lié au calcul de l'impôt	
Incidence des différences permanentes	1 096
Incidence des amortissements sur incorporels et GW	
Incidence des déficits antérieurs activés	
Déficits exercice non activés	60 760
Inidence des différences et variations de taux	
CICE, CIR et crédits d'impôts	-60 109
Utilisation de déficits antérieurs	-40 918
Justification de l'écart lié aux bases fiscales	-39 171

JUSTIFICATION GLOBALE DE L'ECART ENTRE IMPOT THEORIQUE ET IMPOT REEL	-39 171
---	----------------

Détail de la charge d'impôt au 31 Août 2019

La charge d'impôt différé de l'exercice par la reconnaissance d'impôts différés sur les déficits et la baisse du taux d'impôt.

charges d'impôt	Montant
Impôts différés	-71 520
Impôt réel	-71 520
Impôt différé changement de taux au résultat (CRC 99-02)	-73 383
Total	-144 904

Les impôts différés se ventilent comme suit :

Ventilation des impôts différés	Base	Montant
Impôts différés sur retraitements	642	205
Impôts différés sur déficit - France	4 480 048	1 209 613
Total	4 480 690	1 209 818

Note 23 – Résultat par action

Le calcul du résultat par action et du résultat dilué par action est présenté dans le tableau suivant :

Résultat par action

En EUR	31/08/2019	31/08/2018
Résultat net part du groupe	264 956	(687 066)
Nombre de titres émis à la clôture hors actions propres	2 137 000	2 137 000
dont Actions propres détenus par Osmozis France	33 203	17 148
Résultat par action	0,12	-0,32
Nombre d'obligations convertibles en actions	0	
Nombre de Bons de Souscription de Parts de Créateur d'Entreprise	129 664	44 650
Nombre maximal d'actions	2 266 664	2 181 650
Résultat dilué par action	0,12	-0,31

Note 24 – Parties liées

En EUR

Parties liées	Nature de la relations avec la partie liée	montant des transactions conclues avec la partie liée	autres informations
SCI Coccinelle	Bail commercial		
	- dépôts et cautionnements	46 426	
	- loyers et charges locatives	278 421	
SAS ROUGE	Compte courant	-977	
SAS FONDATYS 92	Compte courant	-2696	

Note 25 – Rémunération des dirigeants

Les rémunérations versées par Osmozis aux dirigeants sont présentées ci-dessous

Tableau de synthèse des rémunérations et des options et actions attribuées à Gérard TREMBLAY, Président Directeur Général		
	Exercice 2019	Exercice 2018
Rémunérations Brutes Chargées dues au titre de l'exercice	174 342 €	178 265 €
<i>dont charges patronales</i>	<i>44 624 €</i>	<i>39 134 €</i>
Valorisation des rémunérations variables pluriannuelles attribuées au cours de l'exercice (1)	0,00 €	0,00 €
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice (<i>détaillées au tableau 4</i>)	N/A	N/A
Valorisation des actions attribuées gratuitement (<i>détaillées au tableau 6</i>)	N/A	N/A
TOTAL	174 342 €	178 265 €

Tableau de synthèse des rémunérations et des options et actions attribuées à Yves BOULOT, Directeur Général Délégué		
	Exercice 2019	Exercice 2018
Rémunérations Brutes Chargées dues au titre de l'exercice	176 815 €	180 281 €
<i>dont charges patronales</i>	<i>44 624 €</i>	<i>41 264 €</i>
Valorisation des rémunérations variables pluriannuelles attribuées au cours de l'exercice (1)	00.00 €	00.00 €
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice (<i>détaillées au tableau 4</i>)	N/A	N/A
Valorisation des actions attribuées gratuitement (<i>détaillées au tableau 6</i>)	N/A	N/A
TOTAL	176 815 €	180 281 €

Note 26 – Engagements hors bilan

Les engagements hors bilan du Groupe OSMOZIS se caractérisent par :

- L'émission et la souscription de 14 BSPCE en date du 31 août 2016. Chaque bon confère à son bénéficiaire le droit de souscrire à une action nouvelle de type ordinaire. Les bons souscrits devront être exercés dans un délai maximum légal de 5 ans à compter de leur émission. Voir la note 9.
- L'émission et la souscription de 25 650 BSPCE en date du 04/12/2017. Chaque bon confère à son bénéficiaire le droit de souscrire à une action nouvelle de type ordinaire. Les bons souscrits devront être exercés dans un délai maximum légal de 4 ans à compter de leur émission. Voir la note 9
- L'émission et la souscription de 5 000 BSPCE en date du 14/02/2018. Chaque bon confère à son bénéficiaire le droit de souscrire à une action nouvelle de type ordinaire. Les bons souscrits devront être exercés dans un délai maximum légal de 4 ans à compter de leur émission. Voir la note 9
- L'émission et la souscription de 20 000 BSPCE en date du 19/10/2018. Chaque bon confère à son bénéficiaire le droit de souscrire à une action nouvelle de type ordinaire. Les bons souscrits devront être exercés dans un délai maximum légal de 4 ans à compter de leur émission. Voir la note 9
- L'émission et la souscription de 40 000 BSPCE en date du 17/12/2018. Chaque bon confère à son bénéficiaire le droit de souscrire à une action nouvelle de type ordinaire. Les bons souscrits devront être exercés dans un délai maximum légal de 4 ans à compter de leur émission. Voir la note 9
- L'émission et la souscription de 27 000 BSPCE en date du 01/03/2019. Chaque bon confère à son bénéficiaire le droit de souscrire à une action nouvelle de type ordinaire. Les bons souscrits devront être exercés dans un délai maximum légal de 4 ans à compter de leur émission. Voir la note 9
- L'émission et la souscription de 12 000 BSPCE en date du 21/05/2019. Chaque bon confère à son bénéficiaire le droit de souscrire à une action nouvelle de type ordinaire. Les bons souscrits devront être exercés dans un délai maximum légal de 4 ans à compter de leur émission. Voir la note 9
- Les indemnités départ à la retraite (PIDR) sont valorisées pour 32 909 € au 31 Août 2019, pour 28 637€ dans les comptes établis au 31 août 2018.
- La convention de cession des parts de la société LOGMIS prévoit un complément de prix du par la société OSMOZIS. Ce complément de prix n'est à ce jour pas encore déterminé de manière fiable.
Ce complément est calculé sur le nombre de clients de la société LOGMIS, ou de la société OSMOZIS, utilisant au moins une licence d'un des logiciels développés par la société

LOGMIS au 31 août 2019.

- Un engagement de garantie d'actif et de passif, a été conclu avec les anciens actionnaires d'EWI TELECOM. L'obligation d'indemnisation court jusqu'au 30/09/2022, à l'exception des redressements fiscaux ou sociaux qui court jusqu'au 31 janvier 2023.
Le seuil de déclenchement de la garantie est fixé à 15 K€ et le plafond global à 450 K€. Une garantie de première demande de 250 KE a été donnée par les Cessionnaires.

- Nantissement de l'outillage, matériels et équipements de la société EWI TELECOM 9 K€ au profit de la société générale.

- Nantissement de l'outillage, matériels et équipements de la société EWI TELECOM 52 K€ au profit de la CM CIC bail.

- Ci-joint les dettes garanties par des sûretés réelles

Type de nantissement	Emprunt du	Date de fin d'échéance de la garantie	Montant initial de cette garantie	Montant restant dû du capital	Montant Emprunté	Banque
Nantissement de compte à terme	12/12/2014	30/12/2019	80 000	27 737	400 000	Crédit Agricole
Nantissement de fond de Commerce			520 000			
Gage espèces	31/10/2014	31/10/2021	55 000	495 000	1 100 000	BPI
Gage espèces	30/09/2015	30/09/2022	65 000	845 000	1 300 000	BPI
Nantissement de fond de Commerce	21/09/2015	21/09/2020	480 000	95 861	400 000	Banque populaire
Nantissement de fond de Commerce	20/10/2015	20/10/2020	480 000	96 196	400 000	Crédit Mutuel
Nantissement de fond de Commerce	30/11/2016	02/12/2021	960 000	377 565	800 000	Banque populaire
Gage espèces	21/12/2016	31/12/2023	15 000	270 000	300 000	BPI
Nantissement de fond de Commerce	26/12/2016	26/12/2021	920 000	450 000	800 000	Société Marseillaise de Crédit
Gage espèces	27/12/2016	31/12/2023	25 000	375 872	500 000	BPI
Nantissement de fond de Commerce	30/01/2017	31/12/2021	600 000	168 224	500 000	Crédit Mutuel
Nantissement de fond de Commerce	11/01/2017	11/01/2022	920 000	389 585	800 000	Bnp Paribas
Nantissement de fond de Commerce	17/11/2017	17/11/2022	1 002 000	546 540	835 000	Banque Dupuy de Parseval
Nantissement du compte titres	15/12/2017	14/12/2022	800 000	1 339 987	2 000 000	Banque populaire
Caution fonds Eutop investissement	10/01/2019	10/12/2025	600 000	681 637	750 000	Banque populaire du Sud
Nantissement de fond de Commerce	15/05/2019	15/04/2026	750 000	715 904	750 000	CIC Montpellier Entreprises
Nantissement de fond de Commerce	01/07/2019	01/06/2024	750 000	725 712	750 000	Credit agricole du Languedoc
Caution	23/05/2015	10/11/2019	15 000	7 291	125 000	Credit agricole Charante maritime
Assurance décès	30/06/2019	30/06/2026		100 000	100 000	BPI
Nantissement de fond de Commerce	01/01/2018	01/05/2021		33 602	50 000	Société générale
Nantissement de fond de Commerce	01/06/2018	02/05/2022	57 500	48 491	70 000	Société générale
Nantissement de fond de Commerce	29/03/2019	29/03/2029	80 500	68 933	75 000	Société générale

Note 27 – Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 23 497 euros.

Note 28 – Evènements postérieurs à la clôture

Le 02/09/2019, OSMOZIS a bénéficié de la Transmission Universelle du Patrimoine de la société EWI TELECOM.

OSMOZIS

Société anonyme

7, avenue de l'Europe

34830 Clapiers

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 août 2019

OSMOZIS

Société anonyme

7, avenue de l'Europe

34830 Clapiers

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 août 2019

A l'assemblée générale de la société OSMOZIS

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société OSMOZIS relatifs à l'exercice clos le 31 août 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er septembre 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur Nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations données dans le rapport du conseil d'administration sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Castelnau-Le-Lez, le 20 décembre 2019

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés



Christophe PERRAU

COMPTES ANNUELS.

Bilan.
Compte de résultat.
Annexe.

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/08/2019 12			Exercice N-1 31/08/2018 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISÉ	Capital souscrit non appelé (I)						
	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de développement	7 208 539	4 803 055	2 405 484	1 578 940	826 544	52.35
	Concessions, brevets et droits similaires	413 186	246 704	166 482	24 528	141 954	578.74
	Fonds commercial (1)	40 000		40 000		40 000	
	Autres immobilisations incorporelles	746 552	66 536	680 017	40 328	639 689	NS
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains						
	Constructions	6 431	1 236	5 195	5 838	643	11.02
	Installations techniques, matériel et outillage	11 770 169	7 377 365	4 392 804	4 073 167	319 637	7.85
	Autres immobilisations corporelles	241 397	184 405	56 991	44 498	12 493	28.08
	Immobilisations en cours	1 188 866		1 188 866	1 292 568	103 702	8.02
	Avances et acomptes						
	Immobilisations financières (2)						
	Participations mises en équivalence						
	Autres participations	1 892 785	35 000	1 857 785	698 991	1 158 794	165.78
	Créances rattachées à des participations	2 049 054	755 914	1 293 140	1 231 977	61 163	4.96
	Autres titres immobilisés	1 251		1 251	1 251		
	Prêts						
	Autres immobilisations financières	1 793 161		1 793 161	1 023 435	769 726	75.21
	Total II	27 351 392	13 470 214	13 881 177	10 015 522	3 865 655	38.60
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours						
	Matières premières, approvisionnements						
	En-cours de production de biens						
	En-cours de production de services						
	Produits intermédiaires et finis						
	Marchandises						
	Avances et acomptes versés sur commandes						
	Créances (3)						
	Clients et comptes rattachés	2 130 831	65 894	2 064 937	3 113 849	1 048 912	33.69
	Autres créances	2 044 543		2 044 543	1 264 606	779 937	61.67
	Capital souscrit - appelé, non versé						
	Valeurs mobilières de placement	230 523		230 523	503 005	272 482	54.17
	Disponibilités	2 400 835		2 400 835	4 084 841	1 684 005	41.23
	Charges constatées d'avance (3)	42 218		42 218	35 926	6 292	17.51
Comptes de Régularisation	Total III	6 848 951	65 894	6 783 057	9 002 227	2 219 170	24.65
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)	58 264		58 264	38 043	20 221	53.15
	Primes de remboursement des obligations (V)						
	Ecart de conversion actif (VI)						
	TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)	34 258 606	13 536 108	20 722 498	19 055 792	1 666 706	8.75

(1) Dont droit au bail

(2) Dont à moins d'un an

(3) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/08/2019 12	Exercice N-1 31/08/2018 12	Ecart N / N-1	
				Euros	%
CAPITAUX PROPRES	Capital (Dont versé : 3 162 760)	3 162 760	3 162 760		
	Primes d'émission, de fusion, d'apport	6 250 588	6 250 588		
	Ecarts de réévaluation				
	Réserves				
	Réserve légale	65 079	65 079		
	Réserves statutaires ou contractuelles				
	Réserves réglementées	254 793	254 793		
	Autres réserves	420 430	420 430		
	Report à nouveau	2 227 411	1 893 090	334 322	17.66
	Résultat de l'exercice (Bénéfice ou perte)	24 528	334 322	358 850	107.34
	Subventions d'investissement				
	Provisions réglementées				
	Total I	7 950 767	7 926 239	24 528	0.31
AUTRES FONDS PROPRES	Produit des émissions de titres participatifs				
	Avances conditionnées				
	Total II				
PROVISIONS	Provisions pour risques	115 000	115 000		
	Provisions pour charges				
	Total III	115 000	115 000		
DETTES (I)	Dettes financières				
	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts auprès d'établissements de crédit	9 420 499	8 976 454	444 046	4.95
	Concours bancaires courants	1 078		1 078	
	Emprunts et dettes financières diverses	3 674	93 674	90 000	96.08
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	3 772		3 772	
	Dettes d'exploitation				
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	254 111	501 928	247 817	49.37
	Dettes fiscales et sociales	1 573 588	1 246 173	327 414	26.27
Comptes de Régularisation	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	910 383	10 379	900 004	NS
	Autres dettes	453 509	148 365	305 144	205.67
	Produits constatés d'avance (I)	36 117	37 580	1 463	3.89
	Total IV	12 656 732	11 014 553	1 642 178	14.91
	Ecarts de conversion passif (V)				
	TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)	20 722 498	19 055 792	1 666 706	8.75

(I) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 31/08/2019 12			Exercice N-1 31/08/2018 12		Ecart N / N-1	
	France	Exportation	Total			Euros	%
Produits d'exploitation (1)							
Ventes de marchandises	3 934 164		3 934 164	4 826 214		892 050	18.48
Production vendue de biens							
Production vendue de services	3 511 986		3 511 986	3 152 950		359 036	11.39
Chiffre d'affaires NET	7 446 150		7 446 150	7 979 164		533 015	6.68
Production stockée							
Production immobilisée			1 151 433	1 243 820		92 388	7.43
Subventions d'exploitation			9 559	21 872		12 313	56.30
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			106 281	174 430		68 149	39.07
Autres produits			7 309	2 255		5 054	224.09
Total des Produits d'exploitation (I)			8 720 731	9 421 542		700 811	7.44
Charges d'exploitation (2)							
Achats de marchandises			9 645			9 645	
Variation de stock (marchandises)							
Achats de matières premières et autres approvisionnements			13 134	9 125		4 008	43.93
Variation de stock (matières premières et autres approvisionnements)							
Autres achats et charges externes *			3 794 351	4 174 352		380 001	9.10
Impôts, taxes et versements assimilés			69 955	138 770		68 815	49.59
Salaires et traitements			2 343 333	2 328 670		14 663	0.63
Charges sociales			879 822	938 565		58 743	6.26
Dotations aux amortissements et dépréciations							
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			1 264 761	2 265 087		1 000 326	44.16
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations							
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				4 826		4 826	100.00
Dotations aux provisions			15 000			15 000	
Autres charges			13 519	33 846		20 328	60.06
Total des Charges d'exploitation (II)			8 403 519	9 893 241		1 489 722	15.06
1 - Résultat d'exploitation (I-II)			317 212	471 699		788 911	167.25
Quotes-parts de Résultat sur opération faites en commun							
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)							
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)							

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/08/2019 12	31/08/2018 12	Euros	%
Produits financiers				
Produits financiers de participations (3)	7 400	10 424	3 024	29.01
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)	40 126	23 908	16 218	67.84
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	140 979		140 979	
Différences positives de change	12 613	55 520	42 907	77.28
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total V	201 118	89 852	111 266	123.83
Charges financières				
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	790 914	185 418	605 495	326.56
Intérêts et charges assimilées (4)	138 743	167 342	28 599	17.09
Différences négatives de change	351		351	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	49 879	25 698	24 181	94.09
Total VI	979 886	378 458	601 428	158.92
2. Résultat financier (V-VI)	778 768	288 606	490 162	169.84
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)	461 556	760 305	298 749	39.29
Produits exceptionnels				
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	9 458		9 458	
Produits exceptionnels sur opérations en capital		55 169	55 169	100.00
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Total VII	9 458	55 169	45 711	82.86
Charges exceptionnelles				
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	105	1 374	1 268	92.33
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	1 700		1 700	
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions				
Total VIII	1 805	1 374	432	31.43
4. Résultat exceptionnel (VII-VIII)	7 653	53 795	46 143	85.77
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)				
Impôts sur les bénéfices (X)	478 431	372 188	106 243	28.55
Total des produits (I+III+V+VII)	8 931 307	9 566 563	635 256	6.64
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	8 906 779	9 900 884	994 105	10.04
5. Bénéfice ou perte (total des produits - total des charges)	24 528	334 322	358 850	107.34

* Y compris : Redevance de crédit bail mobilier
: Redevance de crédit bail immobilier

(3) Dont produits concernant les entreprises liées
(4) Dont intérêts concernant les entreprises liées

SA OSMOZIS
34 830 CLAPIERS

ANNEXE

Exercice du 01/09/2018 au 31/08/2019

Annexe aux comptes annuels, dont le total du bilan est de 20.722.498 Euros et dont le chiffre d'affaires est de 7.446.150 Euros. La bénéfice de l'exercice s'élève à 24.528 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/09/2018 au 31/08/2019.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

➤ **Acquisition du groupe EWI**

Le 24 mai 2019, OSMOZIS a acquis 100% des titres E-WI TELECOM elle-même propriétaire de 100% des titres de la société MEDIAWIFI.

L'acquisition de l'intégralité du capital d'EWI-Médiawifi a été conclue sur la base d'un prix ferme de 1,4 M€ payés en numéraire et 48 780 actions OSMOZIS auto-détenues pour 0,4 M€.

➤ **TUP avec LOGMIS**

Le 11/12/2018, OSMOZIS a bénéficié d'une Transmission Universelle du Patrimoine de la société. LOGMIS. Cette opération a généré un mali technique de 662 K€ comptabilisé en immobilisations incorporelles.

➤ **Souscription à de nouveaux emprunts**

Au cours de l'exercice OSMOZIS a souscrit 4 nouveaux emprunts bancaires pour un montant total de 3 000 K€ :

Un prêt auprès de La banque populaire du Sud pour un montant total de 750 K€ sur une durée de 7 ans à taux fixe ;

Un prêt auprès du CIC pour un montant total de 750 K € sur une durée de 7 ans à taux fixe ;

Un prêt auprès de la CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDITAGRICOLE MUTUEL DU LANGUEDOC pour un montant total de 750 K€ sur une durée de 5 ans à taux fixe ;

Un prêt auprès de la BPI pour un montant total de 750 K€ sur une durée de 32 mois à taux fixe.

➤ **Autres**

Départ du directeur commercial en juillet 2019

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Le 02/09/2019, OSMOZIS a bénéficié de la Transmission Universelle du Patrimoine de la société EWI.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

(Code du commerce - Art. R 123-196 1° et 2°; PCG Art. 531-1/1)

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos le 31 août 2019 ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général 2016.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-07 du 10/12/2018 et des règlements ANC 2015-06 et 2016-07 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

La SA OSMOZIS établit des comptes consolidés selon les règles et méthodes applicables en France. Les règles et méthodes appliquées sont conformes au règlement 2016-08 du 02/12/2016 actualisé par le règlement du 01/01/2017.

Les comptes consolidés sont disponibles au siège de la Société.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Reconnaissance du chiffre d'affaires

Un produit est comptabilisé dans le résultat de l'exercice s'il est :

- Réalisé, c'est-à-dire certain dans son principe et dans son montant ;
- Acquis à l'exercice.

Le chiffre d'affaires de la Société est comptabilisé de la manière suivante :

- Dans la formule dite « contrats Partage », la Société commercialise des accès Wifi auprès des vacanciers sur les campings et les résidences de vacances (les sites). Les utilisateurs achètent, soit une carte d'accès sur les sites, soit un forfait sur le portail internet d'OSMOZIS. Les accès Wifi sont facturés aux vacanciers, soit sous forme de forfaits en nombre de jours de connexion illimitée, soit sous forme de forfaits pour un nombre d'heures de connexion. Le chiffre d'affaires est comptabilisé lors de la consommation des heures et des jours de connexion par les utilisateurs. Par ailleurs, dans le cadre de ces contrats, OSMOZIS facture aux sites une prestation d'installation des équipements. Le chiffre d'affaires relatif à ces prestations est reconnu à la réception des installations.
- Lorsque les centres de vacances optent pour l'autre formule, dite « contrats Premium », OSMOZIS facture aux sites un loyer de mise à disposition des installations Wifi. Le centre de vacances facture alors lui-même l'accès Wifi à l'utilisateur final sur la base d'un tarif qu'il définit librement. Le chiffre d'affaires correspondant au loyer de mise à disposition des installations aux sites est reconnu lorsque le service est rendu.
- La Société commercialise par ailleurs des services connectés, dits « SMART », tels que la vidéo surveillance sans fil, des outils de gestion technique hôtelière et des solutions sonores. La Société reste propriétaire des installations réalisées sur les sites et les loue à ces derniers. Ces prestations sont reconnues en chiffre d'affaires lorsque le service a été rendu.

Informations relatives au CICE

Il a été comptabilisé en déduction des frais de personnel un CICE (crédit d'impôt compétitivité emploi) pour l'année civile 2018 qui s'élève à 95.470 €.

Au titre de l'année civile 2018, le CICE a principalement été affecté à des efforts en matière de recherche. Il n'a permis ni de financer une hausse de la part des bénéfices distribués, ni d'augmenter les rémunérations des dirigeants.

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations		
		Réévaluations	Autres mouvements (Fusion)	Acquisitions
Frais établissement recherche développement TOTAL	5 852 854			1 355 685
Autres immobilisations incorporelles TOTAL	135 565		1 060 054	4 119
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales agencements aménagements constr.	6 431			
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	10 838 972			931 197
Installations générales agencements aménagements divers	42 192			3 721
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	146 636		3 079	45 768
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	1 292 568			
Avances et acomptes				
TOTAL	12 326 799			980 686
Participations évaluées par mises en équivalence				
Autres participations	1 930 969		105 737	3 638 349
Autres titres immobilisés	1 251			
Prêts, autres immobilisations financières	1 023 435		30	903 032
TOTAL	2 955 655			4 541 381
TOTAL GENERAL	21 270 873		1 060 054	6 881 871

Etat des immobilisations (suite)

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste (dont Fusion)	Cessions		
Frais établissement et de développement TOTAL			7 208 539	7 208 539
Autres immobilisations incorporelles TOTAL			1 199 738	1 199 738
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales agencements aménagements constr.			6 431	6 431
Installations techniques, Matériel et outillage industriel			11 770 169	11 770 169
Installations générales agencements aménagements divers			45 913	45 913
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, Mobilier			195 483	195 483
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	103 702		1 188 866	1 188 866
Avances et acomptes				
TOTAL	103 702		13 206 862	13 206 862
Participations évaluées par mises en équivalence				
Autres participations	1 050 989	682 227	3 941 839	3 941 839
Autres titres immobilisés			1 251	1 251
Prêts, autres immobilisations financières	108 335	25 000	1 793 162	1 793 162
TOTAL	1 159 324	707 227	5 736 252	5 736 252
TOTAL GENERAL	1 263 026	707 227	27 351 392	27 351 392

Au cours de l'exercice clos le 31 août 2019, l'activation des dépenses de développement représente un montant total de 1 356 K€.

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Montant début exercice LOGMIS TUP	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Frais établissement recherche développement TOTAL	4 273 914		529 141		4 803 055
Autres immobilisations incorporelles TOTAL	70 708	162 704	79 828		313 240
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Installations générales agencements aménagements constr.	593		643		1 236
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	6 765 806		611 558		7 377 364
Installations générales agencements aménagements divers	36 589		2 059		38 648
Matériel de transport					
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	107 742	13 221	24 794		145 757
Emballages récupérables et divers					
TOTAL	6 910 730		639 054		7 563 005
TOTAL GENERAL	11 255 352	162 704	1 248 024		12 679 300

Les amortissements constatés au titre des frais de développement activés antérieurement ou au cours de l'exercice, représentent 4 803 K€.

Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Frais étab.rech.développ. TOTAL	529 141				
Autres immob.incorporelles TOTAL	79 828				
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Instal.générales agenc.aménag.constr.	643				
Instal.techniques matériel outillage indus.	611 558				
Instal.générales agenc.aménag.divers	2 059				
Matériel de transport					
Matériel de bureau informatique mobilier	24 794				
Emballages récupérables et divers					
TOTAL	639 054				
TOTAL GENERAL	1 248 024				

Mouvements de l'exercice affectant les charges à répartir sur plusieurs exercices	Montant net début d'exercice	Augmentations	Dotations aux amortissements	Montant net fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts	38 043	36 958	16 737	58 264
Primes de remboursement des obligations				

Etat des provisions

Provisions pour risques et charges	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Litiges	115 000	15 000		15 000	115 000
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges					
TOTAL	115 000	15 000		15 000	115 000

Provision pour dépréciation	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Sur immobilisations incorporelles					
Sur immobilisations corporelles					
Sur titres mis en équivalence					
Sur titres de participation		35 000			35 000
Sur autres immobilisations financières		755 914			755 914
Sur stocks et en-cours					
Sur comptes clients	68 365			2 471	65 894
Autres provisions pour dépréciation	140 979			140 979	
TOTAL	209 344	790 914		143 450	856 808
TOTAL GENERAL	324 344	805 914		158 450	971 808
Dont dotations et reprises					
d'exploitation		15 000		17 471	
financières		790 914		140 979	
exceptionnelles					

Etat des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Créances rattachées à des participations	2 049 054	2 049 054	
Prêts			
Autres immobilisations financières	1 793 161		1 793 161
Clients douteux ou litigieux	168 078	168 078	
Autres créances clients	1 962 753	1 962 753	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	500	500	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 884	1 884	
Impôts sur les bénéfices	1 164 561	1 164 561	
Taxe sur la valeur ajoutée	468 255	468 255	
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers état et autres collectivités publiques	318 112	318 112	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	91 231	91 231	
Charges constatées d'avance	42 218	42 218	
TOTAL	8 059 807	6 266 646	1 793 161
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes ets crédit à 1 an maximum à l'origine	11 895	11 895		
Emprunts et dettes ets crédit à plus de 1 an à l'origine	9 408 604	2 755 028	5 907 429	746 147
Emprunts et dettes financières divers	1 078	1 078		
Fournisseurs et comptes rattachés	254 111	254 111		
Personnel et comptes rattachés	261 863	261 863		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	181 076	181 076		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	1 108 979	1 108 979		
Obligations cautionnées				
Autres impôts taxes et assimilés	21 670	21 670		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	910 383	910 383		
Groupe et associés	3 674	3 674		
Autres dettes	453 509	453 509		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	36 117	36 117		
TOTAL	12 652 959	5 999 383	5 907 429	746 147
Emprunts souscrits en cours d'exercice	3 000 000			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	2 586 556			
Montant emprunts et dettes contractés aup.ass.pers.phys.				

Composition du capital social

Différentes catégories de titres	Valeurs nominales en euros	Nombre de titres			
		Au début	Créés	Remboursés	En fin
ACTIONS ORDINAIRES	1,4800	1 355 000			1 355 000
ACTIONS ORDINAIRES (BOURSE)	1,4800	782 000			782 000
TOTAL		2 137 000	0	0	2 137 000

Pas de changement sur l'exercice.

Actions propres détenues

Dans le cadre du contrat de liquidité conclu par la Société suite à son introduction en bourse, OSMOZIS SA détient 21 983 actions propres au 31/08/2019.

Hors contrat de liquidité, OSMOZIS SA détenait 60 000 actions propres au 31/08/2018.

Dans le cadre de l'acquisition de E-WI Telecom, OSMOZIS a payé une partie du prix sous forme d'actions à hauteur de 48 780 actions représentant 399 996 euros.

Au 31/08/2019, le nombre d'actions propres hors contrat de liquidité s'élèvent ainsi à 11 220.

Soit un total de 33 203 actions propres détenues au 31/08/2019.

Eléments	Evaluation au bilan	Prix du marché
Actions propres	230 523	338 671

Tableau de variation des capitaux propres

Postes de capitaux propres	Situation Ouverture	Variation en plus	Variation en moins	Situation Clôture
Capital	3 162 760			3 162 760
Primes liées au capital	6 250 588			6 250 588
Réserve légale	65 080			65 080
Réserve indisponible	254 793			254 793
Autres réserves	420 430			420 430
Report à nouveau	-1 893 090		334 322	-2 227 412
Résultat de la période	-334 322	24 528	-334 322	24 528
TOTAL	7 926 239	24 528		7 950 767

Autres titres ouvrant droit au capital

Bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (BSPCE)

21 bons ont été émis et souscrits gratuitement en totalité le 31 août 2016. Chaque bon confère à son bénéficiaire le droit de souscrire à une action nouvelle de type ordinaire. Parmi ces 21 bons, 7 ne sont plus exerçables au 31.08.2019 suite au départ du salarié concerné soit 14 bons encore exerçables au 31.08.2019.

Les bons souscrits devront être exercés dans un délai maximum légal de 5 ans à compter de leur attribution à titre gratuit. Le prix de souscription de l'action souscrite est fixé à 12,915 €, soit 1,48 € de valeur nominale et 11,435 € de prime d'émission. Suite à la baisse de la valeur nominale des actions ordinaires et au départ du Directeur Commercial, les BSPCE émis en 2016 pouvant être exercés sont à présent de 14 000.

25 650 bons ont été émis le 04/12/2017. Chaque bon, exerçable à compter du 1^{er} septembre 2018, confère à son bénéficiaire le droit de souscrire à une action nouvelle de type ordinaire. Les bons souscrits devront être exercés dans un délai maximum légal de 4 ans à compter de leur attribution à titre gratuit. Le prix de souscription de l'action souscrite est fixé à 8,92 €, soit 1,48 € de valeur nominale et 7,44 € de prime d'émission.

5 000 bons ont été émis le 14/02/2018. Chaque bon confère à son bénéficiaire le droit de souscrire à une action nouvelle de type ordinaire. Les bons souscrits devront être exercés dans un délai maximum légal de 4 ans à compter de leur attribution à titre gratuit. Le prix de souscription de l'action souscrite est fixé à 8,92 €, soit 1,48 € de valeur nominale et 7,44 € de prime d'émission.

20 000 bons ont été émis le 19/10/2018. Chaque bon confère à son bénéficiaire le droit de souscrire à une action nouvelle de type ordinaire. Les bons souscrits devront être exercés dans un délai maximum légal de 4 ans à compter de leur attribution à titre gratuit. Le prix de souscription de l'action souscrite est fixé à 4,44 €, soit 1,48 € de valeur nominale et 2,96 € de prime d'émission.

40 000 bons ont été émis le 17/12/2018. Chaque bon confère à son bénéficiaire le droit de souscrire à une action nouvelle de type ordinaire. Les bons souscrits devront être exercés dans un délai maximum légal de 4 ans à compter de leur attribution à titre gratuit. Le prix de souscription de l'action souscrite est fixé à 4.44 €, soit 1,48 € de valeur nominale et 2,96 € de prime d'émission.

30 000 bons ont été émis le 01/03/2019. Parmi ces 30 000 bons, 3 000 ne sont plus exerçables au 31.08.2019 suite au départ du salarié concerné soit 27 000 bons encore exerçables au 31.08.2019.

Chaque bon confère à son bénéficiaire le droit de souscrire à une action nouvelle de type ordinaire. Les bons souscrits devront être exercés dans un délai maximum légal de 4 ans à compter de leur attribution à titre gratuit. Le prix de souscription de l'action souscrite est fixé à 8.02 €, soit 1,48 € de valeur nominale et 6,54 € de prime d'émission.

22 000 bons ont été émis le 21/05/2019. Parmi ces 22 000 bons, 10 000 ne sont plus exerçables au 31.08.2019 suite au départ du salarié concerné soit 12 000 bons encore exerçables au 31.08.2019.

Chaque bon confère à son bénéficiaire le droit de souscrire à une action nouvelle de type ordinaire. Les bons souscrits devront être exercés dans un délai maximum légal de 4 ans à compter de leur attribution à titre gratuit. Le prix de souscription de l'action souscrite est fixé à 10.04 €, soit 1,48 € de valeur nominale et 8.56 € de prime d'émission.

Répartition du capital si exercice des BSPCE

	Nombre d'actions	%
Actions ordinaires	2 137 000	94,28%
BSPCE	129 664	5,72%
Total	2 266 664	100,00%

Frais de recherche et de développement

Les frais de recherche sont systématiquement comptabilisés en charges.

Les frais de développement sont portés à l'actif lorsque les projets ont une durée de réalisation supérieure à un an et que le montant de dépenses prévisibles est significatif. Ils sont composés de coûts liés spécifiquement au développement d'un produit et sont évalués à leur coût de production. En application de la méthode préférentielle, les dépenses de développement sont immobilisées dès lors que la Société peut démontrer que les critères suivants sont atteints :

- la Société a l'intention, la capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme ;
- Il est probable que les avantages économiques futurs attribuables aux dépenses de développement iront à la Société ;
- Le coût de l'actif incorporel créé à ce titre peut être évalué de façon fiable.

Les coûts de développement engagés par la Société et portés à l'actif concernent essentiellement des projets d'innovation stratégique faisant l'objet d'un suivi annuel individualisé par projet et ayant de sérieuses chances de réussite commerciale.

Les frais de développement ne remplissant pas les critères d'activation sont comptabilisés en charges.

Les frais de développement sont amortis selon le mode linéaire sur la durée estimée de consommation des avantages économiques futurs. Ceux relatifs aux bornes Wifi en protocole AC, qui permettent de distribuer sur les sites jusqu'à 1 GB/s sont amortis sur 5 ans. Les autres sont amortis sur 2 ans.

Les frais de développement sont soumis à des tests de perte de valeur dès lors qu'il existe un indice de perte de valeur. Pour apprécier la présence d'un indice de perte de valeur, la Société considère des indices externes et internes tels que des changements importants, ayant un effet négatif sur l'entité, intervenus au cours de l'exercice ou dans un proche avenir, dans l'environnement technique, économique ou juridique ou sur le marché dans lequel la Société opère, ou une baisse sensible du niveau des flux futurs de trésorerie générés par la Société.

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est alors effectué : la valeur nette comptable de l'actif immobilisé est comparée à sa valeur actuelle. La valeur nette comptable d'une immobilisation correspond à sa valeur brute diminuée, pour les immobilisations amortissables, des

amortissements cumulés et des dépréciations.

La valeur actuelle est une valeur d'estimation qui s'apprécie en fonction du marché et de l'utilité de l'actif pour la Société.

Autres immobilisations incorporelles

Les brevets, concessions et autres valeurs incorporelles immobilisées ont été évalués à leur coût d'acquisition, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Fonds de commerce

Logmis

La méthode d'évaluation retenue pour les tests de dépréciation peut être basée sur des multiples de chiffre d'affaires et de résultat retenus lors de transactions récentes tenant compte des niveaux d'activité, de la rentabilité passée ou prévisible et des facteurs économiques, financiers ou sectoriels.

Les tests de dépréciation réalisés ne font pas ressortir de perte de valeur au 31/08/2019.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (frais d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production. Les intérêts des emprunts nécessaires à l'acquisition de ces immobilisations ne sont pas pris en compte dans la détermination du coût d'acquisition.

Immobilisations financières

Les titres de participation sont comptabilisés à leur valeur d'achat.

Evaluation des amortissements

(Code du commerce Art. R 123-196 2°)

Changements d'estimation comptables

En 2019, nous avons modifié la durée d'amortissement des matériels d'installation, permettant de traduire au mieux le rythme de consommation des avantages économiques attendus de ces installations.

Jusqu'au printemps 2018, nous pensions que les bornes wifi 802.11N ne disposaient pas d'une carte mère suffisante pour pouvoir être facilement upgrader vers une technologie 802.11 AC. Cependant des tests nous ont montré que la carte mère utilisée était suffisamment performante (Rapidité du processeur, temps de latence...) pour pouvoir la conserver et ne changer que la carte Wifi pour obtenir une borne dans la nouvelle technologie. Le coût de la carte wifi ne représente qu'une très faible partie du coût de revient de la borne. Par suite, les bornes en technologie 802.11N disposent d'une durée de vie plus longue que prévu moyennant une faible modification du produit, passant ainsi de 5 ans à 10 ans.

Les bornes étaient amorties sur une durée de 5 ans. La durée de 5 ans reposait notamment sur le postulat que les évolutions technologiques nécessiteraient le remplacement de ces bornes

Cette nouvelle estimation de la durée de vie des bornes et des installations nous a conduit à revoir de manière prospective le plan d'amortissement de ces biens, afin d'apprécier au mieux les avantages économiques attendus de ces installations.

Cette révision des plans d'amortissement nous a semblé nécessaire pour assurer la régularité et la sincérité des comptes. (décret 83-1020 du 29 novembre 1983, art. 8, et PCG art. 322-4).

Les conséquences de la révision du plan d'amortissement

La révision du plan d'amortissement ne s'analyse pas comme un changement de méthode comptable, mais comme un changement d'estimation qui n'a d'effet sur l'exercice en cours et les exercices ultérieurs (PCG art. 314-2 et 322-4-6).

Méthodologie – Révision prospective

Le changement d'estimation des immobilisations se fait en mode prospectif. Pour assurer la révision prospective du plan d'amortissement, le taux d'amortissement est ajusté en fonction de la nouvelle durée ou du nouveau rythme d'utilisation pour l'exercice en cours et les exercices postérieurs, en application des dispositions du PCG relatives au changement d'estimation (PCG art. 314-2).

En conséquence de ce changement d'estimation, les annuités d'amortissement révisées sont dotées, pour l'exercice de la révision et les exercices ultérieurs, en utilisant le même compte 6811« Dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles ».

Récapitulatif des Impacts au 31 Aout 2019

en k€	Intitulé	Taux	Montant	Amor.Antérieur	Amort.Exo.HT	Total Amort.	Valeur nette comptable
Avant changement estimation	BORNES OSMOSPOT et MATERIEL INSTALLATIONS	20%	11 208	6 422	1 594	8 015	3 193
Après changement d'estimation	BORNES OSMOSPOT et MATERIEL INSTALLATIONS	10%	11 208	6 422	546	6 968	4 240
Impact du changement de Méthode			0	0	1 047	1 047	-1 047

Catégorie	mode	ancienne durée	nouvelle durée
BORNES OSMOSPOT	linéaire	5 ans	10 ans
CAMERA	linéaire	5 ans	10 ans
MATERIEL D'INSTALLATION	linéaire	5 ans	10 ans
ACHATS OSMOALERT	linéaire	5 ans	10 ans

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont donc été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Prototypes	Linéaire	3 ans
Frais de développement	Linéaire	2 à 5 ans
Autres immobilisations incorporelles	Linéaire	3 ans
Matériels et outillages	Linéaire	3 à 10 ans
Agencements et aménagements divers	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel informatique	Linéaire	3 ans
Mobilier	Linéaire	3 à 5 ans

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

Créances commerciales

Outre les quelques créances donnant lieu à dépréciation et les créances commerciales sur les filiales, les créances à plus d'un an s'inscrivent dans le cadre des contrats Partage. Au titre de ces contrats, OSMOZIS facture au client une prestation d'installation lors de la réception par le Site. Cette prestation est payable par un acompte initial et le solde par une compensation avec les commissions que le site percevra au fur et à mesure des ventes d'accès Wifi. La saisonnalité

de l'activité étant importante, des installations non encore réglées au 31 août le seront pour l'essentiel lors de la saison suivante, soit sur la période de mai à septembre N+1. La Société estime qu'en moyenne les frais d'installation sont réglés sur un peu plus de 2 saisons complètes.

Dépréciation des créances

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Crédit impôt recherche

Les entreprises industrielles et commerciales imposées selon le régime réel et qui effectuent des dépenses de recherche peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt au titre de leurs activités de recherche.

Le crédit d'impôt est calculé par année civile et s'impute sur l'impôt dû par l'entreprise au titre de l'année au cours de laquelle les dépenses de recherche ont été engagées.

Le crédit d'impôt recherche est comptabilisé en diminution du poste « Impôts sur les bénéfices ».

Disponibilités en Euros

(Code du commerce Art. R 123-196 1° et 2°)

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Disponibilités en devises

(PCG Art. 342-7)

Les liquidités immédiates en devises ont été converties en euros sur la base du dernier cours de change précédant la clôture de l'exercice. Les écarts de conversion ont été directement comptabilisés dans le résultat de l'exercice en perte ou en gain de change.

Produits à recevoir, charges à payer, produits et charges constatés d'avance

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	
Autres créances	318 112
Valeurs mobilières de placement	
Disponibilités	
Total	318 112

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	11 895
Emprunts et dettes financières diverses	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	35 904
Dettes fiscales et sociales	252 518
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	
Total	300 317

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	42 218
Charges financières	
Charges exceptionnelles	
Total	42 218

Produits constatés d'avance	Montant
Produits d'exploitation	36 117
Produits financiers	
Produits exceptionnels	
Total	36 117

Transfert de charges

Nature	Montant
Activation des frais d'émission d'emprunt	36 958
Remboursements frais de formation	4 538
Remboursements d'assurance	1 828
Refacturations clients	107
Refacturations filiales	23 513
Avantages en nature	21 867
Total	88 810

Parties liées

En EUR

Parties liées	Nature de la relations avec la partie liée	Montant des transactions conclues avec la partie liée	Autres informations
SCI Coccinelle	Bail commercial		
	- dépôts et cautionnements	46 426	
	- loyers et charges locatives	278 556	
SAS ROUGE	Compte courant	- 977	
SAS FONDATYS			
92	Compte courant	-2 696	

Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel n'est pas significatif au cours de cet exercice.

Effectif moyen

L'effectif moyen s'élève sur l'exercice se clôturant au 31/08/2019 à 60 salariés.

Fonction	31/08/2019	31/08/2018
Président	1	1
Directeur Général	1	1
Ingénieurs R et D et système	10	9
Technicien R et D	3	2
Installation	9	12
Ingénierie	2	4
Commercial	6	6
Production et stock	2	3
Support	14	15
Achats	2	2
RH - Administratif	7	5
Directeur technique	1	1
Marketing	2	
Total	60	61

Rémunération des dirigeants

(En Euros)	31/08/2019	31/08/2018
Monsieur Gérard TREMBLAY, Président Directeur Général		
Rémunération brute fixe	102 154	99 131
Total	102 154	99 131
Monsieur Yves BOULOT, Directeur Général Délégué		
Rémunération brute fixe	104 191	99 017
Total	104 191	99 017
TOTAL	206 345	198 148

Filiales et participations

Société	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part du capital détenu en %	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis et non remboursés	Cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires du dernier exercice	Résultat net du dernier exercice
				brute	nette				
A. Renseignements détaillés									
- Filiales détenues à + de 50%									
- OSMOZIS IBERIA	10 000	-119 979	100%	10 000	10 000	333 272		335 759	3 822
- OSMOZIS ITALIA	10 000	-50 277	100%	9 502	9 502	721 477		148 204	-100 056
- OSMOZIS GMBH	25 000	-318 610	100%	25 000	25 000	386 414		54 621	-45 646
- OSMOZIS BV	10 000	-289 770	100%	10 000	10 000	369 500		6 252	-79 338
- OSMOZIS LTD	10 379	-5 996	100%	10 379	10 379	10 857		0	-3 625
- EWI TELECOM	21 406	352 657	100%	1 827 821	1 827 821	227 535		1 536 451	-143 980
- Participations détenues entre 10 et 50 %									
-									
B. Renseignements globaux									
- Filiales non reprises en A									
- françaises									
- étrangères									
- Participations non reprises en A									
- françaises									
- étrangères									

Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 23 497 euros.

Dettes garanties par des sûretés réelles

164170	Emprunt du	:	12/12/2014
CA	Montant initial de cette garantie	:	520 000
	Montant restant dû en capital	:	27 737
	Date de fin d'échéance de la garantie	:	30/12/2019
	Nature de la sureté réelle	:	nantissement du fonds de commerce
164170	Emprunt du	:	12/12/2014
CA	Montant initial de cette garantie	:	80 000
	Montant restant dû en capital	:	27 737
	Date de fin d'échéance de la garantie	:	30/12/2019
	Nature de la sureté réelle	:	nantissement de compte à terme
164171	Emprunt du	:	31/10/2014
BPI	Montant initial de cette garantie	:	55 000
	Montant restant dû en capital	:	495 000
	Date de fin d'échéance de la garantie	:	31/10/2021
	Nature de la sureté réelle	:	gage espèces
164172	Emprunt du	:	30/09/2015
BPI	Montant initial de cette garantie	:	65 000
	Montant restant dû en capital	:	845 000
	Date de fin d'échéance de la garantie	:	30/09/2022
	Nature de la sureté réelle	:	gage espèces
164173	Emprunt du	:	21/09/2015
BP	Montant initial de cette garantie	:	480 000
	Montant restant dû en capital	:	95 861
	Date de fin d'échéance de la garantie	:	21/09/2020
	Nature de la sureté réelle	:	nantissement du fonds de commerce
164174	Emprunt du	:	20/10/2015
CM	Montant initial de cette garantie	:	480 000
	Montant restant dû en capital	:	96 196
	Date de fin d'échéance de la garantie	:	20/10/2020
	Nature de la sureté réelle	:	nantissement du fonds de commerce
164177	Emprunt du	:	30/11/2016
BPS	Montant initial de cette garantie	:	960 000
	Montant restant dû en capital	:	377 565
	Date de fin d'échéance de la garantie	:	02/12/2021
	Nature de la sureté réelle	:	nantissement du fonds de commerce
164178	Emprunt du	:	21/12/2016
BPI	Montant initial de cette garantie	:	15 000
	Montant restant dû en capital	:	270 000
	Date de fin d'échéance de la garantie	:	31/12/2023
	Nature de la sureté réelle	:	gage espèces

164179	Emprunt du	:	27/12/2016
BPI	Montant initial de cette garantie	:	25 000
	Montant restant dû en capital	:	450 000
	Date de fin d'échéance de la garantie	:	31/12/2023
	Nature de la sureté réelle	:	gage espèces
164180	Emprunt du	:	26/12/2016
SMC	Montant initial de cette garantie	:	920 000
	Montant restant dû en capital	:	375 872
	Date de fin d'échéance de la garantie	:	26/12/2021
	Nature de la sureté réelle	:	nantissement du fonds de commerce
164181	Emprunt du	:	30/01/2017
CM	Montant initial de cette garantie	:	600 000
	Montant restant dû en capital	:	168 224
	Date de fin d'échéance de la garantie	:	31/12/2020
	Nature de la sureté réelle	:	nantissement du fonds de commerce
164182	Emprunt du	:	11/01/2017
BNP	Montant initial de cette garantie	:	920 000
	Montant restant dû en capital	:	389 584
	Date de fin d'échéance de la garantie	:	11/01/2022
	Nature de la sureté réelle	:	nantissement du fonds de commerce
164184	Emprunt du	:	17/11/2017
BDDP	Montant initial de cette garantie	:	1 002 000
	Montant restant dû en capital	:	546 540
	Date de fin d'échéance de la garantie	:	17/11/2022
	Nature de la sureté réelle	:	nantissement du fonds de commerce
164185	Emprunt du	:	15/12/2017
BPS	Montant initial de cette garantie	:	800 000
	Montant restant dû en capital	:	1 339 987
	Date de fin d'échéance de la garantie	:	14/12/2022
	Nature de la sureté réelle	:	nantissement de compte titres
164186	Emprunt du	:	10/01/2019
BPS	Montant initial de cette garantie	:	600 000
	Montant restant dû en capital	:	681 628
	Date de fin d'échéance de la garantie	:	10/12/2025
	Nature de la sureté réelle	:	Caution de Fonds Europ. Invest.
164189	Emprunt du	:	15/05/2019
CIC	Montant initial de cette garantie	:	750 000
	Montant restant dû en capital	:	715 904
	Date de fin d'échéance de la garantie	:	15/04/2026
	Nature de la sureté réelle	:	Nantissement du fonds de commerce
164190	Emprunt du	:	01/07/2019
CA	Montant initial de cette garantie	:	750 000
	Montant restant dû en capital	:	725 712
	Date de fin d'échéance de la garantie	:	01/06/2024
	Nature de la sureté réelle	:	Nantissement du fonds de commerce

Un engagement de garantie d'actif et de passif, a été conclu avec les anciens actionnaires d'EWI TELECOM suite à son acquisition.

L'obligation d'indemnisation court jusqu'au 30/09/2022, à l'exception des redressements fiscaux ou sociaux qui court jusqu'au 31 janvier 2023.

Le seuil de déclenchement de la garantie est fixé à 15 K€ et le plafond global à 450 K€. Une garantie de première demande de 250 KE a été donnée par les cessionnaires.

Engagement en matière de pensions et retraites

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagement de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite. Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice.

Tranche d'âges	Engagement à	Montant
66 ans	moins d'un an	
61 à 65 ans	1 à 5 ans	
56 à 60 ans	6 à 10 ans	
46 à 55 ans	11 à 20 ans	10 448
36 à 45 ans	21 à 30 ans	22 461
moins de 36 ans	plus de 30 ans	
Engagement total		32 909
	Dont dirigeants	10 448
	Autres	22 461

Hypothèses de calcul retenues

- départ à la retraite à l'âge de 67 ans
- turn over à hauteur de 15 %
- taux d'inflation et de progression des salaires : 2 %
- taux d'actualisation : 1,25 %

Autres engagements hors bilan

La convention de cession des parts de la société LOGMIS prévoit un complément de prix du par la société OSMOZIS. Ce complément de prix n'est à ce jour pas encore déterminé de manière fiable mais son estimation devrait être de l'ordre de 50 K€.

Ce complément est calculé sur le nombre de clients de la société LOGMIS, ou de la société OSMOZIS, utilisant au moins une licence d'un des logiciels développés par la société LOGMIS au 31 août 2019.

OSMOZIS

Société anonyme

7, avenue de l'Europe

34830 Clapiers

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2019

OSMOZIS

Société anonyme

7, avenue de l'Europe

34830 Clapiers

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2019

A l'assemblée générale de la société OSMOZIS

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société OSMOZIS relatifs à l'exercice clos le 31 août 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er septembre 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Castelnau-Le-Lez, le 20 décembre 2019

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés



Christophe PERRAU

OSMOZIS

Société anonyme

7, avenue de l'Europe

34830 Clapiers

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Exercice clos le 31 août 2019

OSMOZIS

Société anonyme

7, avenue de l'Europe

34830 Clapiers

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31
août 2019

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous vous présentons
notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été
données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de
l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisé ou que nous aurions
découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et
leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon
les termes de l'article R. 225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui
s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations
prévues à l'article R. 225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de
l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée et conclue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 225-38 du code de commerce.

CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE

✓ Contrat de travail de Monsieur Gérard Tremblay

Personne concerné : Monsieur Gérard Tremblay (Président Directeur Général)

Nature : Contrat de travail entre la société Osmozis et Monsieur Gérard Tremblay

Montant des sommes versées au cours de l'exercice écoulé :

La rémunération annuelle perçue par Monsieur Gérard Tremblay s'élève à 102.154 euros brut.

✓ Bail commercial conclu avec la SCI Coccinelle

Entité cocontractante :

SCI Coccinelle dont le capital est détenu conjointement par les sociétés SAS ROUGE et SAS FONDATYS 92 et dont les co-gérants sont Messieurs Gérard Tremblay (Administrateur) et Yves Boulot (Administrateur).

Nature et objet :

Location d'un immeuble comportant un bâtiment d'une surface plancher total 1.590 m² destiné à l'exercice des activités d'Osmozis.

Modalités :

Le bail a été signé pour une durée de 9 ans à compter du 28 juin 2017 moyennant un loyer annuel de 278.556 € HT hors charges, payable mensuellement et d'avance et révisable à l'issue de chaque période triennale.

Castelnau-Le-Lez, le 20 décembre 2019

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés



Christophe PERRAU